



**Initiative
Spotlight**

*Pour éliminer la violence
à l'égard des femmes et des filles*

Mali, Afrique

Rapport d'avancement narratif annuel

01 Janvier - 31 Décembre 2020

Inité par l'Union européenne et les Nations Unies :



Intitulé du programme et Numéro du programme

Programme Titre : Programme National de Prévention et réponse aux violences faites aux femmes et filles

MALI/AFRIQUE

MPTF Office Project Reference Number:¹
00111641

Organisations bénéficiaires

PNUD, UNFPA, UNHCR, UNICEF, ONU FEMMES

Coût du programme (US\$)

Budget total approuvé selon le document de programme national/régional Spotlight :
19,444,519USD

Phase I Financement Spotlight :² 18.000.000 USD

Contribution des agences: 1.444.519 USD

Financement Spotlight et contribution des Agences par agence :

Noms du RUNO	Spotlight Phase I (USD)	Contributions des agences de l'ONU
ONU FEMMES	3,813,383	123,000
UNFPA	6,800,496	543,344
UNICEF	4,172,489	459,037
UNHCR	910,987	69,138
PNUD	2,302,646	250,000
TOTAL :	18.000.00	1.444.519

1

1. The Multi-Partner Trust Fund (MPTF) Office Project Reference Number is the same number as the one on the Notification message. It is also referred to as "Project ID" on the project's factsheet page the MPTF Office GATEWAY.

Pays, localité(s), zone(s) prioritaire(s)
Mali/ Régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le District de Bamako

Partenaires clés

Gouv: Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale; Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille; Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme; Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile; Ministère de la Santé et du Développement Social; Ministère de l'Education Nationale; Ministère de la Jeunesse et des Sports; Ministère de la Solidarité et de la lutte contre la Pauvreté; Ministère des Affaires Religieuses et du Culte; Ministère de l'Economie et des Finances; Ministère de la Communication Chargé des Relations avec les Institutions; Ministère de l'Economie Numérique et de la Prospective; Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation; Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population; Ministère de la Culture

OSC : TAGNE, AMSOPT, Consortium CAEB-IWENE, Consortium Mouvement pour la Paix, ASDAP, APSEF, ASSAFE, AMSOPT, CROIX ROUGE ESPAGNOLE, PACINDHA, APDF, SINI SANUMAN, APDF

Dates de début et de fin du programme

Date de début :
24.08.2018

Date de fin :
31.12.2022

Rapport soumis par :
Mme Mbaranga Gasarabwe
DSRSG/RC/HC
Email: gasarabwe@un.org

Liste des Acronymes.....	4
Résumé exécutif.....	6
I. Résultats clés.....	9
II. Gouvernance et coordination du programme.....	11
III. Les partenariats autour du programme.....	15
IV. Les résultats.....	24
V. Défis et mesures.....	40
VI. Leçons apprises et nouvelles opportunités.....	41
VII. Pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes.....	44
VIII. Communication et visibilité.....	46
IX. Prochaines étapes.....	60
Annexe A.....	63
Annexe B.....	78
Annexe C.....	90
Annexe D.....	99

Liste des Acronymes

Sigles	Signification
AN	Assemblée Nationale
CLAPN	Comités Locaux d'action pour l'Abandon des Pratiques Néfastes
CNAPN	Comité National d'action pour l'Abandon des Pratiques Néfastes
CRAPN	Comités Régionaux d'action pour l'Abandon des Pratiques Néfastes
CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme
CNDIFE	Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant
CREDD	Cadre pour la Relance Economique et de Développement Durable
DNP	Direction Nationale de la Population
DUE	Délégation de l'Union Européenne
EDS	Enquête Démographique et de Santé
GBVIMS	Système d'Information sur les violences basées sur le genre
GRN/SC	Groupe de référence national de la société civile
INSTAT	Institut National de la Statistique
IS	Initiative Spotlight
MICS	Enquête à indicateurs multiples
MAECI	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
MATP	Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population
MGF	Mutilation génitale féminine
MOU	Mémorandum of Understanding
MPFEF	Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
ODD	Objectif du Développement Durable
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU FEMMES	Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
OSC	Organisation de la société civile
OSC/F	Organisations de la société civile féminines
PDSEC	Plan de Développement, Social, Economique et Culturel
PTN	Pratiques Traditionnelles Néfastes

PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNVBG	Programme National Violences Basées sur le Genre
PTF	Partenaires techniques et financiers
UNFPA	Agence des Nations Unies pour la Population
UNHCR	Agence des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	Agence des Nations Unies pour l'Enfance
S&E	Suivi et évaluation
SNU	Système des Nations Unies
SR	Santé de reproduction
RCO	Bureau du Coordonnateur Résident
RUNO	Agences des Nations Unies bénéficiaires des fonds
UE	Union Européenne
VBG	Violences basées sur le genre
VFF	Violences aux femmes et filles
VFFF	Violences faites aux femmes et filles

Résumé exécutif



La mise en œuvre du programme Initiative Spotlight (IS) au Mali pour cette 2ème année a été globalement satisfaisante. Cependant, à l’instar de tous les programmes humanitaires et de développement, le programme Initiative Spotlight a été fortement impacté par les événements survenus durant l’année 2020 au Mali. En effet, la pandémie de la Covid-19, l’instabilité politique et institutionnelle, le coup d’État militaire, l’insécurité au centre et progressivement au sud ont ralenti et rendu plus complexes certains efforts du programme, tels que le renforcement des capacités des député(e)s ateliers de renforcements des capacités des acteurs clés, les sessions de plaidoyer à l’attention des leaders traditionnels et religieux, la mise en place du conseil national des chefs traditionnels du Mali.

Avec la participation active de l’Union Européenne, la coopération au sein de l’équipe les Nations Unies fonctionnant comme « un seul NU », les efforts du gouvernement du Mali, les innovations et l’accès aux communautés des ONG partenaires de mise en œuvre les conditions nécessaires sont mises en place afin que le programme Initiative Spotlight puisse continuer à produire les résultats attendus et s’adapter rapidement aux nouveaux défis apparus avec la pandémie COVID-19. En ce qui concerne les résultats comptables pour l’année 2020, l’équipe de mise en œuvre de l’Initiative Spotlight peut évoquer les exemples suivants :

D’abord, afin de mener une communication efficace sur les questions de VBG les hommes de médias modernes et communicateurs traditionnels ont une bonne connaissance des questions de Violences Basées sur le Genre (VBG). Une des réalisations majeures en 2020 est le renforcement des capacités des journalistes et communicateurs traditionnels : 40 journalistes professionnels dans ce secteur disposent dorénavant de compétences nouvelles pour mener un travail professionnel de communication sur les VBG au Mali. A un autre niveau, en partenariat avec les radios communautaires, et les Organisations de la Société Civile (OSC), les villages d’intervention du programme Initiative Spotlight ont une très bonne connaissance

sur la thématique des VBG et les communautés sont largement informées et sensibilisées sur les VBG et pratiques néfastes y inclus les mesures de prise en charge des survivantes pour les référer vers les services essentiels.

Par une approche consultative et participative, le programme a mené cinq études (05). Celles-ci ont permis de mieux comprendre les problématiques des VBG et le renforcement des institutions. Ainsi, ils ont favorisé de meilleures connaissances quant aux VBG au Mali. Cette démarche a permis d'adapter la mise en œuvre du programme aux défis émergents, conformément aux conclusions issues de ces études.

Grâce à un effort coordonné, le programme Spotlight a abordé, au cours de la période de référence, les problématiques de manque de données et l'existence de bases de données sur les VBG partielles et incomplètes. Plus précisément, le programme a contribué à produire des avancées considérables dans ce domaine à travers des discussions de conceptualisation de la base de données, qui ont engagé et créé des synergies entre un large éventail de parties prenantes. Aujourd'hui, l'équipe Initiative Spotlight a créé un consensus sur les données pertinentes à collecter.

Le programme Spotlight a pu avancer l'objectif d'inclusivité ciblé par les Nations Unies (« Leave no one behind ») au travers d'efforts d'insertion des populations vulnérables telles que les aides ménagères venant des milieux ruraux pour travailler à Bamako, les femmes et filles porteuses du VIH et les femmes et les filles en situation de handicap. Ils connaissent mieux les droits humains ainsi que les causes et les conséquences des VBG et les voies de recours de prise en charge disponible au Mali. Compte tenu de leur situation de vulnérabilité et des multiples formes de discriminations auxquelles ces femmes et filles font face, le programme a mis un accent particulier sur l'amélioration de leurs connaissances sur les services de prise en charge holistique, les voies et moyens de recours lorsqu'elles sont victimes de violences basées sur le genre.

Pour assurer les services de qualités et accessibles, deux (02) documents stratégiques de renforcement de capacités des professionnels de prise en charge des survivantes des VBG ont été développés et diffusés, à savoir un manuel et le protocole de prise en charge. Ces documents ont été mis à disposition des prestataires de la prise en charge holistique des VBG afin d'améliorer l'offre de service de prise en charge de la victime par le renforcement de capacités.

La prise en charge holistique des survivants de VBG a été l'une des principales priorités au cours de la période de référence. A cet égard, le programme est en train de finaliser la mise en place de dix (10) One Stop center. Démarrée depuis 2019, l'équipe de gestion du programme a finalisé la mise en place physique des locaux de 10 One Stop Center ainsi que les démarches pour leur opérationnalisation. Les prochaines étapes porteront sur l'ouverture de ceux-ci aux populations de régions concernées.

Au niveau communautaire, grâce au programme Spotlight, chaque communauté bénéficiaire est dotée d'un mécanisme d'éducation concernant la prévention des VBG, entre autres des écoles de maris modèles, de comités d'alerte, des espaces sûrs, des cadres de concertation, etc. Ces projets de prévention contribuent aussi à renforcer les mécanismes au recours local accompagnant les survivantes de VBG aux services d'entrées.

Pour non seulement améliorer mais éliminer VFF, au moins 279 communautés en voie d'abandon de certification pour l'abandon des pratiques néfastes avec déjà 31 confirmées : Un autre résultat important est l'engagement obtenu des communautés à abandonner les pratiques néfastes, notamment l'excision.

La prise en compte des besoins des femmes et des filles passe nécessairement par l'intégration de ceux-ci dans les budgets de l'État. Les Groupes de pression, de défense de droits des femmes, et de suivi Budgétaires (PBSG) ont mis en place des outils de gender budgeting, ainsi, les questions de genre et de VBG seront désormais contrôlées dans les actions gouvernementales afin de s'assurer qu'elles y sont effectivement intégrées.

Pour pouvoir atteindre ces buts, le programme a lancé différents processus visant à mettre en place des structures et une « fondation » de gestion au niveau national, groupe de OSC partenaires, et autres mécanismes de l'expertise technique, tous avec les représentants des ministères essentiels et la participation de les RUNO et l'UE.

Malgré ces résultats forts encourageants, le programme a fait face à des défis notamment l'insurrection du haut conseil islamique du Mali contre l'avant-projet de loi contre les VBG ce qui a temporairement suspendus toutes les actions de plaidoyers et de sensibilisation en faveur de l'adoption de cette loi. Il faut également noter la dissolution de l'Assemblée Nationale conduisant à l'arrêt temporaire de la mise en œuvre du plan de travail avec cette institution. Des défis pour les prochaines étapes demeurent nombreux. Ces défis sont entre autres : la situation socio-politique et sécuritaire du Mali ; L'influence croissante de certains groupes religieux qui sont opposés aux idéaux du programme, La situation de la pandémie pouvant ralentir la mise en œuvre du programme.

Toutefois, au regard des défis et difficultés rencontrés par l'équipe de mise en œuvre du programme, les prochaines étapes porteront sur la continuité du fonctionnement des mécanismes mis en place ainsi que la consolidation des résultats obtenus. Des mesures sont également prises à différents niveaux afin de mitiger les effets des risques identifiés.

I. Résultats clés



746
Acteurs formés

dont



40%
de femmes

Renforcement des capacités : 746 acteurs dont 40% de femmes parmi lesquels 190 chefs traditionnels, 230 leaders religieux, 113 leaders communautaires, 123 défenseurs des droits des femmes, 30 élus locaux et 24 acteurs gouvernementaux, ont bénéficié d'activités de renforcement des capacités sur les concepts du genre, des violences Basées sur le Genre et la masculinité positive au cours de la période de référence.


Accès aux connaissances sur les services essentiels et les Droits des femmes, il faut noter :


- 406 cas de personnes survivantes de VBG prises en charge intégrée (médicale, psychosociale, judiciaire pour certains et sécuritaire) par les services holistiques, soit au niveau des structures des régions de Kayes, Koulikoro et Ségou femmes et filles ayant un accès accru et/ou des connaissances sur les services essentiels.



Actions de
prévention
74 861
personnes

dont


15 577
Hommes


39 514
Femmes


8 219
Garçons


10 568
Filles

Activités de prévention : 74 861 personnes (15 577 hommes, 39 514 femmes, 8.219 garçons et 10 568 filles. Les activités de communication dans les espaces sûrs ont permis de toucher : 2.171 porteurs d'obligations et 2.007 jeunes sur une prévision respectivement de 2000 et 1875. De ces porteurs d'obligation touchés, il y a 1.227 femmes et 944 hommes. Aussi des 2.007 jeunes touchés, 1.282 sont des filles et 725 sont des garçons ont bénéficié des actions de prévention de l'Initiative Spotlight.

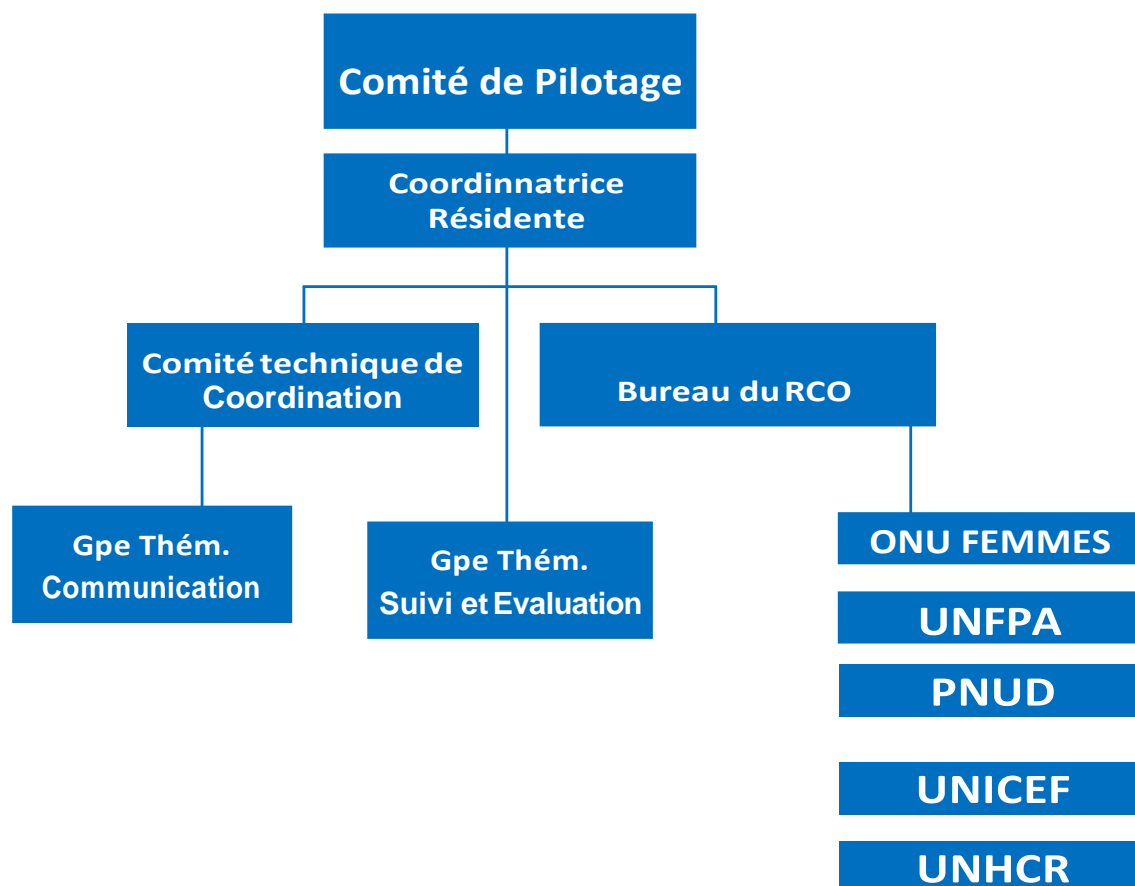
Création et renforcement de réseaux, de plateformes et de mouvements : 03 réseaux composés de 180 Organisations de la société civile ont été créés pour favoriser le dialogue, les échanges et les efforts de plaidoyer.

750 femmes et filles exposées à de multiples formes de discrimination comme les aides ménagères venant de milieux ruraux, des femmes et filles porteuses du VIH et celles en situation de handicap ont bénéficié de kits de prévention de la COVID 19 et ainsi que kits de dignité dans les 05 localités couvertes par le programme.

16 plateformes multifonctionnelles ont été installées et ont permis la réinsertion socio-économique de 350 femmes survivantes de VBG.



II. Gouvernance et coordination du programme



La coordination du programme en 2020 a impliqué plusieurs entités à savoir le gouvernement, le comité national de pilotage, le groupe de référence de la société civile, ainsi que les mécanismes de la coordination technique du système des Nations Unies. Les conditions ont été créées afin que ces entités puissent pleinement jouer le rôle qui leur était dévolu.

a. Comité de Pilotage (CoPil)

Le Comité se réunit deux fois par an sur convocation des coprésidents. Toutefois, les coprésidents peuvent décider de convoquer une réunion ad-hoc pour examiner des questions pouvant entraver la bonne exécution du programme et proposer des mesures correctives, ou toute initiative visant à améliorer les résultats du Programme au Mali. Le comité de pilotage mis en place par décision N°000113/MAECI/DCM/DSE est constitué ainsi qu'il suit :

Coprésidents :

Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et la Coordonnatrice Résidente des activités opérationnelles du Système des Nations Unies au Mali.

Les Membres :

- | Le Ministre de l'Economie et des Finances ;
- | Le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales ;

- ‡ Le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux ;
- ‡ Le Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation ;
- ‡ Le Ministre de la Sécurité et de la Protection civile ;
- ‡ Le Ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté ;
- ‡ Le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
- ‡ Le Ministre de la Culture ;
- ‡ Le Ministre de la Communication, chargé des Relations avec les Institutions ;
- ‡ Le Ministre de l'Economie numérique et de la Prospective ;
- ‡ Le Ministre des Affaires Religieuses et du Culte ;
- ‡ Le Ministre de la jeunesse et des Sports ;
- ‡ Le Ministre de l'Education nationale ;
- ‡ Le Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- ‡ L'Ambassadeur, Chef de la délégation de l'Union Européenne ;
- ‡ Le Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ;
- ‡ Le Représentant de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-FEMMES) ;
- ‡ Le Représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) ;
- ‡ Le Représentant du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) ;
- ‡ Le Représentant du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) ;
- ‡ Cinq Représentants du Groupe de Référence National de la Société civile (GRN/SC Mali).

Le Comité peut faire appel à toute autre personne autant que de besoin. Sous la coordination du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, et de Coordinatrice Résidente des activités opérationnelles du Système des Nations Unies au Mali, le comité national de pilotage s'est réuni 1 fois en 2020 compte tenu de la situation de la Covid-19. Les différentes décisions prises sont, entre autres :

- ‡ Examiner et confirmer l'orientation stratégique et les priorités du programme Initiative Spotlight ;
- ‡ Assurer la supervision stratégique et l'appui de haut niveau dans la mise en œuvre des activités du Programme Spotlight ;
- ‡ Valider le Plan de Travail et le rapport annuel de résultats du programme Initiative Spotlight ;
- ‡ Valider les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme Initiative Spotlight, prendre connaissance des contraintes et opportunités et donner des orientations pour garantir une meilleure réalisation des résultats escomptés ;
- ‡ Donner des orientations sur le processus d'évaluation du Programme Initiative Spotlight ;
- ‡ S'assurer que les déficits de financement sont pris en compte, de même que l'évolution des priorités dans la programmation.

Toutes les décisions reflètent par une approche participative et basée sur les droits de la programmation et, contribuent à des résultats plus durables à long terme grâce à une volonté politique et une appropriation accrue du Programme.

b. Groupe de référence national de la société civile (CSRG)

La société civile, et plus particulièrement les organisations, les activistes et les défenseurs des droits des femmes, sont les principaux moteurs du changement dans le travail visant à mettre fin à la VBG. En reconnaissance de leur leadership et de leur expertise, la société civile est représentée en tant que parties prenantes et partenaires clés à tous les niveaux de l'Initiative Spotlight, et notamment sa voix est amplifiée par le biais du Groupe de Référence de la Société Civile (GRSC).

Le partenariat avec les OSC/ONG constitue une démarche stratégique pour le programme Initiative Spotlight en général et en particulier pour les agences. En effet, les OSC/ONG sont les acteurs les mieux indiqués pour porter les questions de plaidoyer aux niveaux communautaire et national.

Mis en place en 2020, les capacités du Groupe de Référence National de la Société Civile ont été renforcées par le partage de l'expérience du Niger. L'expérience du Niger a permis au groupe de référence du Mali de mieux s'approprier son rôle et mandat ainsi qu'une meilleure compréhension de sa place dans la mise en œuvre du programme. A cette activité, il faut également ajouter les renforcements des capacités sur les rôles et responsabilités des membres du groupe de référence nationale de la société civile dans la gestion du Programme Initiative Spotlight.

Le Groupe de Référence National de la Société Civile a fourni aussi des conseils sur les interventions en cours, les possibilités de reproduction à plus grande échelle et la résolution des problèmes. Il sert d'espace interactif d'apprentissage entre l'Initiative Spotlight et les organisations de défense des droits des femmes œuvrant dans le domaine de la lutte contre la VFF, y compris les VBG et pratiques néfastes.

Le Groupe de Référence National de la Société Civile regroupe en son sein onze (11) experts dans les domaines suivants : Masculinités positives, santé publique, santé reproductive (SR), personnes en situation de handicap, leaders religieux, personnes vulnérables.

A ce jour, le Groupe de Référence National de la Société Civile collabore étroitement avec toutes les parties prenantes de mise en œuvre de l'initiative Spotlight aussi bien dans les instances de gouvernance à travers des échanges constructifs sur les principaux domaines de travail et les priorités stratégiques qui serviront de base à un plan de travail.

c. Coordination inter-agence ; comité technique et autres mécanismes de gouvernance

Dans le but de favoriser les synergies entre les principaux partenaires et conformément aux principes directeurs du «One UN», le Comité Technique de Coordination, sous la coprésidence du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et du Bureau du Coordonnateur Résident, s'est réuni deux fois en janvier et décembre pendant la période de référence. Le Comité Technique de Coordination est composé de :

- ⌋ Un (e) Représentant (e) du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme,
- ⌋ Un (e) Représentant (e) du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales,
- ⌋ Un (e) Représentant (e) du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile,
- ⌋ Un (e) Représentant (e) du Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté,
- ⌋ Un (e) Représentant (e) du Ministère des Affaires Religieuses et du Culte,
- ⌋ Un (e) Représentant (e) du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation,
- ⌋ Le Président du Groupe des Nations Unies chargé de la Communication,

- ‡ Les administrateurs de programme en charge de l'Initiative Spotlight des cinq agences UNHCR, UNFPA, ONUFEMMES, UNICEF et PNUD,
- ‡ Le Président du Groupe des Nations Unies chargé du Suivi-Evaluation,
- ‡ Le Président du Groupe de Travail Genre des Nations Unies,
- ‡ Les Représentant (e) s du Groupe de Référence National de la Société Civile assurant 20% de représentation de la société civile dans ce comité (incluant le/la président/e du Groupe de Référence National de la Société Civile),
- ‡ Un (e) Représentant (e) de l'Union Européenne,
- ‡ Un (e) Représentant (e) de l'INSTAT,
- ‡ Un (e) Représentant (e) du CNDIFEF.

Les différentes décisions prises sont, entre autres :

- ‡ Donner des avis et conseils sur l'exécution du Programme ainsi que des stratégies d'adaptation pour faire face aux défis apparus lors de la pandémie COVID-19 ;
- ‡ Faire des propositions sur la bonne marche du Programme dans une perspective axée sur les résultats ;
- ‡ Favoriser les synergies entre le Programme et les autres initiatives similaires et/ou complémentaires ;
- ‡ Veiller à la mutualisation des efforts sur base des synergies entre partenaires d'exécution à travers entre autres les initiatives conjointes ;
- ‡ Assurer la répartition équitable des interventions thématiques et géographiques en mettant un accent particulier sur les groupes exposés aux multiples formes de discrimination croisée ;
- ‡ Veiller à l'harmonisation des stratégies d'intervention et à la mise en place concertée des stratégies de pérennisation des acquis et d'apprentissage mutuel
- ‡ Proposer les meilleures stratégies d'efficacité et d'efficience ;
- ‡ Identifier les obstacles potentiels à l'avancée du Programme et proposer des solutions ;
- ‡ Participer aux efforts de mobilisation des ressources.

Le comité technique de Coordination du Programme a contribué également aux efforts de réorganisation institutionnelle des mécanismes de coordination sur les violences faites aux femmes et aux filles, dans le cadre du Programme National de Lutte contre les VBG.

Le partenariat inter-institution, comité technique et autre mécanisme de gouvernance est une nécessité lorsqu'on veut obtenir de bons résultats dans la mise en œuvre de tel programme. Les 05 agences des Nations Unies, à savoir l'UNFPA, UNDP, UNHCR, UNICEF et ONU Femmes, qui assurent chacune le leadership d'un pilier, travaillent en étroite collaboration avec le Bureau du Coordonnateur Résident, les autres agences, les départements ministériels et les OSC ont travaillé conjointement et capitalisé leurs avantages comparatifs et leurs domaines d'expertise respectifs pour la réalisation des résultats du programme. Cette collaboration se fait à travers l'organisation et la mise en œuvre d'activités sur le terrain et de rencontres de coordination et de partage d'information tenues régulièrement. Un partenariat existe également avec les organisations de la société civile et le gouvernement pour la mise en œuvre des activités au quotidien. D'autres approches ont été adoptées pour avoir des résultats escomptés. Il s'agit notamment des alliances stratégiques avec les institutions nationales et locales.

III. Les partenariats autour du programme



Les partenariats établis entre les différentes parties prenantes du Programme ont montré toute leur efficacité en raison des résultats importants atteints en 2019. Sur la base de ce succès, le Programme a maintenu voire consolidé son partenariat avec les anciennes parties prenantes (Gouvernement, Union Européenne, ONG, etc.) et a développé de nouveaux partenariats stratégiques pour une mise en œuvre optimale du Programme. Ces partenariats établis avec le Gouvernement, la DUE, les organisations de la société civile, les autres agences du SNU et les chefs traditionnels ont permis de créer une dynamique dans les zones d'interventions du Programme.

a. Avec le Gouvernement

La collaboration avec le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF) et ses structures décentralisées (PN-VBG, DRPFEF, SLPFEF), le Ministère de l'Éducation Nationale et ses structures décentralisées (DNP, AE, CAP), le Ministère de la Santé et ses structures décentralisées (CSRéf, CCOM), a contribué à l'atteinte des résultats escomptés dans ce contexte de COVID 19 et de crises sécuritaires.

PARTENARIAT	AVANTAGE COMPARATIF DE CHACUN DES PARTENAIRES DU PROGRAMME/ EN QUOI ILS ETAIENT INTERESSANT
MINISTERE DE LA PROMOTION DES FEMMES DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE (MPFEF)	
Ministère de la Promotion des femmes de l'enfant et de la famille (MPFEF)	<p>Sous son leadership un appel d'offre ouvert a été lancé qui a conduit aux choix des OSC pour les Piliers 1, 2 et 3. Le MPFEF a aussi conduit avec le PNVBG et la DRPFEF de Bamako le recrutement d'un consortium d'agence de communication ANCD-TORCHE qui a élaboré le script de la série TV VBG, assuré le tournage et produit 54 épisodes de la série TV VBG dont l'épisode 22 en lien avec les MGF a été lancé le 06 février 2021.</p>
Programme Nationale pour l'abandon des VBG (PNVBG)	<p>Sous le lead du MPFEF et avec le soutien de la DRPFEF de Bamako a soutenu la production d'une série télévisuelle sur les VBG. La diffusion prévue en février 2021 devra contribuer à soutenir les échanges communautaires remettant en cause les normes sociales néfastes et les stéréotypes de genre, à travers l'utilisation des outils de Communication, des technologies de l'information et de la communication (TIC) et Plateformes des Media au niveau National et Décentralisés. L'ORTM est retenue pour la 1ere diffusion au niveau national, mais A+, Nollywood et TV5 seront retenus en 2021 pour assurer la diffusion au-delà du Mali. Le PNVBG a conduit toutes les missions de prise de contact dans les villages des régions ciblées, a introduit les projets et aussi interpellé sur le strict respect des mesure barrières liées au COVID 19 dans la mise en œuvre du projet auprès des communautés a la base et des OSC partenaires. Il a pris part à la mise en œuvre, suivi-supervision des projets et rapportage annuel sur les VBG.</p>
Direction Nationale de la Promotion de L'Enfant et de la Famille	<p>En tant que structure en charge de la question du mariage d'enfant, la DNPFEF a aussi participé aux actions des différents projets en appui au PNVBG et DRPFEF des régions concernées. Les 2 structures ont conduit toutes les missions de prise de contact dans les villages des régions ciblées, ont introduit le projet et aussi interpellé sur le strict respect des mesure barrières liées au COVID 19 dans la mise en œuvre du projet auprès des communautés a la base et des OSC partenaires. Elles ont pris part à la mise en œuvre suivi-supervision des projets et rapportage annuel sur les VBG.</p>

<p>Les Directions Régionales de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille (DRPFEF) de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Bamako.</p>	<p>Le 1^{er} répondant du MPFEF au niveau régional et District, les Directions Régionales de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (DRPFEF) ont été associées à la conception des projets (dans 2 ateliers), le choix des villages d'intervention ayant des liens sociaux entre eux, la mise en œuvre, le suivi-évaluation et le rapportage. Elles ont en appui aux PNVBG et DNPEF, conduit l'introduction des OSC auprès des autorités administratives, politiques, leaders traditionnels des zones d'intervention visitées. Ces autorités se sont appropriées les objectifs et résultats attendus du projet et ont reconnu le besoin réel de tels projets dans leurs localités. Elles ont rassuré les structures de l'Etat et OSC de leur accompagnement sans faille a l'atteinte des résultats escomptés des projets. Elles ont aussi été auprès du PNVBG dans le tournage de la série télévisuelle avec comme leader la DRPFEF de Bamako.</p>
<p>Service Local de la Promotion Femme Enfant et Famille (SLPFEF) de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Bamako.</p>	<p>Le 1^{er} répondant du <i>MPFEF au niveau cercle</i> est le Service Local de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (SLPFEF). Les responsables de ces services travaillent très étroitement avec l'équipe des projets à la base pour assurer l'atteinte des résultats escomptés. Des cadres de concertations trimestrielles sont tenues avec les structures de l'Etat, les OSC, les communautés à la base et servent de cadre appropriées pour la réception des feedbacks, leurs remontées et le retour de l'information à ces parties prenantes. Ceci se traduit à travers les rencontres des CLAPN les Visites Programmatiques, les revues.</p>
<p>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE (MEN)</p>	
<p>Ministère de l'Éducation Nationale (MEN)</p>	<p>Structure nationale en charge de l'Éducation particulièrement du curriculum de l'éducation. La situation du COVID 19 et la crise sociopolitique ont eu un impact négatif sur les activités en lien avec l'école.</p> <p>En ce qui concerne l'existence d'un programme national d'éducation en santé de la reproduction des adolescents/es et jeunes conforme aux standards internationaux, la situation socio politique du pays en plus de celui de la COVID 19 n'ont pas permis d'avancer cette activité avec le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN). Deux rencontres formelles ont eu lieu avec le MEN, des dispositions sont en cours pour avancer sur ce programme avec les autres parties prenantes notamment les autres secteurs, les ONG Internationales (CARE, SAVE), le SNU (UNFPA, UNESCO).</p>
<p>Direction Nationale de la Pédagogie (DNP)</p>	<p>La collaboration avec les établissements scolaires, les académie d'Enseignement (AE), les CAP et la Direction Nationale de la Pédagogie (DNP), a permis d'atteindre les enseignants, les conseillers pédagogiques, et les élèves. L'implication des enseignants dans la prévention de MGF et mariages d'enfants et autres VBG a été significative parce que les enseignants sont très écoutés dans leur milieu respectif et leurs messages sont pris au sérieux.</p>

Académie d'Enseignement (AE)	Les AE des cercles de Kayes, Kolokani, Kati, Bamako Rive Droite ont été associés au projet. Sous leur leadership, les enseignants ont été formés sur les VBG. Ils/elles ont conçu des leçons modèles et une charte de bonnes pratiques a été élaborée et diffusée. Des bandes dessinées sur les MGF et mariages d'enfants ont été aussi diffusées et utilisées par les élèves pour faire la paire-éducation tout en respectant les mesures barrières édictées pour la prévention du COVID 19.
Centre d'Animation	Les Centres d'Animation Pédagogique (CAP) des cercles de Kayes, Kolokani, Kati, Bamako Rive Droite ont été associés au projet.
Pédagogique (CAP)	Les enseignants et élèves relevant de ces CAP ont été renforcés sur les problématiques des MGF, mariage des enfants et d'autres formes de VBG et la prévention et réponse au COVID 19. Ces élèves et enseignants contribueront à formation des enseignants et élèves et sont des agents de changements qui appuie la prévention, le référencement et gestion des cas de VBG a l'école et en dehors.
MINISTERE DE LA SANTE	
Le Ministère de la Santé	La contribution est faite par la prise en charge médicale des survivantes à travers les One stop center mis en place par le programme. IL faut aussi noter le renforcement des capacités des prestataires en plus de la validation d'un protocole de prise en charge des cas de VBG.
CSRéf & CSCOM	Les OSC partenaires de UNICEF travaillent à la prévention des VBG dans les communautés, les écoles, les espaces filles-femmes, les groupements d'adolescentes mais aussi dans les structures de santé relevant de leurs zones d'interventions. Ces structures de santé sont les CSRéf au niveau cercle et les CSCOM au niveau des communes et villages. Au niveau des chefs-lieux de cercles ou UNFPA dispose de One Stop Center, et CSRéf, les survivantes sont référées vers ces centres pour bénéficier de prise en charge holistique. Cependant, au niveau des CSCOM qui sont les services les plus proches de la communauté, les survivant(e) de VBG identifiées lors des actions de prévention sont référées vers les services de prise en charge (médical, psychosocial, sécuritaire, juridique/ judiciaire) appropriés. Un protocole de partenariat est signé entre les OSC partenaires et ces structures de santé communautaires sur d'autres financements de UNICEF autres que Spotlight. Les cas les plus compliqués sont référencés vers les CSRéf et les hôpitaux pour une prise en charge appropriée.
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération internationale	Dirige le comité de pilotage et facilite l'encreage institutionnel du programme.
INSTAT/Ministère des Finances	Intervient dans le programme sur l'objectif portant sur la production de données fiables.

Le Ministère de l'Éducation Nationale	Appui le programme à travers les activités ciblant les adolescents et le milieu scolaire.
Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	Ce partenariat a permis d'obtenir du MJDH l'engagement de l'intégration dans le code pénal qui est en cours de révision d'autres formes de VBG comme le harcèlement en plus du viol et des agressions physiques.

b. La Société Civile

Le partenariat avec les organisations de la société civile a été noué surtout pour la mise en œuvre des activités du programme. À l'image de tous les programmes pilotés par les Nations Unies, le programme Initiative Spotlight a une obligation de renforcement de la partie nationale. Ainsi, les activités du programme ont été en grande partie confiées aux OSC sur la base de leurs compétences et domaine d'expertise. Il faut rappeler que les contenus des partenariats sont faits à partir des objectifs ciblés par chaque pilier du programme :

PARTENARIAT	AVANTAGE COMPARATIF DE CHACUN DES PARTENAIRES DU PROGRAMME/ EN QUOI ILS ETAIENT INTERESSANT
Mouvement Pour la Paix (MPDL) ONG Internationale	<p>MPDL est une Organisation Non Gouvernementale de droit espagnol, laïque et progressiste de développement, d'action sociale et d'aide humanitaire. Elle est créée en 1982 (39 ans d'expérience) et œuvre dans le monde en vue de la construction de la paix, en comprenant que la Paix va au-delà de l'absence de guerre et qu'elle ne peut être atteinte que si les droits humains et la justice sociale sont garantis au niveau global.</p> <p>Elle a été retenue à la suite d'appel d'offres ouvert en 2020 par le MPFEF sur le programme Initiative Spotlight par UNICEF pour travailler à Kayes. MPDL intervient dans la région de Kayes avec 5 bureaux fonctionnels (Kayes, Yélimané, Niore du Sahel, Diéma, Kita) depuis 2007. Ses secteurs d'intervention sont entre autres : prévention et traitement de la malnutrition, la sécurité alimentaire, la santé, l'EHA, la Gestion des Ressources Naturelles (GRN), lutte contre les VBG, l'Alphabétisation, le Genre, Appui à la production agrosylvo-pastorale (campagne hivernale, maraîchage et élevage, GRN etc), à l'alphabétisation, à l'hygiène/eau et assainissement, à la promotion du genre sur les thématiques des MGF. Il a le leadership du projet « Promotion des normes et valeurs sociales protectrices des femmes et des filles contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) y compris les pratiques néfastes (MGF, mariage d'enfant) adaptées au contexte COVID19 dans 129 villages des cercles de Yélimané et Diéma pour le programme Initiative Spotlight ». Un Accord de coopération d'1 an signé entre MPDL et UNICEF s'étend d'Aout 2020 à Juillet 2021. MPDL travaille en étroite collaboration avec les structures du gouvernement ci-dessus référencées.</p> <p>TAGNE qui veut dire « Aller de l'Avant » en langue Nationale Bamanan est une association féminine composée de 08 femmes ; elle a été créée en Mars 1998 et est devenue Organisation Non Gouvernementale en Octobre 2006 (23 ans d'expérience).</p>

<p>TAGNE, ONG Nationale</p>	<p>TAGNE travaille dans la région de Koulikoro depuis 1998 et couvre les domaines suivants : a) Améliorer l'état de santé de la femme et de l'enfant, b) favoriser le développement socioéconomique des femmes ; c) éduquer pour l'abandon de la pratique de l'excision ; d) vulgariser le planning familial ; e) lutter contre les IST/SIDA ; f) défendre les droits de la femme et de l'enfant ; g) lutter contre le mariage des enfants ; h) lutter contre les VBG ; i) soutenir les enfants mal nourris. Elle a été retenue à la suite d'un appel d'offres ouvert en 2020 par le MPFEF sur le programme Initiative Spotlight par UNICEF pour travailler à Koulikoro notamment dans le cercle de Kolokani. Leadership du projet « Promotion des normes et valeurs sociales protectrices des filles et femmes contre toutes formes de Violences Basées sur le Genre y compris les pratiques néfastes (Mutilations Génitales Féminines, mariages d'enfant.) adaptées au contexte de COVID 19 dans 142 villages pour le programme Initiative Spotlight. Accord de coopération d'1 an allant de Mai 2020 à Juillet 2021 signé entre TAGNE et UNICEF. TAGNE travaille en étroite collaboration avec les structures du gouvernement ci-dessus référencées.</p>
<p>Association pour la Promotion des Droits et le Bien-Être de la Famille (APSEF) ONG Nationale</p>	<p>APSEF est une Organisation Non Gouvernementale malienne dont le but est de contribuer à la promotion des droits et du bien-être social de la femme, de l'enfant et de la famille. Elle est créée en 2005, (16 ans d'expérience) dans les domaines de la santé sexuelle et reproductive, les Droits Humains (droits de l'Enfant et de la Femme en particulier, promotion de la scolarisation et du maintien des filles à l'école, prévention et réponses aux violences faites aux filles et femmes. APSEF travaille dans la région de Koulikoro depuis 2005. Elle a été retenue à la suite d'un appel d'offres ouvert en 2020 par le MPFEF sur le programme Initiative Spotlight par UNICEF pour travailler à Kayes. Leadership du projet « Promotion des approches communautaires de prévention et transformation des normes sociales liées aux Mutilations Génitales Féminines, mariages d'enfants et autres formes de Violences Basées sur le Genre dans 102 villages du cercle de Kati et 21 secteurs de la Commune VI du District de Bamako » pour le programme Initiative Spotlight. Accord de coopération d'1 an allant de Mai 2020 à Juillet 2021 signé entre APSEF et UNICEF. APSEF travaille en étroite collaboration avec les structures du gouvernement ci-dessus référencées.</p>
<p>Association pour le Progrès et la Défense Des Droits des Femmes (APDF)</p>	<p>APDF est une ONG nationale qui milite pour la promotion des droits et du bien-être socioéconomique des femmes et des filles à travers des actions de plaidoyers, de renforcement de connaissances et d'activités génératrices de revenus. Elle intervient sur les thématiques du genre, des VBG, le domaine de la santé sexuelle et reproductive, des droits humains. L'APDF est une organisation assez dynamique dans le domaine de l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles et qui a interpellé le gouvernement du Mali sur la problématique du mariage des enfants. L'APDF dispose des bureaux locaux dans plusieurs régions dont celles couvertes par le programme Initiative Spotlight. Ses interventions portent sur la mise en place des cadres de concertation des leaders traditionnels et religieux.</p>

<p>Pôle des Actions d'Intégration des Droits Humains en Afrique (PACINDHA)</p>	<p>PACINDHA est une ONG nationale qui milite pour la promotion des droits des droits humains. PACINDHA a une grande expérience dans le domaine du plaidoyer et de la sensibilisation pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles. PACINDHA dispose déjà d'une bonne connaissance des zones d'intervention du programme Spotlight pour y avoir mis en œuvre des projets sur les mêmes thématiques.</p>
<p>Association Malienne Pour le Suivi et L'orientation des Pratiques Traditionnelles (AMSOPT)</p>	<p>AMSOPT est une ONG locale malienne qui contribue à l'Emancipation et à la Promotion des Droits du bien-être des Femmes et des Enfants au Mali. Le partenariat avec AMSOPT s'articule autour de la mobilisation des acteurs pour le bon fonctionnement et l'utilisation des One stop Center.</p>
<p>Association de Soutien Au Développement des Activités de Population (ASDAP)</p>	<p>ASDAP est une ONG pour promouvoir une meilleure qualité de vie pour les communautés notamment les groupes vulnérables à travers leur pleine participation au développement de leurs collectivités par la formation en cours d'emploi, le plaidoyer, la promotion et la communication, la recherche opérationnelle, les services, le partenariat, la gestion des projets/programmes, l'appui technique, et un centre de documentation et de formation de référence. Le partenariat avec ASDAP s'articule autour de la mobilisation des acteurs pour le bon fonctionnement et l'utilisation des One Stop Center.</p>
<p>CROIX ROUGE ESPAGNOLE</p>	<p>Le partenariat avec la Croix Rouge espagnole s'articule autour de la mobilisation des acteurs pour le bon fonctionnement et l'utilisation des One stop Center.</p>
<p>MEDIAS</p>	<p>Partenariat établis entre les OSC retenues sur le Pilier 3 et les médias pour renforcer le traitement et la diffusion des informations sur les VBG, les pratiques néfastes, les droits de la femme et de la fille, la Santé Reproductive (SR), les normes sociales positives et le rapportage des cas conformément aux principes directeurs établis. Des communicateurs traditionnels ont aussi été formés pour le même objectif. Ces hommes et femmes de castes sont des communicateurs très écoutés par la communauté et appuient les journalistes au niveau famille, ménage, communautaire pour véhiculer des messages positifs sur l'égalité de genre, la nécessité d'adopter des comportements, attitudes et pratiques positives et abandonner les pratiques néfastes à la santé et au bien-être des filles, femmes, hommes et garçons.</p>

AEJT/CCNEJ	Les OSC partenaires de UNICEF notamment MPDL, APSEF et TAGNE ont signé un protocole harmonisé avec 2 groupements d'adolescent/es et jeunes notamment AEJT& CCNEJ pour mieux impliquer les adolescents et jeunes dans la sensibilisation sur la Santé de la Reproduction (SR), la promotion de l'abandon des Mutilations Génitales Féminines (MGF), du Mariage des Enfants (ME) et des autres formes de Violences Basées sur le Genre, en lien avec le Programme « Initiative Spotlight » et le « Joint Program » dans les régions de Kayes, Koulikoro et le District de Bamako. Avec l'accompagnement technique de l'UNICEF ces organisations des jeunes animent des groupes de discussions, à travers les réseaux sociaux, des adolescents et jeunes, qu'au moins 150, des villages ciblés à Kayes, Koulikoro, Kati, Bamako, pour faciliter l'accès à l'information sur les mécanismes de prévention et réponses aux VBG, SR, genre mais aussi extériorisent et appréhendent les changements de comportements des jeunes, parents de demain. Les activités de ces groupements continuent sur le terrain.
MAIRIES	Des points focaux ont été désignés au niveau de chaque collectivité locale (mairies) qui ont en charge la mise en œuvre des Plans de Développement Social, Economique et Culturel (PDSEC). Ces points focaux sont la porte d'entrée des projets et constituent le relais entre les villages et les collectivités.
COMMUNAUTES	La collaboration avec les leaders communautaires, traditionnels et religieux, les chefs de village, les médias, les élus locaux, les hommes, les garçons, les filles et femmes dans villages d'intervention facilitent l'atteinte des résultats attendus des projets.

c. L'Union Européenne (UE)

L'Union Européenne est le partenaire clé pour la mise en place de l'Initiative. Le partenariat avec la délégation de l'Union Européenne (DUE) a été très dynamique durant toute l'année. En effet, sous le leadership de la Coordinatrice Résidente (CR), un cadre de collaboration inclusif et participatif entre la DUE et le Système des Nations Unies a été mis en place pour une meilleure réussite de la mise en œuvre du programme au Mali. Depuis l'élaboration de la note conceptuelle, en passant par la rédaction du document de programme et du plan de travail annuel, dans l'élaboration du plan de réponse à la Covid-19, les contributions de la DUE, du point de vue d'une collaboration renforcée ont toujours été appréciées. Cette contribution a été fort appréciée aussi bien au niveau du positionnement politique du document (Comité National de Pilotage) qu'au niveau technique (Comité Technique de Coordination (CTC)).

Tout au long de la première année de mise en œuvre à travers les différentes rencontres et échanges de messages, la Délégation de l'Union Européenne a encouragé les Nations Unies à interroger les méthodes de travail, les approches stratégiques et les mécanismes de coordination pour faire de l'Initiative Spotlight un Programme véritablement innovant et transformateur. Grâce à des contributions techniques substantielles, la DUE a ainsi participé à la bonne formulation de propositions pour l'amélioration des initiatives prises par toutes les parties prenantes du programme. Ses différents questionnements ont su faire émerger divers éléments favorisant une meilleure coordination et intégration des différents piliers du programme. Elle a également participé à la sélection des membres du Groupe National de Référence de la Société civile en qualité d'observateur et permis une révision des méthodes de sélection qui reflète une approche plus transparente et efficace.

Pour conclure, la DUE, en tant que partenaire technique et financier, joue un rôle primordial à tous les niveaux de l'Initiative Spotlight.

d. La Coopération inter agence

Dans l'esprit de la réforme de Nations Unies, les agences récipiendaires travaillent en étroite collaboration entre elles. Cette collaboration s'est traduite par des réunions mensuelles en présence de la Délégation de l'Union Européenne pour faire l'état d'avancement du Programme afin de faire une éventuelle réorientation si nécessaire. D'autres agences telles que UNESCO, OMS, ONUSIDA et OHCHR sont également consultées dans la mise en œuvre du Programme en fonction des avantages et des expertises. Ces rencontres permettent de préparer les différentes réunions du Comité National de Pilotage et de Comité Technique de Coordination.

e. Les autres partenaires

Le partenariat est perçu comme une relation dans laquelle au moins deux parties ayant des objectifs compatibles s'entendent pour faire quelque chose ensemble en mutualisant les efforts en vue de réaliser un objectif commun relié à un besoin clairement identifié en fonction des missions respectives. Cette relation doit produire des avantages communs que nul ne pourra atteindre en solitaire. Le partenariat suppose également le partage des ressources, du travail, des risques, des responsabilités, de la prise de décisions, des pouvoirs et des avantages. Il demeure une relation de compromis qui représentent des défis et offrent la possibilité de résoudre les problèmes. C'est pourquoi, dans le cadre de la mise en œuvre des activités de l'Initiative Spotlight, un partenariat fécond avec le gouvernement, la société civile, les Agences des Nations Unies a été développé depuis le début du programme. Ces partenariats, malgré les difficultés rencontrées sont, pour la plupart, renforcés en 2020 avec la signature de protocoles d'accords avec les organisations de la société civile partenaires de mise en œuvre des activités sur le terrain. Ainsi, les alliances stratégiques avec les institutions nationales et locales, l'implication effective des femmes et des hommes au même pied

d'égalité, la participation des élus en pérennisant les acquis des programmes passés dans le cadre du renforcement des capacités des institutions, une communication pour une visibilité autour des activités réalisées seront les approches d'intervention qui ont été adoptées par les piliers pour mettre en œuvre les différentes activités. Cette collaboration se fait à travers l'organisation et la mise en œuvre d'activités sur le terrain, de rencontres de coordination et de partage d'informations tenues de façon régulière.

IV. Les résultats

Capture des résultats transversaux

Les VBG constituent un problème de protection vitale, de santé et de respect des droits humains qui peut entraîner des conséquences dévastatrices sur les femmes et les enfants en particulier, ainsi que sur leurs familles et sur la communauté. Les victimes de violence ont le droit d'être protégées par des cadres législatif et coutumier sensibles au genre ainsi qu'avoir accès à des services de qualité, multifonctionnels, inter-institutions, multisectoriels et fondés sur les besoins spécifiques identifiés au niveau communautaire. L'Initiative Spotlight, par ses interventions à plusieurs niveaux, a contribué de manière substantielle à faire progresser ces domaines par la promotion des droits, de l'égalité, de l'équité et de l'autonomisation des femmes au Mali.

Ainsi, les résultats généraux obtenus par l'Initiative Spotlight sont divers et significatifs pour l'année 2020. L'équipe de gestion du programme, malgré le contexte difficile de la covid-19 et des effets collatéraux du coup d'état militaire, le programme a pu générer des résultats transversaux majeurs sur les questions de violences basées sur le genre et les pratiques néfastes. Ces impacts plus importants comprennent la réorganisation et la mobilisation des acteurs sur les questions de VBG au Mali. L'Initiative Spotlight est l'un des rares programmes avec des volets assez complets de lutte contre les VBG (politique, institutionnel, communautaire et prise en charge des survivantes). On peut noter comme résultat principal une fédération des acteurs autour des questions de VBG. Aujourd'hui, sur tous les fronts, les actions sont en cours.

Les défenseurs des droits des femmes désormais perçus comme un groupe de pression efficace au Mali :

Un certain nombre de cas de violences basées sur le Genre dont celui commis par l'artiste musicien Sidiki Diabaté a été une opportunité pour les groupes de défense des droits des femmes de montrer aux autorités qu'elles comptent. L'équipe de l'Initiative Spotlight a joué un rôle important dans cette pression des défenseurs des droits des femmes.

La corrélation entre les acteurs et la question des données est devenue une priorité : Un autre résultat transversal du programme Initiative Spotlight est l'introduction des acteurs sur des actions non essentielles telles que la question des données. En effet, certaines problématiques non spécifiques aux VBG telle que l'insuffisance de données sur les VBG sont entrain aujourd'hui, d'être discutées. Il faut rappeler que le pilier 5 de Spotlight au Mali a favorisé plus ou moins cette initiative de communauté.

Les hommes de médias sont plus à l'aise à faire du plaidoyer sur la thématique VBG : Le programme Initiative Spotlight a créé des effets collatéraux positifs sur plusieurs corporations, notamment les hommes de médias. Depuis le début des adversités engendrés entre l'équipe

de l'Initiative Spotlight et les religieux, les formations spécifiques et autres types de partenariat avec les médias ont rendu facile l'apparition de la thématique à la Une.

Une plus grande inclusivité des Nations Unies dans la lutte contre les VBG : Le programme Spotlight est mis en œuvre par 5 Agences des Nations Unies. Cette action concertée a permis d'accroître les synergies entre les Agences, notamment sur les VBG au-delà de l'approche One UN qui donne une plus grande inclusivité dans la mise en œuvre des programmes avec le principe de ne laisser personne de côté.

Un examen plus concerté de certaines réponses aux cas des VBG mis en œuvre : Le rassemblement des personnes ressources de la lutte contre les VBG (ONG, ministères et agences) a été une opportunité intéressante pour examiner et remettre en cause certaines réponses apportées à la lutte contre les VBG. En d'autres termes, le programme Initiative Spotlight a permis, (sans le vouloir) d'induire une certaine discussion jusqu'ici jamais menée.

Une expérimentation de la réforme de Nations Unies par une gestion intégrée d'un programme d'envergure tel que le programme Initiative Spotlight : Les Nations Unies considèrent également le programme Initiative Spotlight comme une opportunité d'expérimenter le travail sous l'optique de la réforme des Nations Unies. L'un des résultats importants est la compréhension que les agences ont pu tirer de l'inter collaboration quant aux VBG.

La collaboration dans la mise en œuvre et la possibilité de travailler ensemble dans un contexte difficile engendré par la Covid-19 : Bien que non spécifique aux résultats directs du programme, le succès pour l'équipe Initiative Spotlight Mali à travailler ensemble et Spotlight a continué à travailler et à directement relever le défi.

Une meilleure fonctionnalité du sous-cluster VBG : La coordination des acteurs intervenant sur les VBG a connu une amélioration dans son fonctionnement avec l'existence du programme Initiative Spotlight. En effet, le programme a permis de créer et favoriser un plus grand lien entre les acteurs dont la plupart sont directement ou indirectement impliqués dans la mise en œuvre du programme Initiative Spotlight.

Une réponse à la Covid-19 galvanisée par le programme Initiative Spotlight : Afin de protéger les communautés de la maladie covid-19, tous les partenaires de mise en œuvre ont fait de la sensibilisation sur la Covid-19, une priorité avant tout démarrage de session sur le terrain. Bien que non planifiée dans le programme, cette approche a permis de vulgariser au niveau rural, les moyens de prévention contre cette maladie. Grâce au principe de ne laisser personne de côté, plusieurs groupes ciblés qui ne sont pas des cibles traditionnelles des programmes à savoir les personnes en situation de handicap, les adolescents en milieux scolaires, les femmes et filles rurales qui vivent avec des séquelles de l'excision sont des groupes que le programme a touchés directement.

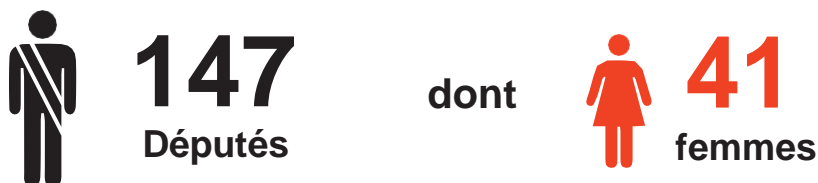
En conclusion, il ressort qu'au-delà des résultats planifiés, de nombreux autres résultats de nature transversale ont été générés durant l'année 2020.

Capture des Changement au niveau des outcome

En ce qui concerne les résultats au niveau des piliers, l'année 2020 a connu un certain nombre de progrès vers les objectifs du programme. Les sections ci-dessous présentent les résultats du programme obtenus sur ladite année :

Outcome 1 : Cadre légal et politique

Renforcement des capacités de



Un plan de renforcement de capacité des députés a été développé : En dépit d'un contexte difficile, le programme a élaboré de manière participative, un plan de renforcement des capacités des députés de l'ancien parlement dissout. Il s'agissait d'un plan de renforcement de connaissances des capacités ciblant les 147 députés (dont 41 femmes) et l'administration parlementaire sur les concepts de l'égalité de genre, les VBG et des textes internationaux. Avec la dissolution de l'assemblée, l'équipe Initiative Spotlight est en train d'évaluer la possibilité de mettre en œuvre ce plan avec la nouvelle autorité jouant office de députés pendant cette transition. Les renforcements de capacités à l'attention des assistants parlementaires permanents de l'Assemblée Nationale a suscité une prise en charge chez ces acteurs qui sont activement engagés en faveur de l'intégration du genre dans les actions stratégiques de cette institution. Ainsi, ils ont démontré un fort engagement pour la réalisation des activités avec le conseil national de la transition afin de préparer le terrain pour les actions de plaidoyer en faveur de l'harmonisation du cadre législatif avec les normes et standards internationaux.

Un groupe de 15 formateurs sur la planification et la budgétisation sensible au Genre (PBSG) est désormais opérationnel au Mali : Un pool de 15 formateurs nationaux en PBSG (08 femmes et 07 Hommes) issus de 11 départements ministériels (Ministères de la Santé et du développement Sociale , de la Sécurité et de la Protection Civile, de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, de la Justice et des Droits de l'Homme, de l'Aménagement du Territoire et de la Population, de l'Economie et des Finances, de la culture, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, de la Jeunesse et des Sports) disponible pour animer des séries de formations aux niveaux régional et local. Cela devrait faciliter l'intégration du genre dans les planifications sectorielles à tous les niveaux. A l'issu de cette activité la direction générale du budget a manifesté sa volonté d'étendre ces activités de renforcement des capacités sur la PBSG au niveau des décideurs à tous les niveaux pour une intégration effective du genre et des VBG dans les planifications de tous les acteurs étatiques et des collectivités.

Un engagement de plus en plus fort du ministère de la justice : Le ministère de la justice est un acteur clé dans la lutte contre les VBG et les pratiques néfastes. Ainsi, avec le partenariat établi, un engagement fort du ministère de la justice et des droits de l'homme (MJDH) à intégrer d'autres formes de VBG comme le harcèlement dans le code pénal qui est en cours de révision, en plus du viol et des agressions physiques obtenu. Le ministère de la justice a également réaffirmé son engagement pour le renforcement des capacités des acteurs clés du secteur pour procéder à la relecture des textes nationaux afin de les rendre conformes aux conventions internationales relatives à l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles.

Afin d'optimiser la sensibilisation des parties prenantes aux textes nationaux et internationaux 60 cadres de concertations communautaires ont été mis en place. En effet, en 2020 le programme a pu mettre en place 60 cadres de concertation à raison de 20 par commune (20 à Barouéli, 20 à Boidié et 20 Dougoufié) grâce à la formation de 36 acteurs clés des communes de Barouéli (16 dont 08 femmes) de Boidié (15 dont 05 femmes) de Dougoufié (15 dont 09

femmes) à travers l'appui financier du projet Spotlight. Il faut noter que les membres des cadres de concertation composés des chefs de village, des membres du RECOTRADE, des maires, des enseignants, des associations de jeunes, des membres de la CAFO, des agents des centres de santé sont chargés d'informer et de sensibiliser les communautés de base en collaboration avec les experts communautaires et la coordination sur les textes nationaux et internationaux en matière d'élimination des VBG et l'avant-projet de loi contre les VBG. Ils assurent également le suivi régulier des activités sur le terrain et fournissent des rapports. Ils peuvent aussi référer à l'APDF des cas de violences enregistrés qui nécessitent une prise en charge. L'engagement des leaders de ces cadres a permis de sauver 10 élèves de mariage précoce et forcé, de prévenir 6 cas lévirat, de mettre en place une cellule de lutte contre les viols et harcèlements sexuels sur des sites d'orpaillage.



Les capacités de 710 acteurs clés renforcés pour la défense des droits des femmes et la lutte contre les VBG : A travers neuf (09) sessions de formation qui ont permis à 710 acteurs (190 chefs traditionnels, 230 leadeurs religieux, 113 leadeurs communautaires, 123 défenseurs des droits des femmes, 30 élus locaux et 24 acteurs gouvernementaux) de renforcer leurs capacités de lutte contre les Violences Basées sur le Genre dans les localités de Nonsombougou Didiéni, Kolokani, Guiwoyo, Sébécoro, Masantola Kayes, Koutiala, Dandereso, Kati et Siby. Les sessions en langues locales leur ont permis d'avoir une meilleure compréhension de ces concepts et de leurs rôles pour la prévention et la gestion des cas de VBG.

Les capacités techniques et institutionnelles de 170 acteurs de défense des droits des femmes ont été renforcées grâce à l'élaboration et la budgétisation des plans d'actions qui intègrent les violences basées sur le genre (VBG), pratiques néfastes et la santé de la reproduction (SR) et le cadre de suivi-évaluation : Les outils d'identification et d'évaluation des capacités des acteurs ont été élaborés et validés. À la Suite de cela, une analyse des besoins de renforcement de capacité et d'accompagnement a été conduite dans 4 localités (Ségou, Sikasso, Koulikoro et Kayes) pour un total de 385 acteurs membres de 23 associations et 9 réseaux. Cette phase d'évaluation a permis d'identifier les actions de renforcement subséquentes. Au terme de l'évaluation des capacités, 170 acteurs ont été formés (Kayes avec 50 participants, Sikasso avec 50 participants, Koulikoro avec 30 participants, Ségou avec 40 participants) à l'élaboration et à la budgétisation de plans intégrant les VSBG et les cadres de suivi-évaluation. Un suivi est fait avec ces acteurs pour qu'ils élaborent leurs plans et les acteurs ont reportés avoir des drafts.

Plusieurs coalitions régionales de défenseurs de droits de femmes ont été mises en place : Afin de doter l'effort des groupements de défense des droits de femmes, des coalitions régionales ont été formées. Ainsi, les coalitions régionales des chefs religieux, traditionnels, communautaires et défenseurs des droits humains de plaidoyer et suivi du cadre législatif de lutte contre les VBG et pratiques néfastes de Sikasso, Kayes et Koulikoro ont été mises en place à travers l'appui financier du programme commun Spotlight. Ces coalitions régionales s'appuient sur un organe exécutif, qui par la suite élabore et met en œuvre un plan d'action de lutte contre les pratiques locales néfastes (le lévirat et le sororat), le harcèlement psychologique, les violences basées sur le genre (les mutilations génitales féminines, le viol, les dénis des ressources, d'opportunité et de services). Le plan d'action ainsi élaboré servira de document

de référence pour la planification des activités qui seront menées par la coalition les trois années à venir. Ces coalitions permettent de mettre ensemble acteurs clés de différentes confréries religieuses. Cela favorise les échanges des bonnes pratiques en matière de gestion des relations hommes femmes. Ces coalitions contribuent également à engager davantage les chefs traditionnels et religieux en faveur de la sensibilisation des communautés à travers des textes religieux et coutumiers favorables à l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles.

Deux campagnes de sensibilisation (Kayes et Sikasso) et 1 caravane mobile d'information (Koulikoro) organisées pour vulgariser les lois et textes d'application relatifs aux thématiques des droits des femmes et VBG et ont atteint plus de 20.000 personnes : 2 campagnes de sensibilisation et 1 caravane mobile d'information et de vulgarisation des lois et des textes d'application relatifs aux thématiques des droits des femmes et VBG ont été réalisées sous le leadership des directions régionales de la promotion de la Femme, Enfant et Famille.

Ils visent donc à développer des outils, manuels de formation et supports pédagogique en préparation des formations des associations de défense des droits des femmes, d'OSC et des défenseuses des droits humains à utiliser les mécanismes d'échange avec les acteurs gouvernementaux : Les supports pédagogiques et manuels de formation ont été élaborés et validés. Plusieurs séances préparatoires ont été organisées.

Outcome 2 : Les Institutions

Malgré le contexte difficile lié à la pandémie de la covid-19, au cours de l'année 2020, le pilier-2 a enregistré un certain nombre de progrès dont les plus importants sont :

Les capacités des institutions à mettre en œuvre des programmes et stratégies visant à répondre aux VBG sont désormais évaluées et connues. Cette évaluation a touché 476 personnes dont 35% de femmes et a permis d'élaborer un plan de renforcement des capacités des institutions nationales et locales en matière de lutte contre les VBG et les VFF au Mali. Il s'avère pertinent de mentionner l'engagement des 11 ministères, la Primature, l'Assemblée Nationale (AN), 51 services techniques déconcentrés (niveau régional, cercles et communes) ainsi que 54 conseils de district de Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso et du District de Bamako. Ces activités ont renforcé la collaboration entre les Institutions et le Système des Nations Unies et ont conduit à une prise de conscience sur le gap dans la prise en compte du genre dans les politiques et programmes.

Les capacités des acteurs et actrices des mécanismes de coordination VBG sont renforcées : En vue de faire un état de la situation des interventions liées à la coordination et suivie des VBG et pratiques néfastes faites aux femmes, réfléchir sur les problèmes critiques de la coordination et proposer des pistes de dynamisation de différents mécanismes. A ce titre, 30 acteurs/actrices (11 Femmes et 19 Hommes) ont pris part aux initiatives qui ont permis aux participants d'extérioriser les insuffisances des évidences qualitatives et quantitatives liées aux VBG, les chevauchements des acteurs, la duplication des actions et l'inefficience de la couverture géographique.

Les capacités des acteurs et actrices des institutions communales au niveau local sont renforcées, en intégration de la budgétisation sensible au genre dans les politiques et budgets sectoriels : Cette initiative qui a permis de mettre en place un vivier des personnes motivées à intégrer cette politique dans leurs processus de développement local. A ce sujet, 137 personnes

dont 41 femmes, acteurs et actrices des institutions communales au niveau local ont participé aux séances de renforcement des capacités.

Un plan de renforcement des capacités des institutions, pour donner suite à l'évaluation est désormais disponible : Ce plan contenant tous les défis, les difficultés, les besoins et les axes d'interventions considérés comme des points d'entrées pour le Programme Spotlight pour renforcer les capacités institutionnelles et techniques de ces institutions.

Une prise de conscience et une meilleure connaissance des faiblesses et défis des institutions à prévenir et à répondre aux VBG : Nous avons noté la volonté exprimée par les institutions de prioriser la prévention et la lutte contre les VBG et les VFF au sein de leurs institutions et dans le cas d'espèce « la cellule genre de la Primature » qui est en voie d'être créée. Les cadres de la Primature qui ont participé à l'évaluation ont indiqué qu'ils feraient en sorte que les questions relatives aux VBG et aux VFF soient priorisées dans cette cellule (pour rappel, il existe actuellement 6 cellules thématiques à la primature auxquelles doit s'ajouter incessamment la Cellule Genre).

Les décideurs locaux ainsi que les acteurs communaux comprennent mieux leur rôle et responsabilité lors de la dissémination des résultats de l'évaluation des institutions : L'évaluation a permis de dégager les relations programmatiques axées sur le VBG et un gap d'affectation des ressources au niveau local et national. De plus en plus, ces personnes ressources comprennent l'importance des rôles à jouer dans les actions de plaidoyer et de mobilisation des ressources au sein de leurs institutions pour répondre aux VBG, VFF et pratiques néfastes.

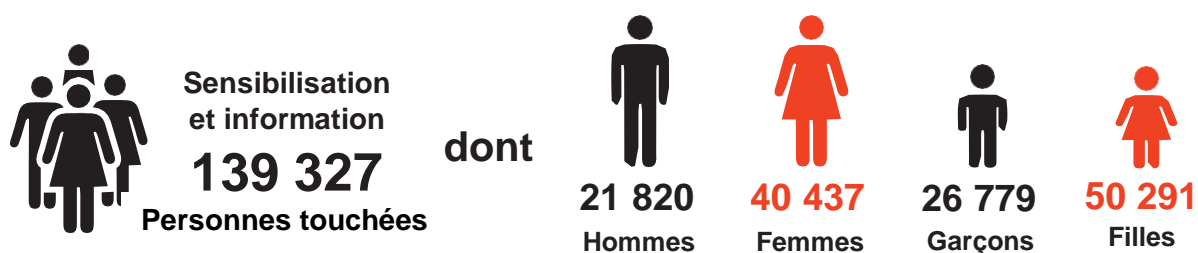
La révision d'au moins 4 Plans de Développement, Social, Economique et culturel (PDSEC) a pu être programmé à l'issue des évaluations des capacités dans les régions, un nombre des conseils communaux (5) a notifié à l'équipe multidisciplinaire affectée du Pilier-2 de leurs volontés de réviser leur Plan Triennal d'Appui Technique (PTAT) et leur PDSEC de manière à inclure la prévention et la lutte contre les VBG et les VFF. A cet effet, des réunions de conseil ont été programmées afin de discuter des modalités de cette révision. D'autres collectivités territoriales, dont la Marie urbaine de Koulikoro, a également signifié sa volonté de profiter de la révision programmée de leur PDSEC pour prendre en compte la lutte contre les VBG et les VFF à condition de bénéficier d'un appui technique.

En termes de principaux résultats issus de cette évaluation, les principaux constants font état :

- ⌋ Des capacités institutionnelles faibles ou inexistantes en matière de programmation et de budgétisation des actions contre les VBG, VFF ;
- ⌋ La lutte contre les VBG, VFF ne fait pas expressément partie des missions ou attributions essentielles de plus de la moitié des Ministères et Services Techniques Locaux (STL) évalués ;
- ⌋ Faiblesses des ressources financières : bien que générale, celle-ci est particulièrement marquée au niveau des STL et des Collectivités Territoriales (CT) qui ont reporté avoir très peu ou pas de moyens à consacrer aux actions de lutte contre les VBG, VFF ;
- ⌋ Difficultés d'accès aux informations budgétaires, notamment en rapport avec les VBG, VFF : dans presque toutes les institutions évaluées, le personnel en charge des questions de VBG, VFF n'est pas associé à la planification et l'exécution des budgets ;
- ⌋ Mobilité du personnel et existence de nombreux facteurs de démotivation à travailler sur les questions de VBG, VFF recensés au sein des institutions évaluées ;

- ⌋ Absence d'une culture de planification axée sur les résultats, notamment en matière de lutte contre les VBG, VFF au sein des structures techniques ; Il convient cependant de noter que les conseils de région, cercles et communes disposent tous de PDESEC et d'autres documents de planification comme le Plan Triennal d'Appui Technique (PTAT) qui contiennent peu ou pas d'activités relatives aux VBG, VFF ;
- ⌋ Suivi, évaluation, communication et visibilité des activités effectuées à une échelle réduite, faute notamment de moyens financiers et logistiques ;
- ⌋ Production et capitalisation de données stratégiques sur les VBG, VFF, faibles : il n'existe toujours pas de bases de données nationale sur le genre, les questions de VBG, VFF y inclus. Le Système d'Information sur la Femme, l'Enfant et la Famille (SIFEFF), une composante du Système National d'Information Socio-Sanitaire est encore au stade de démarrage ;
- ⌋ La lutte contre les VBG, VFF n'est pas encore holistique ou multisectorielle comme cela est préconisé dans la SNVBG (2019) ;
- ⌋ L'absence d'une approche holistique et commune aux institutions nationales et aux collectivités territoriales en termes de planification stratégique, mise en œuvre, coordination, suivi et évaluation des actions. Les réponses aux VBG, VFF ne sont pas encore centrées sur les victimes ni sur la fourniture d'un paquet de services en même temps et lieu ;
- ⌋ L'expérience prometteuse du One Stop Center, qui fournit un paquet de services holistiques aux survivantes de VBG, VFF (soutien juridique, médical, psychosocial et économique) est mise en œuvre dans seulement deux centres au Mali ;
- ⌋ De façon générale, il n'existe pas de liens programmatiques forts entre les institutions nationales, et entre ces dernières et les institutions locales en matière de lutte contre les VBG, VFF.

Outcome 3 : Prévention et changement de normes



139 327 personnes directement touchées par les actions de mobilisation sociale portant sur la sensibilisation et l'information : On note qu'environ 139 327 personnes en 2020 (dont 21 820 hommes, 40 437 femmes, 26 779 garçons et 50 291 filles) portant le total des personnes informées et sensibilisées directement a 966 836/600 000 personnes (234 258 hommes, 513 008 femmes, 101 039 garçons et 118 531 filles) sur les VBG, la santé de la reproduction et les services de prise en charge disponibles dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le District de Bamako et contribuent à la prévention et aux référencement des cas de VBG vers les services appropriés² de prise en charge. Ainsi, les OSC partenaires du lead du pilier 3 ont signé un protocole de partenariat avec les Centre de Santé Communautaires (CSCOM) qui sont les structures de santé à base communautaire. Après avoir participé aux causeries éducatives, visites à domiciles, counseling, ou théâtre forum sur les VBG, les survivantes et/ou leurs familles vont vers les points focaux ou les animatrices/teurs du projet pour demander de l'aide. Ceux-ci sont orienté(es) vers les CSCOM de leurs localités pour bénéficier de services médicaux et psychosociaux. En revanche, le co-lead (UNFPA n'intervient pas au niveau des CSCOM. Cette prise en charge se fait avec d'autres fonds de l'UNICEF (fonds propres UNICEF ou fonds d'autres bailleurs) pour apporter la réponse aux survivant/es. Les cas de VBG au niveau des chefs de lieux de cercle où intervient le co-lead sont référés vers les One Stop Centers.

Plusieurs Clubs des maris modèles mis en place ont pu gérer des cas de VBG, faire la médiation dans les couples, empêcher des cas de MGF et de mariages d'enfants. Ainsi, les maris modèles (516) pour les 129 villages couverts à Diéma et Yélimané par MPDL ont pu sensibiliser 2064 personnes (403 hommes, 559 femmes, 450 garçons et 516 filles). Quant aux 1300 maris modèles mis en place à Kati et Bamako par APSEF, seuls 246 d'entre eux sont actifs et ont eu à mener des actions de sensibilisation et médiation sur les VBG. Grâce à leurs interventions, les violences conjugales sont en nette réduction. La mise en place des clubs de maris modèles dans le cadre de la mise en œuvre du programme a permis des déplacements dans les villages environnants pour sensibiliser et/ou gérer des cas de VBG. De plus, le travail de communication des médias qui mettent en avant le programme et ses actions ainsi que l'usage de mécanisme communautaires pour la gestion des cas de VBG dans certains villages sont à noter.

Les programmes de prévention des VBG dans les écoles et hors des écoles ont été mis en œuvre avec focus sur les MGF, le mariage d'enfants et la santé reproductive en impliquant les communautés pour promouvoir un environnement protecteur pour les jeunes femmes et filles. La promotion des normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre et l'exercice des droits y compris les droits à la santé reproductive a été assurée. Au total 159 226/600 000 adolescents, jeunes filles et garçons ont participé à des programmes qui promeuvent les normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre y compris la santé reproductive, la prévention de la Covid-19 et les risques accrus liés à l'augmentation des VBG en milieu

² Psychosocial, médical, juridique, judiciaire, sécuritaire, abris et socioéconomique.

scolaires et en dehors. Ainsi, 8386 personnes ont été sensibilisées dans les écoles (dont 184 hommes, 1968 femmes, 2957 garçons et 3277 filles) et hors de l'école (150 840 dont 93 534 garçons et jeunes hommes et 57 306 filles et jeunes femmes) à Yélimané, Kolokani et le District de Bamako. Ces adolescents devenus des acteurs de changement, contribuent à la prévention des VBG à l'école et en dehors de l'école. Le Covid-19 a négativement impacté l'atteinte de ce résultat à cause des fermetures prolongées des écoles.

Des leçons modèles sur les VBG ont été conçues avec les responsables du secteur éducatif, les élèves et parents d'élèves et dispensées dans les écoles à Kolokani, Kati, Yélimané, Diéma et Bamako. Ces élèves renforcé(e)s ont acquis des connaissances et compétences pour influencer les changements des comportements au sein de leur famille respective. Des bandes dessinées conçues sur les MGF dans le cadre du Programme National de Lutte contre l'Excision (PNLE) sur le mariage d'enfant avec le Ministère de l'Education Nationale et certains partenaires, et des boîtes à images d'autres partenaires ont été utilisés pour adresser les programmes à l'école et en dehors de l'école. Ces bandes dessinées reproduites ont été largement diffusées auprès des élèves qui les utilisent à l'école et en dehors pour faire la prévention des MGF et mariage d'enfant et autres formes de VBG.

Les populations ont été sensibilisées à travers une série TV sur les VBG intitulée « Dance inlassable » ou « Don ni Dongoma ». Cette série a été produite et diffusée en 2020 en langue bamanan avec 53 épisodes embrassant entre autres, les thématiques suivantes : mariage d'enfants, déscolarisation des filles, MGF, viol et violence sexuelle, trafic et traite des enfants (jeunes filles incluses). Cette série sera diffusée pour soutenir les échanges communautaires remettant en cause les normes sociales néfastes et les stéréotypes de genre à l'échelle nationale, sous régionale et internationale. Cette série a pour but de soutenir les échanges communautaires et remettre en cause les stéréotypes de genre au Mali et au-delà. Elle est conçue en bambara qui est la langue locale du Mali la plus parlée, sous-titrée en français.



La corporation des journalistes et communicateurs traditionnels intervenant sur les VBG est dotée de l'expertise nécessaire pour mener son travail. Ainsi, les capacités de 40 journalistes (29 hommes et 11 femmes)³ et 116 communicateurs traditionnels (92 hommes, 24 femmes de castes) très écoutés par la communauté ont été renforcées sur le traitement et la diffusion des informations sur les VBG, les droits de la femme et de la fille, la Santé de la Reproduction, les normes sociales positives et le rapportage, conformément aux principes directeurs établis pour véhiculer des messages positifs sur l'égalité de genre.

3610 adolescents autonomisés à travers les activités génératrices de revenu : Environ 3610 adolescentes de 10-18 ans déscolarisées et non scolarisées venant de Kayes, Koulikoro et Bamako ayant acquis des connaissances et des compétences sur la filière porteuse comme

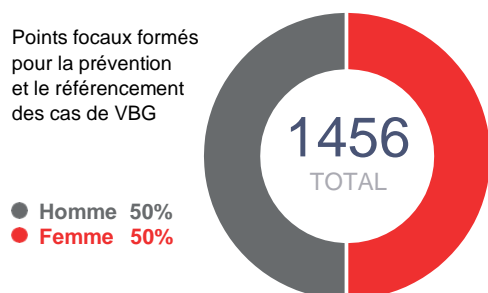
³ La prévision était 104. Journalistes dont 50% de femmes mais il y a très peu de femmes journalistes dans les zones ciblées.

la saponification se sont regroupées en 361 groupements (10 personnes/groupement) ont été équipées pour être autonomes. Ces adolescentes sensibilisent leurs pairs et constituent des groupes de pression pour négocier le retard de l'âge du mariage et dire non à l'excision de leurs sœurs et filles.

08 réseaux d'hommes et de garçons ont été mis en place dont 04 dans les communes de Nonkon et Guihoyo et 04 dans les communes de Yélimané et Diéma. Les capacités de ces réseaux ont été renforcées pour plaider contre les VFF y compris les VBG et pratiques néfastes et pour promouvoir les droits à la Santé Sexuelle Reproductive des femmes et des filles y compris les risques accrus des VBG liés à la Covid-19 et aux mesures de prévention.

Les capacités de 120 (89 hommes et 4 femmes conseillères) leaders religieux (musulmans, chrétiens) et coutumiers ont été renforcées en mobilisation sociale en faveur du changement de normes sociales positives tenant compte des mesures barrières sur la Covid-19. Deux argumentaires religieux (chrétien et musulman) ont été élaborés et seront utilisés par les leaders religieux lors des prêches. Le partenariat avec les leaders religieux (chrétiens et musulmans) joue un rôle clé car il s'agit de collaborer avec des personnes crédibles et influentes auprès des populations. Ils prêchent dans les églises et mosquées et sont très écoutés. En renforçant le lien entre religion et VBG lors de la conception des argumentaires religieux sur les VBG, ils contribuent à l'échelle des ménages et des communautés à la prévention des VBG, à la gestion des cas et au référencement des cas de VBG vers les services de prise en charge appropriés et promeuvent des normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre. Certains leaders religieux chrétiens et musulmans ont commencé à prêcher positivement en faveur de l'abandon des VBG et cela a contribué à saper les efforts des leaders religieux musulmans opposants qui voulaient faire des soulèvements par rapport à la loi VBG.

Le Leadership et la participation accrus des adolescents et des jeunes à travers le programme : Un partenariat formel fécond a été établi avec le Comité Consultatif National des Enfants et Jeunes (CCNEJ) et l'Association des Enfants et Jeunes Travailleurs (AEJT). À la suite de ce partenariat, une page Facebook a été créée où 05 publications sur les conséquences des VBG ont été postées. A travers cette page 10 250 personnes ont été touchées. Dans cette même dynamique, un compte TWEETER a été créé où 03 publications ont touché 1340 personnes. De plus, 07 groupes WhatsApp (soit un groupe par localité) et un groupe central ont été créés. Le rôle du groupe central, comme son nom l'indique, permet de centraliser les informations. Les groupes locaux servent d'espaces d'échange et de partage d'expériences. Les jeunes ruraux ont été renforcés à la base par les membres de AEJT et du CCNEJ pour les différents groupes (Facebook, WhatsApp, Tweeter) sur les réseaux sociaux. Ce travail pourrait contribuer au changement de normes sociales vis-à-vis des pratiques néfastes et autres violences faites aux filles, femmes, garçons et hommes.



Un pool de points focaux constitué de leaders communautaires est mis en place. Au moins 1456 points focaux dont 50% d'hommes et jeunes garçons et 50% de femmes et jeunes filles formés et outillés sont devenus des acteurs de changement contribuant ainsi à la prévention, au référencement des cas de VBG déjà existant dans leurs communautés vers les services de prise en charge appropriés. Ces relais communautaires ont une triple mission (Personnes de référence ; aident à la gestion des cas de VBG et conscientisent les autorités politico-administratives, les leaders religieux et les élus locaux).

Les capacités des Organisations de la Société Civile ont été renforcées sur la collecte et la gestion des données. Ces renforcements de capacités ont permis d'assurer un suivi et un rapportage de qualité des interventions de l'initiative Spotlight. Ainsi, les animateurs, assistants et coordinateurs ont compris l'importance de la gestion de l'information, le suivi des indicateurs du projet et leurs rôles respectifs. Ces partenaires se sont familiarisés avec les fiches de collecte de données, les fiches de compilation pour les assistants/coordonateurs et les fiches de monitoring pour les chargés de projet. A travers le renforcement de capacités des OSC partenaires a permis de faire un rapportage sur les changements induits et non sur un listage des actions menées. Etant les personnes les plus proches des membres des communautés villageoises, ce renforcement de capacité permet de capter les changements de comportements, d'attitudes et de pratiques des communautés villageoises et de les rapporter.

Une étude, menée par l'Overseas Development Institute (ODI) UK, sur les normes sociales liées à la violence liée au genre, en particulier les mutilations génitales féminines/excisions et le mariage des enfants est en train d'être menée dans les 5 régions : Kayes (Yélimané), Koulikoro (Kolokani), Sikasso (Sikasso), Ségou (Bla) et le District de Bamako (Communes I et IV). Les objectifs de l'étude sont les suivants :

1. Evaluer la situation de la MGF/E, y compris la détermination des principaux acteurs impliqués dans la MGF/E, la mesure des croyances comportementales, des attentes sociales et d'autres normes dans les 5 sites d'étude ;
2. Concevoir et développer des outils de changement de comportement à utiliser au niveau communautaire, municipal, local et/ou régional pour modifier les normes sociales relatives à l'abandon du mariage d'enfants et de la MGF/E sur la base de l'étude UNICEF 2019 sur le mariage d'enfants et des résultats de cette étude ;
3. Fournir une formation complète pour confirmer que les partenaires locaux chargés de la mise en œuvre comprennent clairement les outils d'intervention et la manière de les utiliser au niveau communautaire
4. Élaborer et superviser le déploiement d'une enquête de référence sur la MGF/E et le mariage des enfants.

La revue littéraire, la méthodologie et les outils pour mener la recherche qualitative dans les zones d'intervention sont déjà disponibles.

Outcome 4 : Fourniture de services de qualité

La question de VBG encore mieux cernées dans des zones réputées traditionnellement conservatrices grâce aux études CAP (Connaissance Attitude et Pratique) menées : Le programme Initiative Spotlight, conscient des difficultés rencontrées chez certaines communautés dans le changement de comportement, a jugé nécessaire d'approfondir la recherche sur lesdites communautés. Ainsi, des études CAP réalisées à cet effet ont permis de mieux comprendre la réticence dans plusieurs localités, principalement dans l'abandon des VBG et autres pratiques néfastes. Cette démarche a permis de mieux réajuster les stratégies d'intervention à savoir les activités communautaires pour la transformation des normes sociales ainsi que les activités à l'intention des hommes et des garçons à travers les espaces sûrs, les écoles des maris.

Fonctionnalité des unités de prise en charge holistique dans les 05 régions du Mali : Au moins 10 unités de prise en charge seront bientôt fonctionnelles dans les 05 régions. Ce résultat reste très déterminant dans l'obtention des autres. Aujourd'hui, la lutte contre les VBG, notamment la prise en charge est devenue une réalité dans les régions d'intervention de l'Initiative Spotlight. Malgré la pandémie de la Covid-19, l'équipe de mise en œuvre a pu contractualiser afin de continuer la mise en place des 10 One stop Centers prévus sur le Programme.

Les unités de prise en charge désormais plus accessibles dans des zones plus déconcentrées au Mali : La démarche choisie par l'équipe de Spotlight d'amener les One Stop Center vers les communautés au niveau déconcentré est un résultat appréciable en soi. Elle permettra d'accroître l'accessibilité des communautés à la prise en charge des survivantes.

Une nouvelle réflexion amorcée entre les acteurs intervenant dans le fonctionnement des Unités de prise en charge pour une plus grande durabilité : Le schéma de fonctionnement des One Stop Center, notamment l'interaction des équipes ainsi que leur condition de travail, n'avait pas été discuté et élucidé pour une implication sans réserve. L'équipe Spotlight a presque réussi à réunir toutes les ressources humaines nécessaires au fonctionnement des One Stop Center et de renégocier, voire schématiser de nouveaux cadres de partenariat. Cette démarche aidera à renforcer la durabilité des One Stop Center mis en place, pour le bonheur des survivantes.

Les professionnels directement ou indirectement impliqués dans la référence vers les One Stop Center connaissent mieux leurs rôles et responsabilités : Sur la base des constats faits durant la première année du programme, notamment sur le niveau d'implication des acteurs indirects aux activités des unités de prise en charge, il était nécessaire que chaque acteur connaisse son rôle et ses responsabilités afin de jouer pleinement sa partition. Alors, SI a travaillé de sorte à renforcer le niveau de responsabilisation des uns et des autres. Cette initiative de renforcement a permis d'établir un dispositif clair qui permettra un référencement et une prise en charge rapide et de qualité des survivantes.

Les communautés connaissent mieux les mécanismes de prise en charge des victimes ⁴ de VBG grâce aux actions de sensibilisation et information communautaire : Une chose est de mettre en place les unités de prise en charge, l'autre est leur utilisation par les communautés pour lesquelles elles sont installées. Un des résultats de 2020 est la bonne connaissance par les communautés des dispositifs de prise en charge mis en place par le programme. A travers ce pilier, le programme Initiative Spotlight a orienté ses efforts sur la diffusion de l'information et l'offre de service existant.

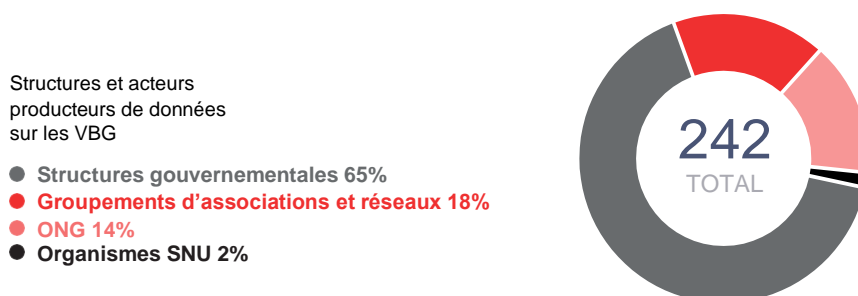
Les acteurs clés sensibilisés sur les questions de droits des femmes, des VBG ainsi que les voies de prise en charge : Des sensibilisations de toutes natures ont été menées dans les zones d'intervention au cours de l'année 2020. Plusieurs canaux ont été utilisés pour transmettre aux communautés les messages clés permettant la réduction des VBG, le respect des droits des femmes et la prise en charge des survivantes. Ainsi, 61926 personnes ont été touchées par les messages de sensibilisation à travers 1411 sessions organisées.

Un protocole de prise en charge des survivantes rendu disponible pour les professionnels dans l'offre de service : Afin d'améliorer l'offre de service fait par les acteurs, un guide/protocole a été conjointement élaboré pour l'ensemble des acteurs impliqués dans la prise en charge.

⁴ Le mécanisme de prise en charge au niveau communautaire se fait à travers le premier secours psychologique réalisé par des relais communautaires renforcés à cet effet. Ces relais communautaires assurent également la mise en relation des survivantes avec les services de prise en charge disponibles dans la localité. Un système de référence fonctionnel est également imprimé et disséminé au sein des communautés pour faciliter l'auto-signalisation et l'accès rapide aux services.

Un manuel de renforcement produit et disponible pour la prise en charge de qualité : Pour le renforcement continu des capacités des professionnels de prise en charge des survivantes, un manuel a été produit et permet aujourd’hui à tous les praticiens de s’auto renforcer. En ce qui concerne la prise en charge qui est un des points fondamentaux du pilier 4, on note que 837 survivantes ont été prises en charge durant l’année 2020 dans le cadre du programme Initiative Spotlight.

Outcome 5 : Disponibilité des données et des capacités



S’agissant de la problématique de données de qualité que le programme est supposé résoudre, des actions ont été entreprises durant l’année 2020 : Un répertoire national (dans les zones cibles du Programme Spotlight) des structures et acteurs producteurs de données a été élaboré. Il s’agit d’un outil visant à faciliter la collecte de données sur les VBG, pratiques néfastes et SR intégrés dans leur système de collecte des données statutaires : Les structures et acteurs producteurs de données sur les VBG, pratiques néfastes et SR dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le district de Bamako ont été identifiés, évalués et répertoriés. Les structures et acteurs producteurs de données identifiés sont en majorité composés de structures gouvernementales (65%), suivies des groupements d’associations et réseaux (18%) et les ONG (14%). Les organismes du système des Nations Unies représentent 2%. Un total de 242 structures et acteurs producteurs de données sur VBG a pu être identifié pour constituer le répertoire qui a été validé et adopté par tous les acteurs.

Le Gap dans le dispositif national de production et de collecte de données VBG est désormais cerné : A travers une étude nationale conduite par INSTAT, il a été possible pour l’équipe Spotlight d’évaluer le Gap existant dans la production des données sur les VBG. Cet exercice demeure un résultat important car il aidera INSTAT et l’équipe Spotlight à mieux couvrir la problématique des données. Mieux, INSTAT connaît aujourd’hui son rôle dans le programme Spotlight, notamment sur la production de données relatives aux VBG.

Une étude diagnostique des structures et acteurs producteurs de données sur les violences basées sur le genre, les pratiques traditionnelles néfastes et la santé reproductive fut réalisée et validée : Étude diagnostique des structures et acteurs producteurs de données sur les violences basées sur le genre, les pratiques traditionnelles néfastes et la santé reproductive dans les zones d’intervention du programme « initiative Spotlight ». L’étude est une étape critique pour pouvoir renforcer les capacités nationales de produire des données statistiques quantitatives et qualitatives actualisées. De plus, sur base des gaps identifiés, un draft de plan de renforcement des capacités fut rédigé et validé.

L’inexistence d’une base de données nationale sur les VBG en voie d’être résolue : L’un des objectifs clés de l’Initiative Spotlight est de parvenir à la mise en place d’une base de données.

L'année 2020 a permis de poser les bases nécessaires vers cet objectif grâce aux actions de coordination menées par l'UNFPA avec l'ensemble des partenaires autour de la question.

A travers ce pilier il a été réalisé les activités suivantes : La tenue d'une étude sur les questions des VBG et les pratiques néfastes et SR dans les zones d'intervention en partenariat avec les universités, les instituts des statistiques, la société civile ; l'évaluation des systèmes de gestion de données qui existent et développer un plan de renforcement afin d'avoir les données de qualité sur la question des VBG et pratiques néfastes ; la formation des acteurs sur les notions de base et la détermination des principaux indicateurs sur les VBG, PTN et SR (Bamako, Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou) ; la formation sur les mécanismes et le logiciel de collecte et de traitement des données.

Outcome 6 : Renforcement des mouvements féminins

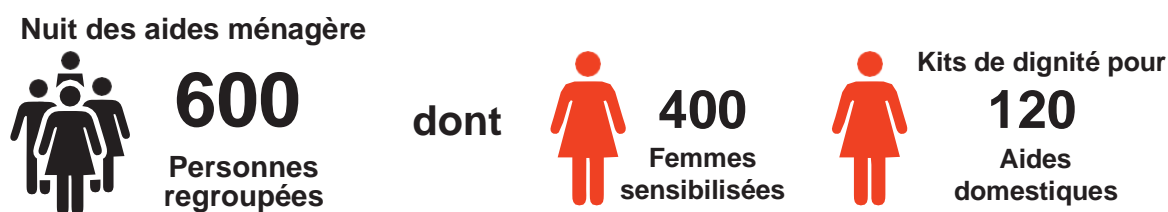
Un répertoire de groupes de défenses des droits des femmes est mis en place : Un répertoire numérique de plus de 250 groupes de défenses des droits des femmes et organisations de la société civile des zones d'intervention du programme et intervenant dans le domaine de l'égalité de genre et des VBG est disponible. Le répertoire sera mis en ligne pour le rendre accessible à toutes les parties prenantes du Programme ainsi que les autres partenaires qui œuvrent au Mali.

Un plan de renforcement des capacités techniques des acteurs de défense de droits des femmes, a été développé : L'équipe Initiative Spotlight du Mali a procédé à l'élaboration d'un plan de renforcement des capacités techniques et institutionnelles des acteurs de défense des droits des femmes (associations et réseaux de défense des droits des femmes, CNDH, para juristes). Ainsi, ce plan a permis d'identifier et d'analyser des textes juridiques et réglementaires nationaux en lien avec les droits des femmes et d'évaluer les besoins de renforcement des capacités des associations de défense des droits des femmes, d'OSC et des défenseuses des droits humains.

Les communautés informées et sensibilisées sur les textes nationaux et conventions sur les VBG : 580 séances de sensibilisation ont permis aux communautés d'avoir une meilleure compréhension des contenus des textes nationaux et conventions ratifiées, les droits des femmes et filles, les VBG, la SR et les pratiques néfastes. Ces séances ont été réalisées par les membres des cadres de concertation accompagnés des membres des cadres de coordination et des experts communautaires à raison de 2 séances par secteurs cibles du projet.

Le mouvement des femmes en situation de handicap ciblé comme un groupement stratégique et impliqué au programme : Le programme a intégré le « leave no one behind » à travers des activités à l'attention des groupes de femmes faisant face à de multiples formes de discriminations croisées. Ainsi l'Association des Femmes Handicapées (AMAFH) de Kayes a célébré la journée internationale des personnes handicapées à travers une session de plaidoyer couplée à une remise de kits de dignité aux représentantes de l'association venues des différents cercles de la région. La cérémonie a vu la participation des représentants des services techniques de Kayes, des leaders traditionnels et religieux et des membres d'autres associations de femmes de Kayes. Dans cette même dynamique, les connaissances de base de 75 femmes vivant avec un handicap ou le VIH incluant également les animatrices communautaires et les animatrices des radios ont été améliorées en genre et VBG grâce à l'organisation de trois sessions de formation. Cet atelier a non seulement permis de mieux outiller les bénéficiaires sur ces différentes thématiques, mais aussi de jeter les bases pour la création d'une coalition d'animateurs afin d'appuyer les efforts du programme et le mandat

de l'ONU Femmes. Les animateurs formés ont décidé de s'organiser autour des concepts de genre et violence. Une première rencontre a déjà été organisée pour définir les prochaines actions à mener par leur coalition.



Les domestiques ou aides ménagères dotées en kit de dignité : Le programme a intégré le leave no one behind, à travers des activités à l'attention des groupes de femmes faisant face à de multiples formes de discriminations croisées. Des nuits des aides ménagères et la distribution de kits de dignité ont regroupé chacune plus de 600 personnes dont 400 femmes qui ont été touchées par les activités de sensibilisation et de plaidoyer organisées dans le cadre des campagnes des 16 jours d'activisme. Il s'agit notamment de l'organisation de nuits à l'intention des aides domestiques. Ces nuits ont servi de cadre pour renforcer la sensibilisation autour des conditions de vie et de travail des aides domestiques. Au moins 120 aides domestiques ont bénéficié de kits de dignité. Ces nuits ont également permis de faire un rappel sur les droits et devoirs des aides domestiques à travers des prestations de chants, des sketches.

Un public de masse ciblé par les réseaux sociaux à travers une campagne digitale réalisée : La campagne digitale réalisée à travers des plateformes Facebook, Twitter, Instagram ont permis de toucher environ 500 000 personnes dont 300 000 femmes par les activités de campagnes digitales organisées par le projet Spotlight dans le cadre des 16 jours d'activisme sur les violences faites aux femmes et filles. Pendant une dizaine de jours, un message de sensibilisation a été posté sur Facebook, Twitter, Instagram et relayé par la suite par des blogueurs et des abonnés.

Rapportage sur la santé Reproductive

En ce qui concerne le volet santé reproductive, plusieurs résultats sont également perceptibles. Il convient de préciser qu'une des agences de mise en œuvre du programme Initiative Spotlight au Mali a son mandat totalement axé sur la santé de la reproduction. Les résultats obtenus en 2020 portant sur la santé reproductive sont les suivants :

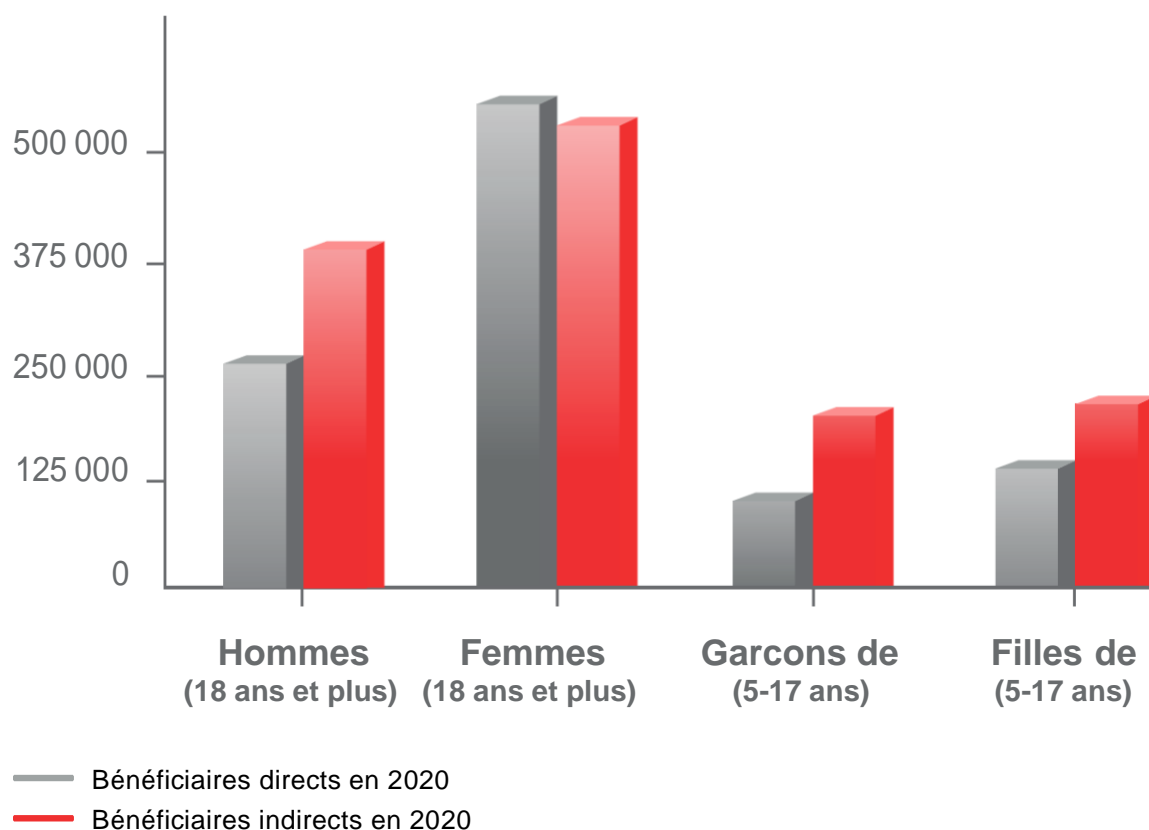
- Les adolescents de la zone d'intervention bénéficient d'informations sur la santé de la reproduction à travers les 12 espaces sûrs mis en place : les espaces sûrs mis en place par le programme Initiative Spotlight visaient à fournir aux jeunes et adolescents des informations de diverses natures dont la santé de la reproduction.
- Les femmes formées sur le droit humain incluant le droit à la santé de la reproduction : Toujours en lien avec le pilier 3 du programme, les ONG partenaires de l'Initiative Spotlight, ont dans leur programme, l'orientation des cas de maladies liées à la santé de la reproduction principalement les séquelles des pratiques néfastes.
- La prise en charge médicale des victimes de viol à travers les unités holistiques mises en place : Les unités de prise en charge que le programme est en train de mettre en place offre une prise en charge médicale aux victimes de VBG soulageant ainsi leur problème de santé reproductive.

Les activités réalisées par le HCR ont intégré la thématique de la santé reproductive

Titulaires de droits (Bénéficiaires)

Les bénéficiaires touchées en 2020 dans le cadre de la mise en œuvre du programme Initiative Spotlight sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Indicative numbers	Directs en 2020	Indirect en 2020	Comments/ Justifications
Hommes (18 ans et plus)	255 347	388 241	Estimation faite sur la base du cumul des bénéficiaires de chaque catégorie
Femmes (18 ans et plus)	556 920	521 457	
Garçons de (5-17 ans.)	109 580	187 188	
Filles de (5-17 ans)	129 397	202 423	
TOTAL	1 051 244	1 299 309	



V. Défis et mesures

Durant cette période de rapportage, c'est à dire l'année 2020, les défis ont été très nombreux. Cependant, les parties prenantes ont pu formuler des solutions qui ont soit mitigé les effets ou ont totalement résolu lesdites difficultés.

Défis/difficultés	Solutions proposées
Instabilité politique provoquant des changements perpétuels à la tête des ministères partenaires	Impliquer les cadres techniques des ministères afin de perpétuer la mémoire des actions en cours
Mauvaise compréhension de la vision stratégique de l'Initiative Spotlight, notamment sur les questions de données	Renforcer les rencontres de discussions stratégiques avec l'Institut National de la Statistique sur les transformations attendues en matière de données.
Timide engagement de certains acteurs stratégiques dans la lutte contre les VBG à travers les One Stop Center	Rediscuter le partenariat et les conditions des acteurs impliqués dans la prise en charge des victimes
Résistance de certaines communautés traditionnellement ancrées dans les pratiques néfastes	Des études CAP doivent être menées pour mieux comprendre les "Non-dits" afin d'explorer des stratégies appropriées.
Insécurité grandissante affectant de nouvelles zones du programme	Travailler avec les informations sécuritaires fournies par les Nations Unies et avec les partenaires sur les terrains
L'avènement de la Covid-19 avec la fermeture des écoles et l'interdiction des regroupements de masse	Mettre le focus sur le focus-group discussion prenant au maximum une dizaine de personnes au niveau communautaire
La montée en puissance des leaders religieux musulmans qui s'opposent à la loi pénalisant les VBG et le relèvement de l'âge du mariage de la fille de 16 à 18 ans	Intensifier les plaidoyers et les séances d'information des leaders religieux afin qu'ils comprennent la dangerosité des VBG sur la santé de la femme et de la fille
Arrêt de la collaboration avec l'Assemblée Nationale pour la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités des députés	Attendre la mise en place effective du Conseil National de la Transition, ses différentes commissions et composantes et les profils des acteurs et actrices
La collaboration avec certains départements ministériels a accusé du retard à la suite de l'absence de gouvernement pendant une période donnée	La programmation d'un atelier de planification et de réorientation de certaines activités avec toutes les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du pilier-2.

VI. Leçons apprises et nouvelles opportunités



a. Les leçons apprises

Les leçons apprises durant l'année 2020 portent aussi bien sur les piliers que d'autres aspects organisationnels :

La pertinence d'avoir évalué les institutions concernées à différents échelons administratifs plus particulièrement la prise en compte des services techniques aux niveaux des régions, des cercles et des communes a permis de capter des situations, besoins, rôles, responsabilités et compétences administratives différenciées qui n'auraient pas été aussi apparents si l'évaluation avait uniquement porté sur le niveau central d'où la nécessité de renforcer les capacités des institutions en matière de genre. Ainsi, la nécessité de renforcement comme une priorité sur le pilier 2 du programme : En effet, à la lumière des activités du Pilier-2, il semble évident que les besoins en renforcement se posent à presque toutes les institutions évaluées. Ces besoins sont nettement plus élevés aux niveaux des cercles et des communes où inversement les ressources (techniques, humains et matériels) sont les plus limitées en matière de lutte contre les VBG et les VFF. Paradoxalement, c'est également à ces niveaux que les responsabilités sont les plus importantes (cf. décret 2017 de transfert des compétences en matière de promotion de la femme, de l'enfant et de la famille qui inclut la lutte contre les VFF).

L'adoption d'une approche inclusive et multi-acteurs a apporté des résultats positifs au programme. Par exemple, l'engagement de certains organismes est désormais mieux compris, bien qu'ils ne soient pas au cœur du processus au niveau national : Nous avons aussi compris les rôles que peuvent jouer certaines institutions qui aujourd'hui ne sont pas nécessairement perçues comme étant en premières lignes de responsabilité en matière de lutte contre les VBG et les VFF. Il s'agit notamment de la Primature (pour son rôle de coordination de l'action des différents départements sectoriels) et du Ministère de l'Economie et des Finances (pour son rôle dans l'élaboration des budgets et de chapeautage du dispositif de pilotage et de suivi et évaluation du CREDD et des ODD).

Une harmonisation de la compréhension des aspects stratégiques du programme est plus que nécessaire pour l'obtention des résultats tangibles : Il est souvent important que des programmes de telle envergure, de temps à temps, puissent rappeler la théorie de changement et cela impacte positivement sur les actions des partenaires de mise en œuvre.

Les migrants de retour vivant au sein des communautés peuvent avoir un rôle important dans la sensibilisation sur les VBG : Il est important de mettre au centre des sensibilisations communautaires, des « migrants de retour », souvent plus éduqués et susceptibles de convaincre mieux les siens (étude CAP) ; Une meilleure discussion sur le fonctionnement des unités améliore le service rendu à travers la transparence accrue et l'engagement. Il serait nécessaire de discuter clairement des conditions de travail (rémunération, bénévolat et volontariat) nécessaires autour des One Stop Center pour une plus grande durabilité.

La Gestion Budgétaire et financière avec un certain nombre d'acteurs nécessite l'utilisation d'approches plus adaptées, si l'on désire avoir des résultats tangibles : le suivi des partenaires de mise en œuvre a révélé qu'il y a lieu de gérer les partenaires en fonction des spécificités de chacun afin d'avoir les résultats escomptés.

Le Renforcement des capacités des OSC sur les procédures administratives et financières : Le renforcement des capacités des OSC partenaires sur les directives et les procédures de mise en œuvre du programme est une bonne pratique qui leur permet de mieux cerner les enjeux et les attentes liées à leur implication dans la mise en œuvre du programme. Les partenaires de mise en œuvre bénéficient de ces renforcements de capacités tout au long de la constitution du programme à travers des séances de travail organisées à leur attention.

Le soutien des autorités locales permet l'obtention de résultats solides : Être soutenu par les autorités politiques, administratives et les communautés à la base contribue à l'appropriation et à la pérennisation des acquis du projet.

L'utilisation de l'approche holistique :

L'approche holistique (prévention et réponse aux VBG) utilisée par ce projet a facilité l'adhésion facile des communautés.

L'implication des natifs des communautés dans la sensibilisation sur les VBG produit plus de résultats : La mise en œuvre des activités d'information, d'éducation, de communication et gestion des cas des VBG par les natifs de la communauté membre des mécanismes communautaires et le travail avec les médias ont favorisé l'adhésion de la population à la base aux objectifs du programme.

b. Nouvelles opportunités

Au regard de l'environnement de mise en œuvre du programme et autres aspects pouvant être perçus comme des opportunités pour le programme, l'on peut citer les éléments ci-dessous :

- Malgré des conséquences sur les activités liées à la situation sanitaire mondiale, l'année 2020 est tout de même marquée par une certaine forme d'adaptation et de résilience de la part des parties prenantes. En effet, on peut considérer comme une nouvelle opportunité pour les partenaires, l'appropriation d'outil TIC pour faciliter les interactions et surtout la découverte de la plateforme Zoom qui permettra de continuer aisément la mise œuvre du programme et d'atteindre la population vivant dans des zones reculées ou même encore d'élargir le champ d'action en touchant un plus grand nombre de bénéficiaires.

Pour le Pilier-2, les engagements pris par les responsables des collectivités régionales à mettre en œuvre au cours de la période 2021-2022 est une opportunité. En effet, A l'issue des évaluations des capacités dans les régions, 05 Conseils communaux ont notifié l'équipe multidisciplinaire affectée au Pilier-2 de réviser leur Plan Triennal d'Appui Technique (PTAT) et leur PDESEC de manière à y inclure la prévention et la lutte contre les VBG et les VFF.

La transition constitue une véritable opportunité pour rediscuter certains aspects institutionnels afin d'obtenir des changements souhaités.

La relecture en cours du code pénal donne l'opportunité d'y intégrer certains points sur la répression des VBG et autres violences. Le programme Spotlight permet d'appuyer le programme National pour l'abandon des VBG qui assure le lead dans le domaine sur le plan national. Pouvoir participer à la relecture du code pénal et mener des actions de plaidoyer auprès des acteurs du secteur de la justice favorise la mise en avant lumière et l'intégration des formes de VBG non pris en compte auparavant.

La Nouvelle Stratégie Jeunesse des Nations Unies qui prendra en compte plusieurs thématiques dont les violences basées sur le genre et la Santé de la Reproduction est une action qui pourra favoriser l'implication de toutes les agences dans le Programme Initiative Spotlight.

L'implication des secteurs clés comme la santé, l'éducation, la justice, la sécurité, la jeunesse, les médias, les communautés à la base, les associations et groupements féminins contribuent à la pérennisation des acquis.

L'existence d'autres programmes travaillant dans les mêmes régions que le programme Initiative Spotlight permet de renforcer la complémentarité d'actions et constitue un atout. Dans cette idée on peut par exemple citer le Programme MUSKOKA, le programme conjoint sur l'élimination des MGF dans la région de Koulikoro.

L'existence d'un mouvement national d'abandon des mariages d'enfants et des MGF encourage les communautés à s'inscrire dans cette dynamique.

VII. Pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes



Durant la mise en œuvre du programme Initiative Spotlight, de nombreuses pratiques innovantes ont été expérimentées. Spécifiquement, pour l'année 2020, on peut citer les bonnes pratiques innovantes suivantes :

- ❑ L'une des principales dispositions au cours de l'année pour une meilleure mise en œuvre du programme demeure la protection du personnel des Nations Unies dans le cadre de la Covid-19. Ainsi, la fermeture temporaire des bureaux par les Nations Unies a, en partie, impacté sur la dynamique de l'équipe du Spotlight. Toutefois, l'équipe a pu adopter le télétravail comme méthode alternative.
- ❑ La digitalisation des rencontres avec les partenaires fait partie des bonnes pratiques et innovations apportées dans le cadre du programme. Cette digitalisation s'est concrétisée par l'achat des licences Zoom des ordinateurs et des Sobox pour les partenaires afin de faciliter l'interaction et les échanges en période de Covid-19.
- ❑ La mise en place d'une communauté électronique d'échange baptisée « Yélenkura », un mot bamanan qui fait référence à « Spotlight » a été une initiative salubre. En effet, cette communauté électronique partage des informations en temps réel entre les points focaux sur les forces et les faiblesses des institutions dans le cadre des VBG.
- ❑ L'initiative prise pour la déconcentration des unités de prise en charge holistique des survivantes des VBG (One Stop Center) a permis de rapprocher les communautés vers les structures.
- ❑ La conduite de l'étude CAP pour un ajustement des stratégies d'intervention apparaît comme une stratégie intéressante pour mieux connaître les communautés avec lesquelles les partenaires interviennent.

L'implication des migrants de retour dans la sensibilisation des communautés peut être bénéfique pour les changements de comportement.

Le réexamen des partenariats pour une perspective de durabilité permet de lever beaucoup de contraintes ou de non-dits dans le partenariat.

La caravane mobile d'information et la vulgarisation des textes de loi instaure une meilleure façon de travailler avec des partenaires nouveaux et diversifiés. Afin de s'adapter aux mesures barrières covid-19 les campagnes de sensibilisation ont été transformées en caravanes mobiles menées par des jeunes activistes sous le leadership de la direction régionale de la promotion des femmes qui traversent les villes en diffusant l'information sur les textes de loi et s'arrêtent dans des endroits stratégiques de la ville.

La création et l'animation des comités par des adolescentes déscolarisées et non scolarisées pour la promotion de l'abandon des VBG demeurent une des pratiques innovantes. Toutefois, ces comités qui regroupent entre 20 et 50 filles âgées de 12 à 19 ans disposent de bureaux composés d'une présidente, d'une vice-présidente, des organisatrices, d'une secrétaire au conflit, d'une secrétaire administrative et des trésorières. Au sein de ces comités, espaces d'échanges et de conseils, les filles se rencontrent pour discuter des problèmes qu'elles vivent (déscolarisation, mariage d'enfants, MGF et autres formes de violences). Cette stratégie de sensibilisation permet d'établir une relation de confiance entre les filles et leurs parents a été bien appréciée.

D'autres approches communautaires novatrices telles que les « maris modèles » et les « comités d'éveil et d'alerte sur les VBG » constituent des stratégies de sensibilisation et de plaidoyer pour la réduction voire l'abandon du mariage d'enfants, des MGF/E et toutes les autres formes de violences basées sur le genre. Par exemple, à Bossofala un mari modèle a pu éviter à deux hommes de se faire battre par leurs femmes. Les témoignages ci-dessous montrent l'importance de ces mécanismes.



VIII. Communication et visibilité



a. Aperçu global sur la communication

Au cours de l'année en revue, les activités de communication et de visibilité de Spotlight au Mali ont concerné tous les piliers du programme. Les différents médias utilisés à savoir la radio, la télévision, la presse écrite, les médias en ligne, le bouche à oreille, les sensibilisations publiques, les panneaux publicitaires ont été des canaux efficaces ayant permis d'atteindre le grand nombre d'audiences possibles. Les cibles, diverses et variées (Jeunes, leaders religieux et communautaires, les organisations de la société civile, le secteur privé, les décideurs, le gouvernement, les communautés, les professionnels des médias etc.), ont été touchées à différents niveaux par des messages clés sur le besoin d'éliminer toutes formes de violences faites aux femmes et aux filles.

En soutien aux efforts des experts du programme, des religieux, politiques, activistes, hauts cadres de l'ONU, de l'UE, des stars de la musique, ambassadeurs de bonne volonté, des survivantes et simples citoyens ont prêté leurs voix et leurs images aux différentes campagnes de sensibilisation autour de l'abandon des violences faites aux femmes et aux filles. Cela dans les villes comme dans campagnes des régions concernées par la mise en œuvre du programme au Mali. Pour la mise en œuvre des activités des piliers 1 et 6, un plan média a été développé. Vu le contexte de la pandémie de la Covid-19, ce plan a principalement porté sur la conception et la diffusion de spots vidéo et radio, la participation à des émissions radiophoniques et la publication de posts sur la page Facebook officielle de ONU Femmes Mali : www.facebook.com/onufemmesMALI. Ces spots-vidéos ont été réalisés de manière que leur diffusion puisse se faire même après les 16 jours d'activisme. Les principales vidéos réalisées sont :

- La vidéo de la cérémonie de lancement ;
- Le spot sur la fin des violences faites aux aides ménagères ;
- Le spot leave no one behind pour les personnes vivant avec le handicap ;

- Les spots radio Mikado sur le lancement en français et en bamanan ;
- Les radios communautaires restent un moyen efficace dans la communication au sein des communautés. Elles ont été utilisées par les ONG partenaires de l'Initiative Spotlight pour passer les messages sur les VBG, les dispositifs de prise en charge ainsi que la sensibilisation sur la covid-19.
- Dans les activités de mobilisation communautaires, les animateurs jouent également un rôle très important dans la communication permanente au sein des communautés.
- Dans le but de toucher certains publics tels que les administrateurs, les décideurs et les intellectuels en général, des supports numériques et copies dures ont été produits et diffusés auprès de ces publics.

b. Les messages clés développés

Afin de mieux sensibiliser les populations sur les questions de violences basées sur le genre et autres pratiques néfastes à la santé, des messages pertinents ont été développés par les équipes du programme autour des 6 piliers :

- ! La lutte contre les violences faites aux aides domestiques nous interpelle tous !
- ! Aides ménagères, Oui, Objet sexuel Non !
- ! Pour le droit des aides ménagères, je m'engage !
- ! Ensemble engageons-nous auprès des aides ménagères pour mettre fin au cycle de violence à leur égard ! La pertinence ne laisser personne de côté.
- ! Mamans ne soyez plus celles qui organisent l'excision de vos filles ; protégeons-les.
- ! Orientons chaque cas de VBG vers les One Stop Center en vue d'apporter un soutien complet.
- ! Les défis de la vie sont nombreux, luttons pour donner à chacune des moyens de les relever dignement.
- ! Heureusement, contre les violences et les discriminations basées sur le genre, les mécanismes, actions et initiatives de lutte existent.
- ! N'offensons pas nos femmes et filles (article 14 charte Kouroukan-Fouga)
- ! Dis STOP et NON à la violence physique et sexuelle envers nos femmes et nos filles ! Respectons leurs droits !
- ! La personne humaine est sacrée et inviolable. Tout individu a droit à la vie, à la liberté, à la sécurité et à l'intégrité de sa personne (Article 1er Constitution du Mali) ;
- ! Le viol est puni par la loi. Si tu violes une femme, un homme, une fille ou un garçon, tu iras en prison !
- ! Le mariage n'est pas un jeu d'enfants. Ne jouez pas avec la vie de vos filles !

La mise en œuvre efficace des cadres législatifs et politiques conformes aux normes internationales permet une action coordonnée, notamment dans les domaines de la prévention, de la prestation des services, de la collecte de données et de la lutte contre l'impunité en matière des Violences Faites aux Femmes. L'initiative des lois appartient concurremment au Gouvernement et aux membres de l'Assemblée Nationale (Article 75 de la Constitution) ;

« L'Union européenne (UE) et l'Organisation des Nations Unies (ONU) s'engagent aux côtés du Ministère de la Promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille dans une nouvelle initiative mondiale "Spotlight" pluriannuelle visant à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. »

c. Événements médiatiques et supports de visibilité

Les actions de visibilité entreprises par le programme Initiative Spotlight sur les piliers ont été faites surtout à travers des activités programmatiques organisées. Ainsi les activités suivantes ont été organisées :

- | 22 octobre, lancement du Tournage de la Série TV sur les VBG à Bamako ;
- | 13 novembre, Journée inédite au Mali : Amina Mohamed, Vice-Secrétaire Générale des Nations Unies, a échangé avec les femmes et jeunes leaders à Bamako. Elle était venue pour «vous écouter, saluer votre courage, leadership et résilience ».

Les personnalités présentes étaient le Représentant du Secrétaire Général au Mali Saleh Annadif, les Ministres des Affaires Etrangères Zeïni Moulaye, et de la Promotion de la Femme, de la Famille et de l'Enfant Bouaré Bintou Founé Samaké, l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union Européenne au Mali Bart Ouvry et le Représentant du Groupe National de Référence de la Société Civile Kassoum Coulibaly. Les échanges ont été modérés par Béatrice Eyong, Représentante Résidente d'ONU Femmes Mali.

Les femmes et jeunes de leur côté ont été représentées par Awa Dicko, Vice-Présidente du Parlement des Jeunes, Seynabou Dieng, pour les jeunes Femmes entrepreneures et Dr. Deidia Kattrra Diallo, ancienne Ministre du Travail, au nom de la Plateforme des Femmes Leaders du Mali. Cette dernière a notamment lancé un appel pour le respect de la loi 052, pour la prise en compte du genre, des besoins spécifiques des femmes et des filles dans les réformes politiques et institutionnelles de la transition, et pour des financements en faveur du genre : « Conformément à la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, nous revendiquons notre participation dans la recherche de solutions pour mettre fin à cette situation qui perdure depuis plusieurs années. Vive le Leadership Féminin pour que Vive le Mali ! »

- | 25 novembre illumination du Monument de la Paix de Bamako dans le cadre du lancement des 16 jours d'activisme ;
- | 3 décembre, journée internationale des personnes handicapées, Spotlight Mali auprès des femmes vivant avec handicap dans la région de Kayes ;
- | 13 décembre, Comité de pilotage de Spotlight Mali pour enchaîner avec la 2ème phase de réalisation du Programme en accompagnement au Gouvernement malien et à la Société Civile Mali. «Nous sommes particulièrement encouragés et rassurés par la revue des progrès réalisés en 2 années pour les droits des Femmes et des Filles. Ensemble nous pouvons relever les défis !», Monsieur Bart Ouvry, Ambassadeur, chef de Délégation de l'Union européenne au Mali ;
- | 14 décembre, organisation de la Nuit des Aide-ménagères.

Aussi, des matériels promotionnels ci-dessous ont été développés :

- | Les banderoles et affiches publicitaires ;
- | Les T-shirts et de casquettes avec logo des partenaires ;
- | Les kakemonos.
- | Les Bracelets, pins, pincettes à cravates, mugs et autres goodies et printings pour la communication avec les logos de l'Initiative Spotlight et des partenaires ;
- | Spots publicitaires sur les thématiques du programme.

d. Campagnes

Au cours de l'année 2020, les campagnes phares de communication ont concerné les réseaux sociaux, les médias traditionnels et les panneaux publicitaires. Aussi, les groupes WhatsApp ont permis de toucher un large public. Ces campagnes de sensibilisations notamment celles visant à atténuer le taux de VBG pendant confinement, ont touché plus de 4 millions de maliens et ont été largement relayées sur les réseaux sociaux dont celles de l'ONU au Mali, la page Facebook de l'UNICEF Mali avec plus de 31 000 personnes, celle du PNUD 11 000 suiveurs, UNFPA avec plus de 8000, UNHCR plus de 7900, et UNWOMEN plus de 6000 personnes... A ces campagnes s'ajoutent :

- | La commémoration de la journée internationale « tolérance zéro aux MGF » (6 février 2020) ;
- | La commémoration de la journée internationale de la jeune fille (11 octobre 2020) ;
- | Les campagnes des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles aux niveaux national et déconcentré (Du 25 novembre au 10 décembre) ;
- | Les célébrations de la journée internationale de personnes vivant avec handicap ;
- | La célébration de la nuit des aides ménagère.
- | Une Caravane d'information et de vulgarisation des lois & textes d'application relatifs aux thématiques des droits des femmes & filles a été organisée à Koulikoro, le 26 novembre, parallèlement à la campagne mondiale des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre. Il s'agissait de la troisième caravane organisée dans le cadre de l'Initiative Spotlight, les deux premières ayant eu lieu respectivement à Bamako et à Ségou.

e. Histoires et récits de vie



La mise en œuvre des différentes activités sur le terrain ont permis de récolter d'émouvantes histoires, témoignages et citations à partager avec les bailleurs, les décideurs, les médias etc. Ci-dessous quelques histoires et récits reçus au cours de l'année :

Bintou Koné, 13 ans est une jeune activiste. Elle est une élève en 8ème à l'école fondamentale et est très engagée dans sa communauté à Koulikoro. Elle a bénéficié d'une séance d'information sur VBG et a participé dans les caravanes mobiles comme jeune activiste. Elle nous raconte « *j'ai voulu participer dans la caravane mobile pour sensibiliser*

la population pour ne pas marier mes jeunes camarades avant l'âge de 18 ans. Je veux mobiliser mes camarades à ne pas accepter le mariage précoce et mobiliser les adultes pour qu'ils n'obligent pas leurs enfants à se marier. J'aimerais les conseiller d'étudier et bien travailler parce que c'est le travail qui paie ».

La petite Tenin de 13 ans : La petite Tenin Diarra est une jeune fille de 13 ans qui souffrait d'une infibulation et d'une accumulation de sang dans son vagin (Hematocolpos). Par coïncidence, l'équipe de gestion des cas de VBG est tombée sur le cas dans la zone de Kayes. Après discussion, son médecin traitant ayant bien cerné les maux dont la petite souffrait, décida de sa prise en charge. Cette prise en charge médicale a été assurée par l'appui du programme Initiative Spotlight. Emue par le geste, la mère s'est confiée en ces termes : *« Ma fille souffrait depuis très longtemps et ne dormait presque pas lorsque la douleur commence. On nous avait dit que ce sont les séquelles de l'excision mais il était difficile pour nous de penser que le mal provenait de l'excision qu'elle avait subie depuis quelques années. Aujourd'hui, je vois une fille tout heureuse et notre famille se porte bien grâce à votre ONG. Je ne peux que remercier sincèrement tout le monde ».*

Histoire la fille de Djénéba : Lorsque la fille de Djénéba, âgée seulement de 06 ans, lui a dit qu'elle avait été agressée sexuellement par son oncle, Djénéba était désespérée. En tant que mère, elle voulait protéger son enfant et voir son beau-frère traduit en justice. Mais la famille a fait sur elle pour qu'elle ne s'exprime pas considérant la question comme une affaire de famille et éviter toute stigmatisation qui pourrait résulter. *« La famille voulait gérer la situation en interne mais j'ai décidé de contacter le guichet unique. Aujourd'hui, ma fille va mieux physiquement et elle est surveillée psychologiquement. Je demande à tout le monde, surtout en cette période de coronavirus de ne pas laisser vos enfants sans surveillance »,* dit Djénéba.

Les centres à guichet unique offrent une assistance intégrée aux femmes et aux filles victimes de violence en leur donnant accès à un soutien médical, psychosocial et juridique en un seul endroit. Ici, Djénéba et sa fille ont signalé l'affaire à la police et ont pu obtenir les soins immédiats dont elles avaient besoin. Grâce à la volonté de Djénéba de s'exprimer, l'auteur présumé a été arrêté par la police et l'affaire progresse devant les tribunaux. Ils ont été soutenus tout au long du processus judiciaire par un avocat spécialisé dans la violence sexiste. Bien qu'il ait été difficile de se manifester, Djénéba espère qu'ils montreront aux autres survivants de la violence que la justice est possible. Aujourd'hui, sa fille va mieux.

La campagne a duré deux mois, période pendant laquelle le message télévisé a été visionné 40 878 000 fois et le message radio entendu 4 663 300 fois. Au total, 346 680 personnes ont été touchées par la campagne sur les réseaux sociaux. Plus important encore, les messages semblent avoir encouragé les personnes victimes de violence à demander de l'aide. Pendant les semaines qui ont suivi la campagne, le nombre de personnes visitant le centre unique de Bamako a augmenté de plus de 65%. Les centres à guichet unique sont des lieux qui permettent aux femmes et aux filles victimes de violence d'accéder aux services de santé, de justice et de soutien en une seule visite. Au cours des campagnes le sergent de police qui appartient à l'unité judiciaire du centre unique de Bamako a informé le grand public de l'existence du guichet unique et a encouragé les survivants à nous contacter pour les aider. Nous devons nous appuyer sur ce type de sensibilisation du public afin de nous rapprocher de notre objectif de mettre fin à la violence contre les filles et les femmes. L'Initiative Spotlight travaille avec plus de 300 chefs religieux à travers le Mali pour aider à changer les normes et les attitudes qui perpétuent la violence, et pour rendre les survivants plus conscients des services disponibles.

Au Mali, une cinquantaine de cas de violences ont été recensés au Centre de prise en charge

holistique des survivantes des VBG « One Stop Center » de Bamako, de mars à avril 2020. Une des survivantes a accepté raconter son histoire dans le respect des règles de confidentialité. Ni son nom ni son quartier ne sont mentionnés dans son récit ci-dessous.

Une survivante : « J'ai 38 ans et je suis mère de cinq enfants. J'ai été mariée à l'âge de 13 ans. Je suis la première épouse de mon mari qui est un commerçant de profession. Les premières années de mon mariage furent sans incidence, j'étais une femme choyée et pour mes enfants, il était un père formidable. Je pus affirmer honnêtement que ce sont ces cinq dernières années que ma vie de rêve est devenue subitement un cauchemar. Mon époux changea systématiquement de caractère. D'époux aimant et père attentionné, il devint un homme violent, exigeant envers moi et mes enfants. Notre vie quotidienne est devenue un enfer avec des violences à répétition, des coups qui pleuvent par ci par là. Ceux sont ces actes de violences qui nous amenaient constamment à la police de notre quartier. En plus de cela, il fallait supporter les injures et brimades de ses parents. Mon calvaire s'est aggravé lorsque que mon mari voulut se remarier. Il me demanda de ce fait de quitter ma maison pour laisser la place à sa 2^{ème} épouse. Face à mon refus que je trouve légitime, il se mit à me battre au point de perdre une grossesse de deux mois. Lasse de ces violences à répétition, je pris la décision de porter plainte à la police, mon mari fût interpellé et placé en garde à vue. L'affaire a été portée devant le tribunal de notre commune. Entre temps, une connaissance m'a informée de me rendre au centre de prise en charge des femmes survivantes de violences sis au Centre de santé de référence de la commune V. Je m'y suis rendue accompagnée de mes enfants, victimes des coups de leur père. Nous avons reçu au centre des soins médicaux ». Après son audition et avec son accord, le One Stop Center a commis une avocate pour suivre son dossier au tribunal, le processus suit son cours ».

f. Témoignages

Au cours de la mise en œuvre des différents piliers, quelques témoignages importants ont été recueillis :

Mme Mbaranga Gasarabwe, Représentante Spéciale Adjointe du SG des Nations Unies pour la MINUSMA, Coordinatrice Humanitaire et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali : « Je voudrais faire un plaidoyer spécial pour que les violences que nous observons dans les couples et les foyers cessent »

M. Bart Ouvry, Ambassadeur Chef de Délégation de l'Union Européenne au Mali : « Si nous voulons que nos mamans et nos filles jouent leur rôle dans notre société, nous leur devons du respect »

Dr. Jean-Pierre Baptiste, Représentant de l'OMS au Mali : « Le poids du patriarcat, les stéréotypes sexistes qui relèguent la femme à un statut social inférieur combinés au profond enracinement dans les mentalités et le silence qui entoure la pratique, font que les VBG persistent et sont justifiées par la grande majorité de la population malienne sans distinction de sexe, d'âge, de religion et de statut socio-économique »

Dr. Aissata Kassa Traoré, Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille : « Au Mali, le silence autour des cas de violences que subissent les femmes et les filles contribue à l'impunité des auteurs et à la stigmatisation des victimes. Chères femmes et filles du Mali, si vous êtes une survivante de violence, trouvez de l'aide auprès des forces de l'ordre ou allez au centre de santé de votre quartier. Ne restez pas dans le silence »

Les religieux sont également unanimes à condamner les Violences Faites aux Femmes et aux Filles. Comme nous, ils les condamnent. Comme nous, ils les dénoncent ! Quelles que soient

les appartenances religieuses, il nous sera dit que les principales religions monothéistes ont toujours accordé le plus grand intérêt à glorifier, magnifier, aider et respecter les femmes et les plus faibles faisant de leur protection, en tant que couche vulnérable, une obligation pour l'homme. Cela tient peut-être de la justice pour le croyant car une conviction impose que croire en Dieu, c'est aussi croire qu'il est juste.

*Selon le **Cherif Madani Ousmane Haidara**, Président du Haut Conseil Islamique du Mali : « De nombreux hadiths du Prophète paix et salut sur lui (PSL) portent sur le respect de la femme. Le Prophète lui-même aurait déclaré lors de grands discours que personne ne peut plus respecter sa femme que celui qui est grand ». L'imam ira même plus loin en affirmant que « C'est Dieu lui-même qui prend soin de quiconque protège les femmes. »*

*Quant à l'**Abbé Ferdinand Coulibaly**, représentant de la Conférence Episcopale du Mali, les enseignements de la bible disent : « La femme n'est pas une esclave, encore moins une marchandise, prenons soin d'elles, traitons-les comme nous nous traitons et aimons-les comme nous nous aimons nous-mêmes. Ne leur faisons pas ce que nous n'aimerions pas qu'il nous soit fait ». L'Abbé rappellera un adage bambara qui dit « une âme peut être plus âgée qu'une autre, une force peut être plus grande qu'une autre mais aucune âme n'est supérieure et ne vaut mieux qu'une autre. Une âme sort d'une autre, et c'est parce que la femme est l'âme qui donne vie que l'on l'appelle mère. Une femme doit être respectée par peur et par la connaissance de Dieu. »*

***Mahamadi DAOU**, Chef section enseignement fondamental, Académie d'Enseignement de Ségou : « Cette formation a été très pertinente et vient à point nommée. Nous avons été bien outillés sur le concept genre, les VBG et l'élaboration de programme et budget sensible au genre. Il faut signaler que cette formation nous a permis de relever l'équivoque entre le genre et le sexe. Grâce à la méthodologie participative utilisée par le facilitateur, les participants ont contribué efficacement aux débats. Ce qui a permis au facilitateur de découvrir les besoins spécifiques de chaque localité et les difficultés liées à la prise en compte du genre dans l'élaboration des programmes sectoriels et des PDSEC. Je lance un appel à chacun des participants à mettre à profit les connaissances acquises au cours de cette formation dans leurs différents départements et services pour qu'ils prennent désormais en compte l'aspect genre dans l'élaboration de leurs programmes et budgets pour une société juste et inclusive. Nous remercions les Nations Unies et ses partenaires techniques et financiers pour cette belle initiative »*

***Djelika HAIDARA**, 5ème adjointe au Maire de la commune urbaine de Ségou : « Cette formation a été d'un apport inestimable pour moi. En effet, nous avons beaucoup appris de ce que nous ignorions sur les notions genre, les VBG et la budgétisation sensible au genre. Le facilitateur était à la hauteur et personnellement j'ai beaucoup appris sur le genre. En retour, je m'engage à sensibiliser les membres de ma communauté sur ce que j'ai appris durant ces jours de formation. Entant que Maire chargé de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, je vulgariserai le contenu des modules dispensés. Pour cela, nous comptons sur les partenaires pour la multiplication de ce genre de formation à d'autres niveaux. Je m'engage aussi à tout faire pour sensibiliser mes pairs, les autorités locales et les décideurs de ma commune afin qu'ils intègrent les questions du genre dans le nouveau PDSEC »*

***Une Bénéficiaire** de 32 ans satisfaite : « Je suis mariée très jeune. Je vivais en parfaite harmonie avec mon Mari à Goumbou (Nara). Mais après mon premier accouchement, c'est là où mon calvaire a commencé. J'ai senti qu'il y avait quelque chose d'anormal chez moi. C'est lors des causeries que les agents de l'ONG mènent dans le village que j'ai compris que mon problème pouvait venir de l'excision. L'animatrice m'a dit que la prise en charge de ma maladie pourrait être faite gratuitement. C'est ainsi que nous avons procédé aux démarches et*

aujourd'hui, Dieu Merci, je me porte bien et je ne peux que remercier le projet ».

Après la formation des enseignants de Guidimé : « J'ai décidé de ne plus faire exciser ma fille qui venait de naître. Avant le baptême du nourrisson, la grande mère à décider de faire exciser ma petite fille. Comme j'ai été formé sur les méfaits de la pratique de l'excision, je me suis catégoriquement opposé. Ceci ne s'était jamais passé dans la grande famille. Cette décision a amené la mésentente au sein de la grande famille mais j'ai décidé de rester sur ma décision ».

Une femme ayant participé à une formation : « J'ai été sauvée de justesse au moment de mon accouchement à cause d'une complication de l'excision que j'ai subie à bas âge (infibulation). Après mon accouchement et ma prise en charge médicale et psychologique par le MPDL, mon mari a baptisé la fille du nom de l'animatrice, Mariam Camara. Mon mari et moi avons juré de ne plus exciser nos filles ».

Madame Bathily Fatimata S. Alamine, Directrice de la maison de la femme, de l'enfant et la famille de Koulikoro. Il est intéressant de noter que la maison de la femme est un service public qui a été appuyé avec une unité de prise en charge des survivantes VBG par le programme de Spotlight. Le HCR a travaillé avec elle pour la caravane mobile à Koulikoro qui a démarrée de la maison de la femme sous son leadership. Son témoignage est le suivant : « mon parcours d'activiste pour les droits des femmes trouve sa source dans le fait déjà que moi-même je suis femme et je peux me mettre à leur place. Je ressens ce qu'elles ressentent face aux difficultés. Je veux mettre les femmes à l'aise. L'objectif de la caravane était de sensibiliser beaucoup la population de Koulikoro à travers des messages tout au long de la campagne. Lors des messages on a insisté sur les violences faites aux femmes et aux filles. Si la population même prend en main le sort de nos enfants en particulier nos filles je crois que ça va aller. Il faut aussi que la jeunesse se met au cœur du changement. Si la jeunesse accepte alors il y aura un changement. Ça sera un plaisir pour moi de faire un suivi dans les prochains mois pour voir si les gens ont bien intégré les messages. »

g. Photos

Durant la mise en œuvre des activités par les partenaires du Programme Initiative Spotlight, quelques photos ont été prises. Ces photos qui font la visibilité des actions menées sur le terrain, constituent aussi un support promotionnel de sensibilisation sur les questions de violences faites aux femmes et aux filles.

https://drive.google.com/drive/folders/1IDiVr0qIEficx_582B0GkuSmhRpJUPGJ?usp=sharing



Restitution des formations des associations de jeunes à Bamako



Formation des jeunes rappers à Kayes dans le cadre des 16 jours d'activisme



Nuit des aides domestiques à Bamako



Remise de kits de dignité aux femmes vivants avec handicaps à Kayes



Session de réflexion et d'échange d'expérience entre acteurs



Femmes au niveau local lors de la célébration des 16 jours d'activisme



Echange sur le fonctionnement des One Stop Center



Des leaders communautaires certifiant l'abandon de l'excision

La série télévisée « danse inlassable » pour mettre fin à toutes les formes de violences basées sur le genre au Mali

Assan, 15 ans et sa mère font partie d'un changement de génération. Assan et sa sœur aînée ont subi des mutilations génitales féminines alors qu'elles étaient des nourrissons, mais aucune de leurs jeunes sœurs ne l'a fait à l'insistance de leur mère. Non seulement ses dernières filles ne sont plus excisées elle a décidé de persuader sa communauté d'arrêter également les MGF.

Tout au long de son enfance, Assan a eu des problèmes de santé liés aux MGF qui ont entravé sa capacité à bouger et lui ont causé de graves douleurs. Sa mère a cherché des réponses, mais personne ne semblait les avoir : aucun expert en santé n'avait la moindre idée de ce qui n'allait pas. Jusqu'à ce qu'un film soit projeté dans son quartier de Sikasso, au sud du Mali, sur des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans qui ont subi une excision.

La façon dont les MGF sont pratiqués peut entraîner des complications, 96% des coupes étant effectuées par des tradipraticiens utilisant des lames de base et sans anesthésie. Les jeunes filles peuvent saigner à mort, la naissance d'un enfant est plus dangereuse en raison des hémorragies et les coupures restent souvent sujettes aux infections. Le seul souvenir de la coupure peut être dommageable, et ces questions de confiance et de douleur sont rarement, voire jamais, discutées. Cela n'aide pas que le sujet soit considéré comme tabou, de sorte que les plus touchés n'en discutent pas ni des conséquences physiques ou psychologiques. Transformer la situation est un défi car la pratique est profondément enracinée dans les normes culturelles et sociales. Plus de 85 pour cent des femmes et des filles au Mali pensent que les MGF devraient se poursuivre, bien que les raisons les plus communément invoquées soient basées sur les conséquences sociales de ne pas pratiquer les MGF plutôt que sur la conviction de ses avantages. Une femme qui n'est pas excisée est considérée comme impure et insalubre. Elle aurait du mal à se marier et serait socialement exclue. Beaucoup pensent également que c'est une exigence de l'Islam.

Comme d'autres, la mère d'Assan est allée voir le film par curiosité et a été choquée de découvrir que l'excision pouvait avoir de graves conséquences sur la santé. Elle est retournée voir le film plusieurs fois, marchant même dans d'autres quartiers de la ville pour le voir, amenant sa sœur et ses amies. « Après avoir vu les conséquences, j'ai vraiment peur de couper et maintenant je ne coupe pas mes enfants. » À la suite du film, Assan était la dernière de ses filles à être coupée. Consciente que l'excision pouvait être la cause des problèmes de santé de son enfant, elle s'est adressée à la Direction régionale de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, qui a finalement pu orienter Assan vers les services médicaux dont elle avait besoin.

Ce n'est pas seulement la coupure que la mère d'Assan a arrêté. En utilisant les informations qu'elle avait apprises du film, elle a réussi à persuader son mari, contre l'avis de ses pairs, d'arrêter le mariage précoce proposé par Assan. Le film fait partie des initiatives de cinéma mobile de l'UNICEF, où des films éducatifs sont projetés directement dans les communautés à travers le Mali, soutenant un processus de partage d'informations sur les effets négatifs de l'excision et du mariage précoce. Parfois, ce peut être la première fois que les parents et les dirigeants communautaires ont entendu parler des conséquences négatives de l'excision ou du mariage précoce. Comme beaucoup de téléspectateurs au Mali, la mère d'Assan était ravie que le film révèle les conséquences de l'excision et les risques pour la santé auxquels une fille est confrontée lorsqu'elle est mariée et tombe enceinte à un jeune âge.

Mais cela n'a pas été facile pour la mère d'Assan. De nombreuses personnes ont essayé de la convaincre, elle et son mari, de continuer à couper leurs enfants et de marier leurs filles tôt. Les gens ont dit à son mari de ne pas écouter. Parce que le film montre des situations de la vie réelle et présente des preuves, Assan considère qu'il est vital que plus de gens voient le film.

« Il y a une grande différence entre ceux qui ont vu le film et ceux qui ne l'ont pas vu. Ceux qui ont vu le film ont beaucoup appris. Ceux qui ne l'ont pas vu, si vous expliquez ce que vous avez appris, ils ne vous croiront jamais car ils ne l'ont pas vu eux-mêmes.

Assan elle-même a trop de mal à se souvenir de la douleur et de l'humiliation de ses premiers problèmes de santé. Elle veut se marier, mais seulement une fois qu'elle a terminé ses études et créé sa propre entreprise. Elle est convaincue que les perceptions et les attitudes changent et que de plus en plus de filles seront protégées contre les MGF et les mariages précoces à l'avenir. « Je ne peux pas parler au nom de l'ancienne génération », explique-t-elle, « mais ma génération pense que l'excision et le mariage précoce sont mauvais. »

Dans la famille d'Assan, la ligne est déjà tracée. Elle est la dernière de ses frères et sœurs à avoir été excisée et la dernière fille à se faire suggérer un mariage précoce. Même si elle ne peut pas parler au nom de l'ancienne génération, elle assume un nouveau rôle à la tête de la jeune génération.

Des One Stop Center équipés pour encourager plus de survivantes à briser le silence



Au Mali, le taux des violences faites aux femmes et aux filles est en hausse selon les statistiques. Violences physique, psychologique et sexuelle, viol, mariage précoce, mutilation génitale féminine, la liste est longue. Du fait du poids social, des us et coutumes, les victimes sont très souvent stigmatisées et ont du coup, honte d'en parler. Fort de ce constat, les Nations Unies et ses partenaires ont appuyé le Gouvernement à mettre en place des centres spécialisés dans la prise en charge médicale, sociale, psychologique et juridique des survivantes, appelés One Stop Center.

Les Nations Unies à travers le lead du pilier 4 qu'est L'UNFPA, a doté les One Stop Center " de Tombouctou, Gao, Ségou, Koulikoro, Kayes, Sikasso et du District de Bamako de fournitures bureautiques, matériels informatiques et consommables. Ces équipements permettront d'améliorer le cadre de travail du personnel, de faciliter la réception, le séjour et la prise en charge des survivantes dans un endroit discret, confortable et propice où elles se sentiront

à l'aise pour raconter leurs histoires. La bonne réputation du cadre discret des "ONE STOP CENTER" pourraient encourager plus de victimes à s'y rendre et multiplier le taux de femmes et filles à briser le silence.

Les équipements ont été remis officiellement et conjointement par Mme Mbaranga Gasarabwe, Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali, et M. Mabingue Ngom, Directeur régional de UNFPA pour la région Afrique de l'Ouest et du Centre, à Dr Diakité Aissata Traoré, Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille qui a promis que bon usage en sera fait. « Je salue, au nom du gouvernement du Mali, l'assistance des Nations Unies et de l'Union Européenne à travers le programme de l'Initiative Spotlight et d'autres partenaires pour la mise en place et l'accompagnement des "ONE STOP CENTER" qui sont des espaces où les femmes peuvent être prises en charge de façon holistique, a dit Mme le ministre. Nous vous assurons que bon usage sera fait de ces équipements. »



A screenshot of a Facebook post from "ONU Femmes Mali". The post is dated December 9, 2020, at 20:43. The text of the post reads: "#16jours d'activisme : un grand merci à nos #championnes16jours. Nous arriverons demain au terme des #16jours d'activisme. Pour conclure cette campagne avec les mots de nos championnes de l'activisme, suivez l'intervention de Mme Bouaré Bintou Founé Samaké, ministre de la Promotion de la #Femme, de l'#Enfant et de la #Famille. Merci à Mme la ministre pour ce rappel important : « sans les femmes, il n'y aura pas de #développement et sans développement, il nous ne pourrons pas ... Afficher la suite". Below the text is a video player showing a woman in a red dress speaking at an outdoor event. The video has a play button icon in the center. At the bottom of the video, the text "ONU FEMMES" and "Parce qu'une femme ou une fille violentée" is visible. Below the video, the post shows 511 "Personnes touchées" and 34 "Interactions". A blue button labeled "Booster la publication" is also present.

Tournage en cours de la série télévisuelle sur les Violences Basées sur le Genre au Mali du Programme de l'Initiative Spotlight



Le Mali, l'Union européenne et les Nations Unies ont lancé le Programme de l'Initiative Spotlight pour éliminer les violences envers les femmes et les filles, en décembre 2019. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme, une série télévisuelle sur les Violences Basées sur le Genre au Mali est en cours de tournage dans les zones cibles du programme, à savoir Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le district de Bamako. Le clap de l'étape du District de Bamako a été donné à l'Ecole Fondamentale Aviation de Sénou ce jour, en présence du Secrétaire Général du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ; Geza STRAMMER, Chef de Coopération de l'Union européenne au Mali, Dr Jean-Pierre Baptiste, Coordonnateur Résident intérimaire du système des Nations Unies, des autorités locales, des représentants des organisations de la société civile et des associations de femmes et de jeunes.

Au Mali, les Violences Basées sur le Genre constituent un phénomène d'ampleur nationale reconnu par l'Etat qui, depuis plus de trois décennies, est au centre des réflexions, débats et actions aux niveaux des pouvoirs publics, des organisations de la société civile, des partenaires techniques et financiers et surtout des communautés de base. Malgré les efforts de l'Etat et de ses partenaires pour l'élimination de toutes les formes de VBG particulièrement celles dirigées contre les femmes et les filles, celles-ci demeurent confrontées encore à ces pratiques néfastes. Pour amplifier la sensibilisation à l'endroit des populations sur les méfaits des VBG, le Programme Initiative Spotlight a entrepris la production et la diffusion au niveau national, sous-régional et international d'une série télévisuelle sur les VBG au Mali. Cette série s'inscrit dans la dynamique de mobilisation et de transformation sociale et culturelle contre les discriminations et les violences que subissent les femmes et les filles dans les familles, les espaces publics, à l'école et au sein des communautés.

Le tournage de la série a débuté le 18 juillet 2020 à Kolokani dans la région de Koulikoro. Elle s'est ensuite poursuivie dans les régions de Kayes, Sikasso, Ségou. Cette étape du District de Bamako est l'avant dernière. Le clap final sera donné à Kouroukan Fougou. La diffusion de la série est prévue

pour décembre 2020. Pour rappel, l'Initiative Spotlight est un partenariat mondial pluriannuel entre l'Union européenne et les Nations Unies visant à éliminer toutes les formes de violences à l'égard des femmes et des filles. Ci-après le lien pour la banque d'images et vidéos : [Spotlight Vidéos et Photos - Google Drive](#)



IX. Prochaines étapes



Pour les 06 prochains mois de mise en œuvre du programme Initiative Spotlight, il convient de se focaliser sur des actions ci-après :

Pour les piliers 1 et 6

- ❑ Renforcer les capacités des acteurs clés étatiques et non étatiques aux niveaux national et régional pour l'analyse, la relecture et l'élaboration des textes législatifs et politiques pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles conformes aux normes et standards internationaux et la planification sur le budget sensible au genre. Ces renforcements de capacités permettront d'avoir au niveau national un pool de formateurs qui vont ensuite former d'autres acteurs clés au niveau des cercles pour une meilleure compréhension des textes internationaux en matière d'élimination des VBG et la prise en compte du genre et des VBG dans la relecture et l'élaboration des textes législatifs.
- ❑ Mettre en réseaux les OSC identifiées dans les zones d'intervention du programme et renforcer leurs capacités afin d'élaborer et mettre en œuvre des plans de plaidoyer et des projets programmes pour l'élimination des violences basées sur le genre.
- ❑ Renforcer les connaissances des leaders communautaires et des populations sur les textes nationaux et internationaux en matière d'élimination des violences faites aux femmes et aux filles pour qu'ils s'engagent en faveur de la prévention et mettent en place des mesures locales pour la répression et soutiennent le plaidoyer en faveur de l'adoption d'une loi contre les VBG.
- ❑ Mettre en place des cadres de concertation intergénérationnels au niveau des villages avec l'objectif de faciliter les échanges entre toutes les composantes de la communauté et mettre plus d'accent sur la prévention des VBG notamment les MGF/Excision et mariage d'enfants.

- ‡ Mise en œuvre des activités selon le plan d'accélération pour la 2ème tranche de paiement reçu en décembre 2020 ;
- ‡ Renforcer la durabilité des actions : suivi des bénéficiaires des formations précédentes pour évaluer l'impact des formations et sélectionner des personnes qui vont être formées à être formateurs afin de continuer à transmettre ces connaissances.
- ‡ Partenariat avec OSC et activistes pour appuyer l'intensification des campagnes d'information et vulgarisation des lois et des textes d'application relatifs aux thématiques des droits des femmes et VBG. Il s'agit d'une activité qui a eu des résultats positifs et le HCR sur base des directives reçues sur les plans d'accélération favorisera des partenariats avec des OSC et activistes locaux dans la vulgarisation des lois mais également avec les radios et des influenceurs sur les réseaux sociaux.

Pour le pilier 2

Au cours des 6 prochains mois, il est capital que les perspectives du pilier-2 se focalisent sur un arsenal d'activités visant à mettre en place des stratégies pour renforcer la participation des groupes les plus défavorisés dans les planifications et la mise en œuvre des plans et stratégies sectoriels des différents départements au niveau local et national. Par ailleurs, il sera important de planter les décors pour mener à bien les initiatives visant à faire un état de lieu des mécanismes multipartites de coordination et de suivi des VBG pour un éventuel renforcement institutionnel qui permettra aux départements de bien suivre et coordonner les activités de prévention et de lutte contre les VBG, VFF et les pratiques néfastes. Compte tenu de la mise en place du Conseil National de la Transition et ses différentes commissions, les six prochains mois seront mis à profit pour amorcer les activités robustes de plaidoyer auprès des élus nationaux (CNT) et locaux et certains hauts fonctionnaires issus de différents départements ministériels. Ces activités de plaidoyer auront comme objectif de renforcer et/ou plaider pour l'affectation des budgets, fonds conséquent et un personnel expérimenté et dévoué dans la mise œuvre des programmes multisectoriels et des stratégies et politiques ciblées pour mettre fin aux VBG et aux pratiques néfastes faites aux femmes et aux filles.

Pour les piliers 3 et 4

Afin de démarrer effectivement les activités de terrain de 2021 pour les 6 prochains mois, l'équipe Initiative Spotlight est en train d'accélérer la mise à disposition des fonds auprès des partenaires :

- ‡ Renforcer la prévention des MGF, mariages d'enfants, Covid-19, viols et autres agressions sexuelles et physiques sur les adolescentes dans les structures de santé et par les agents des santé communautaires dans les écoles et en dehors des écoles par la diffusion de chartes de bonnes pratiques sur les mariages d'enfants, MGF, agressions sexuelles et physiques et autres formes de VBG.
- ‡ Renforcer la durabilité par le renforcement des capacités des structures productrices de statistiques afin de répondre aux besoins importants identifiées lors de l'étude diagnostique menée en 2020 et comme part du plan d'accélération.
- ‡ Dispenser des leçons modèles et diffuser les bandes dessinées sur les mariages d'enfants et les MGF dans les écoles pour mieux prévenir les VBG en milieu scolaire.
- ‡ Renforcer la mobilisation sociale et l'implication des hommes, garçons, filles et femmes modèles, positifs, ambassadeurs en faveur du changement de normes sociales positives tenant compte des mesures barrières sur la Covid-19.

- Renforcer l'engagement des adolescentes et des jeunes en tant qu'acteurs de changement à travers des approches innovantes au niveau communes, villages (Protocole de prestation avec AEJT& CCNEJ).
- Mettre en place et rendre dynamique des réseaux d'hommes et de garçons pour plaider contre les VBG, les pratiques néfastes et promouvoir les droits à la SR des femmes et des filles y compris la prévention du Covid-19.
- Appuyer les leaders religieux et traditionnels à organiser des prêches et des causeries en faveur de l'abandon des VBG/VBG, MGF, ME, la promotion des droits des femmes et des filles, de la SR et des normes sociales positives dans les mosquées, les églises et les places publiques ;
- Assurer la tenue des Visites Programmatiques des projets, des revues conjointes des projets et tirer les recommandations pour améliorer la phase 2 du programme et d'autres programmes travaillant dans le même domaine.
- Opérationnaliser les One Stop Centers installés recensement : il s'agira de rendre fonctionnels, les unités de prise en charge dont les locaux viennent d'être installés afin de faciliter l'accès à l'information sur les Droits des Femmes, la lutte contre les VBG ainsi que les services de qualité accessible et acceptables.
- Accélérer le processus de création de la base de données en apportant un appui financier et technique au PNVBG.
- Initier le renforcement des capacités des cadres de L'Institut National de la Statistique qui pourrait rapidement répercuter sur les autres acteurs s'il est fait tôt.
- Faire le suivi des recommandations faites aux partenaires. Cela pourrait permettre de s'assurer que toutes les insuffisances constatées en 2020 sont en train d'être corrigées par les partenaires.
- Faire le Suivi pour la réalisation de l'objectif 75% d'ici fin mars. Il s'agira pour l'équipe de gestion de Spotlight de renforcer le suivi budgétaire auprès des partenaires afin de s'assurer que les dépenses sont conformes.

Pour le pilier 5

- Renforcer la durabilité : contribution au renforcement des capacités des structures productrices de statistiques afin de répondre aux besoins importants identifiés lors de l'étude diagnostique menée en 2020 et comme part du plan d'accélération.
- Accélérer le processus de création de la Base de données avec la PNVBG.
- Initier la Formation de L'institut national de la Statistique : Cette activité de renforcement de l'INSTAT peut rapidement répercuter sur les autres acteurs.
- Faire le suivi des recommandations auprès des partenaires pour s'assurer que toutes les insuffisances constatées en 2020 soient corrigées par les partenaires.
- Faire le suivi pour la réalisation de l'objectif 75% d'ici fin mars : il s'agira ici pour l'équipe de gestion de Spotlight de renforcer le suivi budgétaire auprès des partenaires afin de s'assurer que les dépenses des fonds seront faites comme prévu ;
- Assurer la tenue des Visites Programmatiques des projets, des revues conjointes des projets et tirer les recommandations pour améliorer la phase 2 du programme et d'autres programmes travaillant dans le même domaine.

Annexe A

Cadre de résultats à compléter dès transmission par le Secrétariat du Spotlight (New York)

Mali Annex A 2020

Outcome 1 Summary table					
Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes
	Legal age of marriage				
Indicator 1.1 Laws and policies on VAWG/HP in place that adequately respond to the rights of all women and girls, including exercise/ access to SRHR, and are in line with international HR standards and treaty bodies' recommendations.	0.75	0.75	0.75	0.00	
	Parental Authority in Marriage				
	0.50	0.50	0.50	0.00	
	Parental Authority in Divorce				
	0.50	0.50	0.50	0.00	
	Inheritance rights of Widows				
	0.50	0.50	0.50	0.00	
	Inheritance rights of Daughters				
	0.50	0.50	0.50	0.00	
	Laws on Domestic Violence				
	0.75	0.75	0.75	0.00	
	Laws on Rape				
	0.50	0.50	0.50	0.25	
Laws on Sexual Harassment					
0.75	0.75	0.75	0.25		
	National level				
Indicator 1.2 National/and/or sub-national evidence-based, costed and funded action plans and M&E frameworks on VAWG/HP are in place that respond to the rights of all women and girls and are developed in a participatory manner.	Evidence-based Costed Participatory Development	Evidence-based Costed Participatory Development	Evidence-based Costed Funded M&E framework Participatory Development	Evidence-based Costed Participatory Development	i) National action plan 2019-2023 of the national strategy for the abandonment of GBV and harmful practices (PTN) of October 5, 2018; ii) National action plan for the implementation of Resolution 1325 (signed in November 2020 by the Prime Minister)
	Sub-National Level				
	Does not apply/ there is no plan	Does not apply/ there is no plan	Does not apply/ there is no plan	Does not apply/ there is no plan	
Indicator 1.3 Laws and policies are in place that guarantee the ability of women's rights groups, autonomous social movements, CSOs and women human rights defenders/feminist activists to advance the human rights agenda.	Yes	Yes	Yes	Yes	Targets are achieved. Mali had ratified these international conventions well before the SI: (i) ICESR in 1974; (ii) ICCPR in 1974; (iii) CEDAW in 1985. (iv) CRC in 1990 with a reservation on article 16

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 1	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes
	Developed or Strengthened				
Indicator 1.1.1 Number of draft new and/or strengthened laws and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination developed that respond to the rights of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination and are in line with international HR standards, within the last year.	0	0	1	5	The draft law against GBV was withdrawn by the Ministry in charge of gender following difficulties encountered with some stakeholders, particularly the Islamic High Council.
Indicateur 1.1.4 Number of women's rights advocates with strengthened capacities to draft legislation and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination, within the last year.	0	80	0	300	This activity has not been carried out,
	Parliamentarians				
Indicator 1.1.5 Number of Parliamentarians and staff of human rights institutions with strengthened capacities to advocate for, draft new and/or strengthen existing legislation and/or policies on ending VAWG and/or gender equality and non-discrimination and implement the same, within the last year.	0	20	0	70	i) This activity was not carried out because of the COVID-19 related sanitary situation. However, a partnership with the National Assembly was initiated and a capacity building plan for parliamentarians has been developed, targeting the 147 members of Parliament. It will be implemented in 2021. ii) 17 members and assistants (including 7 women) of the national commission for human right improved their knowledge on gender and gender based violences so they can analyze and elaborate laws on EVAW
	Women Parliamentarians				
	0	6	0	21	
	Human Rights Staff				
	0	25	17	90	
Women Human Rights Staff					
	0	7	7	26	
	National				
Indicator 1.2.1 Number of evidence-based national and/or sub-national action plans on ending VAWG developed that respond to the rights of all women and girls, have M&E frameworks and proposed budgets within the last year.	Evidence-based Programs & activities costed M&E Plan	Evidence-based Programs & activities costed M&E Plan Needs of ALL women & girls	Evidence-based Programs & activities costed M&E Plan	Evidence-based Programs & activities costed M&E Plan Needs of ALL women & girls	i) The National action plan 2019-2023 of the national strategy for the abandonment of GBV and harmful practices (PTN) of October 5, 2018; and the National Action Plan for the implementation of Resolution 1325 are ongoing. ii) Regarding the Sub-national plans, the activity is ongoing with the security sector.
	Sub-National				
	Does not apply/ there is no plan	Does not apply/ there is no plan	Does not apply/ there is no plan	Evidence-based Programs & activities costed M&E Plan	

	Government Officials				
	0	26	15	106	
Indicator 1.2.2 Number of key government officials with strengthened capacities to draft and costed action plans on ending VAWG and accompanying M&E frameworks, within the last year.	Women Government Officials				A pool of 15 national PBSG trainers (including 8 women) from 11 ministries has been set up.
	0	8	8	31	
Indicator 1.3.1 Number of draft laws and/or policies developed that guarantee the ability of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda, within the last year.	0	1	0	4	The 4 available documents do not guarantee the capacity of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda.
	Government Officials demonstrate awareness				
Indicator 1.3.3 Number of key government officials with increased awareness of human rights standards and obligations and strengthened capacities to develop laws and policies that guarantee the ability of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda, within the last year.	0	26	0	106	This activity has not been carried out.
	those Officials who participate in developing laws & policies				
	0	12	0	49	
	Women Government Officials demonstrate awareness				
	0	8	0	32	
	Women Officials who participate in developing laws & policies				
	0	4	0	15	
	Women Human Rights Defenders demonstrate awareness				
Indicator 1.3.4 Number of women human rights defenders with strengthened capacities to contribute to the development of laws and policies that guarantee the ability of women's rights groups, CSOs and women human rights defenders to advance the human rights agenda.	0	80	0	300	This activity has not been carried out.
	Contribute to developing laws and policies				
	0	25	0	100	

Outcome 2 Summary table						
Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes	
Indicator 2.1 Existence of a functioning regional, national and/or sub-national coordination and oversight mechanisms at the highest levels for addressing VAWG/HP that include representation from marginalized groups.	No	No	Yes	Yes	Les mécanismes sont en cours de mis en place, Cette information sera disponible d'ici juin 2021	
	Is there a national budget allocation?					
Indicator 2.2 Percentage of national budget being allocated to the prevention and elimination of all forms of VAWG/HP.	No	Yes	Yes	Yes	Actuellement il n'y a pas de traçabilité budgétaire, il est difficile d'identifier exactement la part du budget national alloué à la prévention et à l'élimination de toutes les formes de VFF, VBG, PN	
	What is the percentage of national budgets being allocated?					
	0.00%	0.05%	0.00%	1.00%		
	Health					
Indicator 2.3 Extent to which VAWG/HP is integrated in 5 other sectors (health, social services, education, justice, security, culture) development plans that are evidence-based and in line with globally agreed standards.	Medium integration	High integration	Name of Plan: Plan National de Santé Level of Integration: Medium	High integration	En cours	
	Education					
	Low integration	Medium integration	Name of Plan: Plan National d'Education, Level of Integration: Low	Medium integration		
	Justice					
	Low integration	Medium integration	Name of Plan: Plan National d'Education, Level of Integration: Low	Medium integration		
	Security					
	Low integration	Medium integration	Name of Plan: Plan National d'Education, Level of Integration: Low	Medium integration		
	Social Services					
	No integration	Low integration	Name of Plan: Plan National Services Sociaux, Level of Integration: Low	Low integration		
	Culture					
No integration	Low integration	N/A	Low integration			

Output Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes
Indicator 2.1.1 Number of institutions that develop strategies, plans and/or programmes to prevent and respond to VAWG, including for those groups of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination.	0	4	1	12	RAS
Indicator 2.1.2 Internal and external accountability mechanisms within relevant government institutions in place to monitor GEWE and VAW/HP.	No	Yes	No	Yes	En cours
	Health				
Indicator 2.1.3 Number of strategies, new plans and programmes of other relevant sectors (health, social services, education, justice, security, culture) that integrate efforts to combat VAWG developed in line with international HR standards, within the last year.	Medium integration	High integration	0	High integration	En cours d'identification
	Education				
	Low integration	Medium integration	0	Medium integration	
	Justice				
	Low integration	Medium integration	0	Medium integration	
	Security				
	Low integration	Medium integration	0	Medium integration	
	Social Services				
	No integration	Low integration	0	Low integration	
	Culture				
No integration	Low integration	0	Low integration		
	Government Officials				
Indicator 2.1.8 Number of key government officials with strengthened capacities to integrate efforts to combat VAWG into the development plans of other sectors, within the last year.	0	12	9	60	Hormis ces ministères touchés légèrement par les formations, d'autres ministères ont été touchés comme la Promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille, Décentralisation, Jeunesse et des Sports, Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté et l'Economie et des Finances.
	Women Government Officials				
	0	6	4	30	

Indicator 2.2.1 Multi-stakeholder VAWG coordination mechanisms are established at the highest level and/or strengthened, and are composed of relevant stakeholders, with a clear mandate and governance structure and with annual work plans, within the last year.	Composed of relevant stakeholders with a clear mandate and governance structure with annual work plans	Composed of relevant stakeholders with a clear mandate and governance structure with annual work plans	Composed of relevant stakeholders with a clear mandate and governance structure with annual work plans	Composed of relevant stakeholders with a clear mandate and governance structure with annual work plans	En cours, d'ici juin 2021, cet indicateur sera renseigné
Indicator 2.2.2 Number of national and sub-national multi-stakeholder coordination mechanisms in place that include representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination.	0	1	0	3	Les mécanismes sont en cours de mise en place, d'ici juin 2021 cet indicateur sera renseigné
Indicator 2.2.3 Number of national and sub-national multi-stakeholder coordination mechanism that are costed	4	1	0	4	En cours
	National Level Meetings				
Indicator 2.2.4 Number of meetings of regional, national and/or sub-national multi-stakeholder coordination mechanisms, within the last year.	2	3	0	1	Les mécanismes multipartites de coordination sont en cours de mise en place, d'ici juin 2021, cet indicateur sera renseigné
	Sub-National Level Meetings				
	2	2	0	8	
Indicator 2.3.1 Number of dedicated and multi-sectoral programmes developed that include proposed allocations of funds to end VAWG, within the last year.	0	2	0	4	Identification des programmes en cours
	Parliamentarians				
Indicator 2.3.2 Percentage of Parliamentarians with strengthened knowledge and capacities to hold relevant stakeholders accountable to fund and implement multi-sectoral programmes to address VAWG, within the last year.	0	30	0	120	En cours, les données seront disponibles d'ici juin 2021
	Women Parliamentarians				
	0	5	0	14	

Indicator 2.3.3 Number of key government officials with greater knowledge, capacities and tools on gender-responsive budgeting to end VAWG, within the last year.	0	25	38	106	RAS
	0	10	6	40	
Indicator 2.3.4 Number of women's rights advocates with greater knowledge and capacities on gender-responsive budgeting to end VAWG.	0	50	0	250	L'activité sera réalisée d'ici fin Juin

Outcome 3 Summary table					
Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes
Indicator 3.1 Percentage of people who think it is justifiable for a man to (subject) beat his wife/ intimate partner.	47.0 %	47.0 %	47.0 %	45.0 %	This is an Outcome indicator that is not measured on an annual basis. Data for 2020 are not available
	FGM				
Indicator 3.2 a) Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl to FGM (in areas where FGM takes place). b) Percentage of people who think it is justifiable to subject a woman or girl child marriage.	74.5 %	74.5 %	74.5 %	73.0 %	This is an Outcome indicator that is not measured on an annual basis. Data for 2020 are not available
	Child Marriage				
	No data				

Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes
Indicator 3.1.1 Existence of a draft new and/or strengthened Comprehensive Sexuality Education in line with international standards	No	Yes	No	Yes	<p>La situation socio politique du pays en plus de celui de la COVID 19 n'ont pas permis d'avancer dans l'atteinte de certains résultats notamment ceux liés aux secteurs de l'éducation. En ce qui concerne l'existence d'un draft de programme national consensuel d'éducation en santé de la reproduction des adolescent/es et jeunes conforme aux standards internationaux, au-delà des 2 rencontres formelles tenues avec le MEN, notamment la Direction Nationale de la Pédagogie en étroite collaboration avec la Direction Nationale de l'Enseignement Normal et la Conseillère Genre du MEN et le draft des TDR et budget élaborés, il n'y a pas eu de progrès.</p> <p>Des dispositions sont en cours pour avancer sur ce programme avec les autres parties prenantes notamment les autres secteurs, les ONG Internationales (CARE, SAVE), le SNU (UNFPA, UNESCO) afin d'avoir des modules clés du programme intégrés dans les curricula de formation des enseignants, acteurs de la santé et travailleurs sociaux, et testés dans les régions d'intervention en 2021.</p>
	In-School Programmes				
Indicator 3.1.2 Number of young women and girls, young men and boys who participate in either/ both in- and out-of school programmes that promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours and exercise of rights, including reproductive rights, within the last year.	0	75,000	8,386	300,000	<p>Au total 159 226/600 000 adolescents, jeunes filles et garçons ont participé à des programmes qui promeuvent les normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre y compris la santé reproductive, la prévention de la Covid19 et les risques accrus liés à l'augmentation des VBG en milieu scolaires et en dehors. Ainsi, 8386 personnes ont été sensibilisées dans les écoles (dont 1968 femmes, 3277 filles, 2957 garçons et 184 hommes) et hors de l'école (150 840 dont 57 306 filles et jeunes femmes et 93 534 garçons et jeunes hommes) à Yélimané, Kolokani et le District de Bamako. Ces adolescents devenus des acteurs de changement, contribuent à la prévention des VBG à l'école et en dehors de l'école. Le Covid-19 a négativement impacté l'atteinte de ce résultat à cause des fermetures prolongées des écoles.</p>
	In-School Programmes Girls				
	0	50,000	3,277	200,000	
	In-School Programmes Boys				
	0	25,000	5,109	100,000	
	Out-of-School Programmes				
	0	75,000	150,840	300,000	
	Out-of-School Programmes Girls				
	0	50,000	57,306	200,000	
Out-of-School Programmes Boys					
0	25,000	93,534	100,000		

	National and/or Sub-National Level				
Indicator 3.1.3 Number of national and/or subnational programmes developed for inclusion in educational curricula to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including targeting young women and girls, young men and boys facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	1	1	2	1	Des leçons modèles et chartes de bonnes pratiques sur les VBG ont été conçues avec les responsables du secteur éducatif, les élèves et parents d'élèves et dispensées dans les écoles à Kolokani, Kati, Yelimane, Diéma et Bamako. Ces élèves renforcé(e)s ont acquis des connaissances et compétences pour influencer les changements des comportements au sein de leur famille respective. Des bandes dessinées conçus sur les MGF avec le PNLE et UNFPA, sur le mariage d'enfant avec le MEN, l'UNICEF et USAID et des boîtes à images d'autres partenaires ont été utilisés pour adresser les programmes à l'école et en dehors de l'école. Ces bandes dessinées reproduites ont été largement diffusées auprès des élèves qui les utilisent à l'école et en dehors pour faire la prévention des MGF et mariage d'enfant et autres formes de VBG. 1. Lecons modeles sur les VBG 2. Charte de bonnes pratiques sur les VBG, including LNOB ? : Yes, SubNational 3. Bandes dessinees sur les MGF et mariages d'enfants produits par d'autres partenaires multipliés et utilisées pour la prévention des VBG a l'ecole et en dehors.
Indicator 3.2.1 Number of women, men, girls and boys who regularly attend community programmes to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women's and girls' sexuality and reproduction, within the last year.	0	150,000	139,327	600,000	La mobilisation sociale a permis de sensibiliser et informer en 2020 139,327 personnes (dont 21,820 hommes, 40,437 femmes, 26,779 garçons et 50,291 filles) portant le total des personnes informées, sensibilisées directement à 966,836/600,000 personnes (234,258 hommes, 513,008 femmes, 101,039 garçons et 118,531 filles) sur les VBG, la santé de la reproduction et les services de prise en charge disponibles dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le District de Bamako et contribuent à la prévention et aux référencement des cas de VBG vers les services appropriés de prise en charges.
Indicator 3.2.4 Number of communities with advocacy platforms established and/or strengthened to promote gender-equitable norms, attitudes and behaviours, including in relation to women and girls' sexuality and reproduction.	8	150	1,179	600	1179/600 plateformes de plaidoyer communautaires mise en place et fonctionnelles à l'école dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le District de Bamako contribuent efficacement à la prévention et gestion des cas des VBG. Ainsi, 30 comités d'éveils à Koulikoro (14) et Sikasso (16) ont sensibilisées, informées 4820 personnes (1027 hommes, 2791 femmes, 338 garçons, 664 filles) sur les VBG et gérés 294 cas de VBG.

	National and/or Sub-National Level				
Indicator 3.2.5 Number of campaigns challenging harmful social norms and gender stereotyping, including of women and girls facing intersecting and multiple forms of discrimination, developed and disseminated during the past year.	0	5	0	6	La pandémie du COVID19 couplée au contexte sécuritaire instable avec le coup d'état et l'insécurité, aucune campagne n'a pu être organisée en 2020. Cependant, les déclarations faites en 2019, lors des tournées du théâtre Forum ont permis aussi de véhiculer des messages sur la masculinité positive à travers les médias, réseaux sociaux largement utilisés en plus de la campagne MenEngage.
Indicator 3.2.6 Number of networks of men and boys developed and/or strengthened to advocate against VAWG and stand for promoting gender equitable values and behaviours during the past year.	0	16	8	42	8 réseaux d'hommes et de garçons (04 réseaux d'hommes et 04 réseaux de garçons mis en place) : 4 à Koulikoro (Communes de Nonkon et Guihoyo) et 04 à Kayes (Communes de Yelimane et Diéma) ont été renforcés pour plaider contre les VFF, y compris les VSBG et pratiques néfastes et pour promouvoir les droits à la SSR des femmes et des filles y compris les risques accrus des VBG liés aux COVID 19 et les mesures de prévention réponse au COVID19.
Indicator 3.3.3 Number of news and other media stories/reports that sensitively report on VAWG and GEWE more broadly, in the last year.	0	15	0	18	
	Journalists				
Indicator 3.3.4 Number of journalists with strengthened capacity to sensitively report on VAWG and GEWE more broadly.	0	30	40	55	Les capacités de 40 journalistes (29 hommes et 11 femmes) et 116 communicateurs traditionnels (92 hommes, 24 femmes de castes) très écoutés par la communauté ont été renforcées sur le traitement et la diffusion des informations sur les VBG, les droits de la femme et de la fille, la Santé de la Reproduction, les normes sociales positives et le rapportage, conformément aux principes directeurs établis pour véhiculer des messages positifs sur l'égalité de genre.
	Women Journalists				
	0	15	11	27	
	Decision Makers				
Indicator 3.3.5 Number of key informal decision makers and decision makers in relevant institutions with strengthened awareness of and capacities to advocate for implementation of legislation and policies on ending VAWG and for gender-equitable norms, attitudes and behaviours and women and girls' rights, within the last year.	0	40	120	100	120 leaders influents (dont 4 femmes conseillères et 89 hommes) leaders religieux, traditionnels, relais communautaires, autorités traditionnelles influentes ont été renforcés pour plaider pour l'abandon des VBG, l'application des législations de défenses des droits humains. Des sessions sur les risques accrus des VBG liés aux COVID 19 et les mesures de prévention réponse au COVID19 ont aussi été organisées avec ces personnes influentes pour contribuer à la réduction de la propagation de la maladie COVID 19.
	Women Decision Makers				
	0	20	4	50	

Outcome 4 Summary table						
Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes	
	Reported					
Indicator 4.2 a) number of VAWG cases reported to the police; b) number of cases reported to the police that are brought to court, and c) number of cases reported to the police that resulted in convictions of perpetrators.	800	400	800	200	There is currently no comprehensive data capture mechanism for reporting to the police and the court. The information provided is the police's green line estimates.	
	Brought to Court					
	20	20	20	80		
	Convictions					
	15	20	No data	100		
	MIS					
Indicator 4.3 A dedicated VAWG management information system (MIS) is in place at national level which can measure number of women/girl victims/survivors of violence that have received quality, essential multi-sectoral services.	No	No	Yes	Yes	Discussion is ongoing to set up the mechanism at national level	
	Developed					
Indicator 4.1.3 Existence of national guidelines or protocols that have been developed and/or strengthened in line with the guidance and tools for essential services.	No	Yes	Yes	Yes	The document has already been developed and will soon be disseminated to the actors involved in the management of GBV survivors.	
	Government Service Providers					
Indicator 4.1.4 Number of government service providers who have increased knowledge and capacities to deliver quality and coordinated essential services to women and girl survivors of violence, within the last year.	0	40	301	140	There are no specific services for women from which the beneficiaries of the reinforcement come. They come mainly from mixed services (fair, medical, social). Also, some services are not available this year; however, steps will be taken to make this possible in 2021.	
	Women Government Service Providers					
	0	15	150	52		
	Women's Rights Organizations					
Indicator 4.1.5 Number of women's rights organisations who have increased knowledge and capacities to deliver quality, coordinated essential services to women and girls' survivors of violence, within the last year.	0	20	34	100	LNOB had not specifically target in 2020	
	LNOB					
	0	0	0	0		
	Grassroots					
	0	20	34	70		

	Developed				
Indicator 4.1.3 Existence of national guidelines or protocols that have been developed and/or strengthened in line with the guidance and tools for essential services.	No	Yes	Yes	Yes	The document has already been developed and will soon be disseminated to the actors involved in the management of GBV survivors.
	Government Service Providers				
Indicator 4.1.4 Number of government service providers who have increased knowledge and capacities to deliver quality and coordinated essential services to women and girl survivors of violence, within the last year.	0	40	301	140	There are no specific services for women from which the beneficiaries of the reinforcement come. They come mainly from mixed services (fair, medical, social). Also, some services are not available this year; however, steps will be taken to make this possible in 2021.
	Women Government Service Providers				
	0	15	150	52	
	Women's Rights Organizations				
Indicator 4.1.5 Number of women's rights organizations who have increased knowledge and capacities to deliver quality, coordinated essential services to women and girls' survivors of violence, within the last year.	0	20	34	100	LNOB had not specifically target in 2020
	LNOB				
	0	0	0	0	
	Grassroots				
	0	20	34	70	
	Number of Networks identified at Baseline				
Indicator 4.1.8 Number of local networks established among authorities and communities to prevent and respond to VAWG that include adequate representation of women and girls facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	0	15	31	40	
	a) Girls with Knowledge of ES				
Indicator 4.2.1 Number of women and girl survivors of violence and their families including groups facing multiple and intersecting forms or discrimination that have increased knowledge of a) quality essential services, and b) accompaniment/support initiatives, including longer-term recovery services, within the last 12 months.	0	10,000	200	40,000	
	a) Women with Knowledge of ES				
	0	12,000	406	40,000	
	b) Girls with Knowledge of Recovery Services				
	0	50,000	0	179,000	
	b) Women with Knowledge of Recovery Services				
0	2,000	0	60,000		

	a) Girl with Access to ES				
Indicator 4.2.2 Number of women and girl survivors/ victims and their families, including groups facing multiple and intersecting forms or discrimination, that have increased ACCESS to a) to quality essential services and b) accompaniment/ support initiatives, including longer-term recovery services, within the last 12 months.	0	10,000	200	20,000	
	a) Women with Access to ES				
	0	10,000	406	20,000	
	b) Girls with Access to Recovery Services				
	0	45,000	0	139,000	
	b) Women with Access to Recovery Services				
	0	50,000	0	139,000	
Strategies Designed					
Indicator 4.2.3 Existence of strategies for increasing the knowledge and access to services for women and girls, including groups facing multiple and intersecting forms of discrimination.	No	Yes	No	Yes	there is still no such strategy formally developed in Mali
	Strategies Designed that include LNOB				
	No	No	No	Yes	

Outcome 5 Summary table						
Outcome Indicator	Baseline	Milestone 2	Results for Reporting Period (2020)	Target	Reporting Notes	
	Reported					
Indicator 5.1 Existence of globally comparable data on the prevalence (and incidence, where appropriate) of VAWG/HP, collected over time.	Yes	Yes	Yes	Yes	Through the national study called EDMS, Mali estimates the prevalence of gender-based violence in a standardized manner.	
	Yes	Yes	Yes	Yes		
	IPV					
Indicator 5.2 Existence of publicly available data, reported on a regular basis, on various forms of VAWG/HP (at least on intimate partner violence, non-partner sexual violence, harmful practices when relevant, and trafficking and femicide) at country level.	No	Yes	No	Yes	Non, pas pour l'instant, cela serait possible une fois la base de données Nationale sur les VBG est mise en place et cela est actuellement un objectif de Spotlight Initiative.	
	FGM					
	No	Yes	No	Yes		
	Child Marriage					
	No	Yes	No	Yes		
Femicide						
	N/A Not applicable					
Indicator 5.1.1 Number of National Statistical Offices that have developed/adapted and contextualized methods and standards at national level to produce prevalence and/or incidence data on VAWG.	No	Yes	No	Yes	No, however this action is ongoing through the established partnership and the initiatives underway.	

Indicator 5.1.2 A system to collect administrative data on VAWG/HP, is in place and in line with international standards, across different sectors.	No	Yes	No	Yes	No, however the national database currently being set up should make this possible
	National Statistics Officers				
Indicator 5.1.3 Number of National Statistical Officers who have enhanced capacities to produce data on the prevalence of VAWG/HP, and incidence where appropriate, within the last year.	0	15	0	80	All capacity building for workers in the national statistical system is planned for 2021
	Women National Statistics Officers				
	0	5	0	20	
	Knowledge products				
Indicator 5.2.1 Number of knowledge products developed and disseminated to the relevant stakeholders to inform evidence-based decision making, within the past 12 months.	1	2	4	7	
	Government Personnel				
Indicator 5.2.3 Number of government personnel, including service providers, from different sectors with strengthened capacities on analysis and dissemination of prevalence and/or incidence data on VAWG, within the last year.	0	20	0	110	0; Mali is at the analysis level; reinforcement sessions are planned for 2021
	Women Government Personnel				
	0	5	0	20	

Outcome 6 Summary table					
Outcome Indicator	Baseline		Results for	Target	Reporting Notes
Indicator 6.2 Extent to which there is an increased use of social accountability mechanisms by civil society in order to monitor and engage efforts to end VAWG.	0	5	0	5	The activity was not carried out.
Indicator 6.3 Proportion of women's rights organizations, autonomous social movements and CSOs, including those representing youth and groups facing multiple and intersecting forms of discrimination/marginalization, report having greater influence and agency to work on ending VAWG.	0	10	0	50	The activity has not been carried out yet.
Indicator 6.1.1 Number of jointly agreed recommendations on ending VAWG produced as a result of multi-stakeholder dialogues that include representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	0	5	0	20	The activity has not been carried out yet.
Indicator 6.1.2 Number of official dialogues about ending VAWG with relevant government authorities that include the full participation of women's rights groups and relevant CSOs, including representatives of groups facing multiple and intersecting forms of discrimination, within the last year.	1	1	0	5	The activity has not been carried out yet.
Indicator 6.1.4 Number of women's rights groups, networks and relevant CSOs with strengthened capacities to network, partner and jointly advocate for progress on ending VAWG at local, national, regional and global levels, within the last year.	0	30	2	100	2 civil society networks have been settled in Bamako and Koulikoro region to strengthen advocacy for the harmonization of the legal framework of Mali with international norms and standards.
Indicator 6.2.1 Number of supported women's right groups and relevant CSOs using the appropriate accountability mechanisms for advocacy around ending VAWG, within the last year.	0	30	0	100	The activity has not been carried out yet. A numerical directory of more than 250 women's rights groups and civil society organizations (CSOs) working in the area of gender equality and GBV has been set up and is available. The directory will be put online to make it accessible to all program stakeholders as well as other partners working in Mali.

Annexe B

Matrice des risques

Évaluation des risques (Tout le texte du rapport de gestion des risques : Arial 10 points, normal)	Probabilité : Presque certaine - 5 Probable - 4 Possible - 3 Improbable - 2 Rare - 1	Impact : Extrême - 5 Majeur - 4 Modéré - 3 Mineur - 2 Insignifiant - 1	Surveillance des risques : Comment (et à quelle fréquence) votre programme a-t-il surveillé les risques pendant la période de rapport ?		Faire face au risque Veillez inclure les mesures d'atténuation et / ou d'adaptation prises au cours de la période de référence.	Personne / unité responsable
			Périodicité	Source pour la surveillance		
Risques contextuels						
Risque de l'instabilité liée au conflit avec forte probabilité d'affecter les zones d'intervention de l'Initiative Spotlight	Probable-2	Modéré – 3	Toutes les 2 semaines	Réunions régulières de SMT/s Rapports périodiques des IPs sur le contexte	En 2020, on a constaté une détérioration de la situation sécuritaire au Mali avec le coup d'état et la situation d'insécurité qui sévit au centre et au nord du pays. Ces risques ont été mitigés à travers les mesures ci-dessous prises : Suivi et prise en compte permanente de la situation sécuritaire à travers les alertes de UNDSS : Au-delà de l'utilisation permanente des informations lors des sorties de terrain, la détérioration de la situation sécuritaire due au conflit post électoral à amener l'équipe du programme à monitorer les informations sécuritaires et planifier les actions en conséquence. Réduction des mouvements de terrain y compris dans la ville de Bamako : Pour ce qui est des 4 régions et du district de Bamako qui sont les régions les plus affectées par les soulèvements populaires, le programme a suivi les instructions de l'Agent Habilité (le D.O) et réduit dans la mesure du possible, les sorties ou organisations des activités non nécessaires.	Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies

					Renforcement de la communication avec les acteurs terrains pour le partage des informations liées au contexte à la suite des évaluations régulières des risques de sécurité. Les stratégies d'intervention sont évaluées pour s'adapter à l'évolution de la conjoncture politique et sécuritaire.	
Risque de l'inadaptation du cadre législatif et politique : Non harmonisation de la législation nationale avec les conventions internationales, non insertion des textes ratifiés dans le journal officiel, mise en avant des règles de la coutume au détriment du droit.	Probable - 4	Modéré - 3	Mensuelle	Note de contingence sur les impacts du Covid-19 dans la mise en œuvre des activités du programme. Réunions mensuelles des Clusters des VBG	<p>Pour ce point, des mesures de mitigation ont été mises en place par l'équipe Spotlight du Mali :</p> <p>Planification d'activités par rapport au pilier 1 visant à faire prendre conscience par les parlementaires du non-alignement des textes du Mali sur les standards internationaux</p> <p>Le pilier 1 du programme dédié au cadre politique dispose de certaines activités qui réduiront cet obstacle. Dans le contexte actuel du Mali (dissolution de l'Assemblée Nationale), un travail préliminaire sera fait avec les différentes sections de l'Assemblée Nationale et du Conseil national de la Transition (CNT). Une révision du Plan de Travail entre le Pilier-2 et le Ministère de la Promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille et son adaptation a été effectuée. De plus, une réorientation de certaines activités a eu lieu de commun accord avec toutes les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du pilier-2.</p>	Experts agences, RCO

<p>Risque de la persistance d'un environnement anti – droits (extrémisme violent, expansion des groupes armés) qui se traduit par une faible capacité d'action des défenseurs des droits, en particulier dans les zones d'instabilité.</p>	<p>Probable - 4</p>	<p>Modéré - 3</p>	<p>Mensuelle</p>	<p>Réunions mensuelles des Clusters des VBG</p>	<p>La mesure principale de mitigation relative à la résistance de l'environnement est : l'implication des groupes sociaux</p> <p>A ce niveau, le programme a déjà mis au cœur de la communication certains acteurs clés, très écoutés comme des leaders traditionnels et religieux, les artistes chanteurs et slammeurs. Ces actions seront renforcées par la collaboration avec les groupes de jeunes pour une plus grande communication à travers les réseaux sociaux. L'équipe du programme SI Mali envisage de mitiger ce risque à travers une série d'actions dont les 2 plus importantes sont :</p> <p>Un Plan de renforcement de l'Assemblée Nationale élaboré : afin de garantir l'obtention des résultats du programme relatifs au cadre légal et législatif, un plan de renforcement des capacités de l'Assemblée Nationale pour permettre aux parlementaires de mieux comprendre les textes internationaux ainsi que leurs rôles dans l'harmonisation de l'environnement législatif avec les normes et standards internationaux en matière d'égalité de genre sera élaboré: Les piliers 1 et 2 du programme disposent de certaines activités qui réduiront cet obstacle.</p> <p>La mise en œuvre de la feuille de route pour l'adoption de la loi VBG : En appui aux actions de renforcement de capacités des acteurs institutionnels devant voter la loi, il est crucial d'effectuer un travail de mobilisation communautaire. Cette mobilisation devra s'appuyer sur une compréhension des communautés, des leaders religieux influents, des leaders communautaires, parents, etc.</p> <p>Conduite d'étude au niveau locale afin de mieux comprendre les communautés et les questions VBG avant intervention : Afin d'impacter réellement sur l'environnement d'intervention, des études CAP (Connaissances Attitudes et pratiques) qui ont été menées. Elles visent à creuser davantage, certaines questions au sein d'une communauté donnée sur une thématique donnée. Elles permettent de connaître les causes profondes de certains faits, de jauger le niveau de la connaissance de communautés sur la problématique et donc de savoir ce sur quoi orienter spécifiquement l'intervention. C'est donc ce type d'étude que certains partenaires ont réalisée afin d'ajuster le contenu de leurs interventions et d'utiliser de nouvelles approches d'interventions.</p>	<p>RCO/ Experts des agences/ M&E Spécialiste</p>
--	---------------------	-------------------	------------------	---	--	--

<p>Risque d'accès limité aux infrastructures routières rendant difficile l'accès aux villages</p>	<p>Presque Certain - 5</p>	<p>Major - 4</p>	<p>Hebdomadaire/mensuelle (dépendant des agences)</p>	<p>Rapport hebdomadaire de suivi des IPs</p>	<p>Pour les difficultés d'accès liées au programme d'infrastructures routières, les mesures de mitigation ont été les suivantes : Renforcement de la communication avec les partenaires de terrain : A la date d'aujourd'hui, toutes les agences impliquées dans la mise en œuvre de Spotlight ont des partenaires de mise en œuvre présentes sur le terrain. Une des stratégies utilisées par les agences pour mitiger l'inaccessibilité de certaines zones est de renforcer la communication avec les partenaires (Réunion hebdomadaire/mensuelle). Mise à disposition des matériels roulants adaptés aux zones d'intervention aux OSC partenaires sur fonds UNICEF : Le travail du pilier 3, prévention et transformation des normes sociales exige une présence physique régulière auprès des membres des communautés villageoises. L'UNICEF a prévu dans son plan de travail et plan supply 2020 la mise à disposition de 35 motos aux OSC partenaires pour mitiger ce risque. Les ONG partenaires de UNFPA ont bénéficié des matériels roulants pour la réalisation des activités terrain. Les différents ONE STOP CENTER ont été dotés des matériels et équipements pour une prise en charge de qualité des survivantes.</p>	<p>RCO/ Experts des agences/M&E Spécialiste Chef d'agence.</p>
---	----------------------------	------------------	---	--	---	--

Risque d'absence de tribunaux dans les régions pour rendre justice	Presque Certain - 5	Major - 4	Mensuelle	Rapport des One Stop Center et des ONG intervenant dans la prise en charge holistique (médical, judiciaire, psycho-social et sécurité)	<p>Mise en place de mécanismes communautaires d'alerte des VBG : Le programme a mis en place des mécanismes communautaires tels que les comités d'éveil et d'alerte sur les VBG, les clubs d'élèves, les clubs des maris modèles, les groupements d'adolescentes déscolarisées/non scolarisées, les jeunes et adolescents mis en réseaux sur les réseaux sociaux pour mieux communiquer sur les VBG. Les membres de ces mécanismes communautaires, en plus des journalistes modernes et communicateurs traditionnels formés sur la prévention, le référencement des cas de VBG, contribuent à mitiger ce risque.</p> <p><i>Intensification des activités de terrain des ONG partenaires au sein des ménages/communautés</i> : Tous les partenaires de mise en œuvre basés sur le terrain ont dans leur plan la sensibilisation et le référencement des cas de VBG vers les services de prise en charge appropriés, la porte d'entrée juridique et judiciaire y incluse.</p>	Experts des agences
La loi du silence des femmes et filles victimes des VBG favorise l'impunité des auteurs	Probable - 4 - 3	Modéré - 3	Mensuelle	Rapport des lps intervenant sur la dénonciation des cas de VBG	<p>Intensification des mécanismes communautaires de dénonciation : <i>la dénonciation des cas de VBG a été démystifiée avec des mécanismes mis en place.</i></p> <p>Les One Stop Center installés le plus proches des victimes : Ces centres qui intègrent tous les volets d'accompagnement des survivantes sont de plus en plus proches des communautés et des ONG partenaires sensibilisent les communautés pour y recourir.</p>	RCO/ Experts des agences/M&E Spécialiste

<p>Crise mondiale ou régionale empêche la mise en œuvre ou entraîne des circonstances atténuantes</p>	<p>Possible - 3</p>	<p>Mineur - 2</p>	<p>Mensuelle</p>	<p>Rapports d'analyses internes des agences de mitigation de risques/BCP</p>	<p>L'année 2020 a connu la pandémie du COVID-19 qui a obligé à revoir les stratégies d'intervention et les adapter à ce contexte. Alors les mesures suivantes ont été prises :</p> <p>Identification de ressources au niveau national pour mener certaines activités : Conscient que la COVID-19 est un potentiel risque mondial, l'équipe SI a travaillé de sorte à pouvoir compter sur les ressources humaines locales pour la conduite de certaines actions initialement prévues pour l'expertise internationale ;</p> <p>Prospection de possibilités logistiques : Les équipes des Operations des agences ont activé leurs réseaux afin de rendre possible l'acquisition de certains matériels malgré la fermeture des frontières due à la Covid-19</p> <p>Mitiger l'impact de la covid-19 sur le programme : Le programme a initié la mise en œuvre de certaines activités à travers des rencontres virtuelles (zoom) comme les ateliers de validation de différentes études et évaluations réalisées pendant cette période notamment l'étude de répertoriage et d'évaluation des capacités des OSC et groupes de défenses des droits des femmes.</p> <p>En lieu et place des campagnes de masse, les médias ont été largement utilisés et les actions de communication interpersonnelles multipliées pour atteindre les résultats escomptés.</p> <p>Compte tenu du ralentissement de la mise en œuvre à cause des mesures barrières covid-19 : certaines activités du programme Initiative Spotlight sur tous les piliers se sont vu ralentir à l'aube de la pandémie covid-19. Néanmoins, certaines ont pu être menées à distance et d'autres réajustées permettant ainsi aux leads d'atteindre leurs objectifs.</p>	<p>RCO/ Experts des agences/M&E Spécialiste</p>
---	---------------------	-------------------	------------------	--	---	---

Risques programmatiques						
Risque que l'efficacité du programme ne soit compromise par la capacité limitée des partenaires de mise en œuvre	Possible - 3	Mineur - 2	Mensuelle	Rapport de renforcement des partenaires	<p>La prévention du manque de capacité des partenaires a été faite à travers :</p> <p>Un processus de sélection rigoureuse ainsi que la planification d'activités de renforcement de capacités des partenaires de mise en œuvre sur les objectifs du programme ainsi que les processus de gestion financière et de rapportage.</p> <p>Le monitoring régulier des activités des partenaires sur le terrain.</p> <p>La mise en œuvre des activités (renforcement des capacités) touchant majorité des structures afin de véhiculer des formations ou des expériences avérées en matière de lutte contre les VBG et VFF.</p> <p>Le renforcement des capacités des IP : Des sessions de renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre du programme pour mieux comprendre les objectifs et résultats attendus ainsi que les guidances en matière de communication et suivi évaluation du programme ont été organisées les 13 et 14 mai 2020.</p> <p>Les OSC partenaires de UNICEF ont été formées sur la collecte et la gestion des données : Ce renforcement de capacités a permis d'assurer un suivi et rapportage de qualité des interventions de l'initiative Spotlight. Ainsi, les animateurs, assistants/coordonateurs ont compris l'importance de la gestion d'information, le suivi des indicateurs du projet et leurs rôles respectifs. Ces partenaires se sont familiarisés avec les fiches de collecte des données, les fiches de compilation pour les assistants/coordonateurs et les fiches de monitoring pour le chargé de projet.</p>	RCO/ Experts des agences/M&E Spécialiste

<p>Les fonds ne sont pas dépensés au niveau optimal en raison des limites et des goulots d'étranglement de la capacité d'absorption au niveau national</p>	<p>Improbable - 2</p>	<p>Major - 4</p>	<p>Mensuelle</p>	<p>Rapport de suivi budgétaire</p>	<p>Le risque lié aux fonds dépensés a été prévu pour être mitigé par :</p> <p>La diversification des partenariats ainsi que l'exécution directe de plusieurs activités par les agences elles-mêmes : c'est une démarche qui réduit en partie ce risque.</p> <p>Un plan détaillé est élaboré avec les partenaires avec les budgets correspondant permettant un suivi rapproché.</p>	<p>RCO/ Experts des agences/M&E Spécialiste</p>
<p>Risque de manque de financement pour poursuivre et consolider les résultats du programme des services à la fin du financement de la présente initiative</p>	<p>Possible - 3</p>	<p>Modéré - 3</p>	<p>Trimestrielle</p>	<p>Revue de planification programmatique et budgétaire</p>	<p>Pour la mobilisation de ressources, les actions de mitigation entreprises dans la période en question sont les suivantes :</p> <p>Identification de nouveaux créneaux de financement liés à l'impact de la COVID-19 sur les VBG : l'équipe du Mali a conduit des études prouvant un lien entre les VBG et la Covid-19 afin de pouvoir mobiliser des ressources complémentaires au programme Initiative Spotlight.</p> <p>La complémentarité des programmes avec les programmes existant des agences ainsi, le partenariat avec les structures de l'État : A la fin du programme Spotlight, l'État devrait disposer de capacités nécessaires pour la poursuite d'où la signature de plusieurs partenariats avec les structures étatiques.</p>	<p>RCO/ Experts des agences/M&E Spécialiste</p>

Capacités et connaissances acquises par les différentes parties prenantes dans le cadre de l'Initiative (gouvernement, société civile, etc.) non traduites en actions de transformation	Improbable - 2	Mineur - 2	Trimestrielle	Rapport de suivi de programme par les agences	Toutes les agences ont été responsabilisées pour le suivi des résultats. Cependant, l'action ci-dessous devrait pouvoir réduire l'impact de cela : Mise en place d'un mécanisme de suivi évaluation intégrée : Le Suivi des effets/outcome aussi bien dans jofform que dans les Rencontres des points focaux M&E ont permis de contribuer à réduire ce risque.	RCO/ Experts des agences/M&E Spécialiste
Le manque général d'accès aux nouvelles technologies réduit les possibilités de partage d'informations y compris la disponibilité des données et son utilisation (risque est un nouveau risque)	Improbable - 2	Miner - 2	Mensuelle	Rapport des comités locaux de concertation/ utilisation de méthodes alternatives	Compte tenu de la pandémie de la covid19, tous les partenaires ont développé des moyens de communication afin de pallier les difficultés de communication : Utilisation accrue des plateformes pour les réunions et formation (Zoom ; google meet, Skype etc.), et la création de groupes WhatsApp pour la communication. Les nouvelles technologies sont désormais au cœur de la mise en œuvre de ce programme.	CO/Experts des agences/M&E Spécialiste
Risque de mauvaise gestion financière pouvant nuire à l'obtention des résultats	Possible - 3	Modéré- 3	Mensuelle	Rapport mensuel des responsables financiers mis spécialement sur le Programme	Pour ce qui est de la gestion financière, on note les actions de mitigation suivantes : Renforcement des capacités sur la base des insuffisances constatées l'année dernière : En ce qui concerne la prévention contre une mauvaise gestion, plusieurs partenaires ont été recyclés sur la base des constats faits en 2019.	RCO/ Experts des agences/M&E Spécialiste

Des preuves limitées sur ce qui fonctionne pour prévenir la violence à l'égard des femmes y compris les PN	Possible	Mineur	Trimestrielle	Rapports de missions	Afin de jauger le fonctionnement du programme sur le terrain, les actions suivantes ont été entreprises : Des rencontres d'échange programmatiques avec les partenaires de mise en œuvre : plusieurs agences ont instauré des rencontres périodiques avec l'ensemble des partenaires afin de faire des états de lieux périodiques.	RCO/ Experts des agences/M&E Spécialiste
Risques liés à la capacité des institutions réduites ou inexistantes en matière de lutte contre les VBG, VFF : à l'exception du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille- MPFEF- et ses services déconcentrés et dans une moindre mesure du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	2	3	Trimestrielle	Rapport d'évaluation des capacités des institutions disponible / Rapport de formation, Rapport de mission de suivi des activités	Mise en œuvre des activités (renforcement des capacités) touchant la vaste majorité des structures afin de véhiculer des formations ou des expériences avérées en matière de lutte contre les VBG, VFF	RCO/ Experts des agences/M&E Spécialiste
Ralentissement de la mise en œuvre à cause des mesures barrières covid-19 (est un nouveau risque)	4	4	Mensuelle	Réunions régulières avec les partenaires	Certaines activités du programme Initiative Spotlight sur les piliers 1 et 5 se sont vu ralentir à l'aube de la pandémie covid-19. Néanmoins, d'autres ont pu être menées à distance et d'autres réajustées permettant ainsi aux agences d'atteindre leurs objectifs. La tenue de certaines activités via zoom et l'organisation des ateliers avec un nombre de personnes limité en respectant les mesures barrière ont été adopté par le programme comme mesure de mitigation face au COVID-19.	RCO/ Experts des agences/M&E Spécialiste

Risques institutionnels						
Risque de dispersion des partenaires de mise en œuvre engagés sur d'autres chantiers ou sur d'autres opportunités pour assurer leur survie	Possible - 3	Mineur - 2	Mensuelle	Suivi rigoureux des rapports de progrès des partenaires	Le programme prévoit une équipe de mise en œuvre claire pour chaque partenaire. Les impacts de ces risques restent réduits du fait que le Pilier 2 a insisté sur la diversité des points focaux dans les institutions locales et nationales ainsi que l'implication effective des Directeurs régionaux qui a permis d'avoir un vivier des acteurs et actrices pour amoindrir ce risque.	RCO/ Experts des Agences/M&E Spécialiste
La visibilité utilisée par les partenaires n'est pas conforme aux spécificités de Branding et de visibilité du spotlight	3	3	Mensuelle	Réunions régulières avec les partenaires/ Formation sur la communication	La visibilité utilisée par les partenaires n'est pas conforme aux spécificités de Branding et de visibilité du spotlight. <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre en branding • Monitoring des activités de visibilité 	RCO/ Chargés de Communication
Disponibilité limitée des données et capacités limitées des institutions étatiques pour développer et analyser les données	Possible - 3	Modéré - 3	Trimestrielle	Rapport d'évolution de l'INSTAT sur le volet portant sur le renforcement de capacités des structures (étatiques)	La visibilité utilisée par les partenaires n'est pas conforme aux spécificités de Branding et de visibilité du Spotlight. <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre en branding • Monitoring des activités de visibilité 	RCO/ Chargés de Communication
La forte rotation des fonctionnaires de l'État qui pourrait retarder la mise en œuvre de l'Initiative	Probable - 4	Modéré - 3	Trimestrielle	Collaboration étroite avec le Management des structures étatiques et non des agents pris individuellement	En ce qui concerne les données, le programme, durant ce semestre a entrepris les actions suivantes : Un état de lieux des données VBG : Avec l'Institut National de la statistique, la problématique des données a été analysée ; Renforcement des capacités des IP en M&E : Cette action a également été organisée à l'endroit de plusieurs partenaires de mise en œuvre de Spotlight.	RCO/ Experts des agences/M&E Spécialiste

Risque de déficit de synergie entre les différents acteurs se traduisant par une insuffisance de coordination et d'approche intégrées de prise en charge des violences	Possible - 3	Mineur – 2	Trimestrielle	Rapports des rencontres entre les différentes parties prenantes/ Comités locaux mis en place	Ce risque a été réduit grâce à l'initiative suivante : La diversité des points focaux ainsi que l'implication effective des Directeurs régionaux a permis d'amoinrir ce risque	RCO/ Experts des agences/M&E Spécialiste
Risque de déficit de synergie entre les différents acteurs se traduisant par une insuffisance de coordination et d'approche intégrées de prise en charge des violences	Possible - 3	Mineur – 2			Malgré le contexte de travail à distance, des actions ont été entreprises afin de maintenir l'équipe SI mobilisée : La coordination de la RCO comme facteur réduisant ce risque : Le Bureau de la Coordinatrice Résidente a continué d'organiser des réunions périodiques de coordination.	RCO/ Experts des agences/M&E Spécialiste
Risques fiduciaires						
Les dépenses ne correspondent pas aux activités planifiées	2	4	Mensuelle	Analyse comparative entre les rapports financiers et de progrès des IPs/Rapports de suivi du PTA des IPS par Les Chargés de Programme	Elaboration d'un plan détaillé avec les partenaires avec les budgets correspondant permettant un suivi rapproché	Experts Techniques/ Admin et Finances Programme officer/ programme section de UNHCR Mali bureau pays

Annexe C

Rapport d'engagement des OSC

Résultat	Output	Nom de l'organisation de la société civile (OSC)	Type d'OSC (Voir la définition ci-dessous le tableau)	Montant Total de la subvention (USD) (Voir la définition ci-dessous le tableau)	Nom de l'agence récipiendaires des Nations Unies (RUNO) finançant l'engagement des OSC	Modalité d'engagement (Voir la définition ci-dessous le tableau)	Cette OSC est-elle dirigée par des femmes et / ou organisation de défense des droits des femmes (WRO) / OSC féministe ? (Voir la définition ci-dessous le tableau)	L'OSC est-elle un partenaire nouveau ou existant ? Veuillez indiquer si le RUNO s'est / n'a pas établi de partenariat avec l'OSC avant le début du programme Spotlight (Voir la définition ci-dessous le tableau)	Population primaire vulnérable / marginalisée soutenue par le prix (Voir l'explication ci-dessous le tableau)
RÉSULTAT 1 : Des cadres législatifs et politiques, basés sur des évidences et conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, concernant toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles et des pratiques néfastes sont en place et traduits en plans.									
Output 1.1: Les partenaires aux niveaux national et local ont des connaissances et des capacités renforcées pour évaluer les lacunes et rédiger de nouvelles lois et / ou renforcer la législation existante pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles, incluant les VBG et pratiques néfastes, et sur l'égalité de genre, qui respectent les droits des groupes exposés à des formes multiples de discrimination et sont conformes aux normes internationales des droits de l'homme et aux recommandations des traités conventionnels									
1	1,1	APDF	NATIONAL	247 362	UN Women	Implementing Partner (IP)	WRO/ feminist CSO but not woman-led	Nouveau partenaire / aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls

1	1,1	PACINDHA	NATIONAL	259 745	UN Women	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Partenaire existant	Rural women and girls
RÉSULTAT 2 : Les institutions et systèmes nationaux et infranationaux planifient, financent et exécutent des programmes fondés sur des preuves qui préviennent et répondent à la violence à l'égard des femmes et des filles et des pratiques néfastes, y compris dans d'autres secteurs.									
Output 2.3: Les partenaires (parlementaires, hauts fonctionnaires et défenseurs des droits des femmes) aux niveaux national et local ont davantage de connaissances, de capacités et d'outils en matière de budgétisation sensible au genre pour mettre fin aux violences à l'égard des femmes et des filles, y compris les VBG et les pratiques néfastes, et promeuvent la SR.									
2	2,3	APDF	National	111 859	UNDP	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
2	2,3	SINI-SANUMAN	National	111 859	UNDP	Implementing Partner (IP)	Woman-led but not WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
RÉSULTAT 3 : Les normes, attitudes et comportements sociaux équitables entre les sexes changent aux niveaux communautaire et individuel pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles et les pratiques néfastes.									
Output 3.1: Des programmes nationaux et/ou locaux basés sur des évidences sont élaborés pour promouvoir des normes, attitudes et comportements liés à l'égalité de genre, y compris sur l'éducation à la santé reproductive, conformément aux standards internationaux, dans les milieux scolaires et hors de l'école.									
3	3,1	TAGNE	National	83 780,00	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Partenaire Existant/Un partenariat avait été établi dans le cadre du programme conjoint à Kolokani	Rural women and girls

3	3,1	Association pour la Promotion des Droits et le Bien- Être de la Famille (APSEF),	National	85 280,00	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
3	3,1	Mouvement pour la Paix, le Désarmement et la Liberté- (MPDL)	National	108 544,00	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
3	3,1	Conseils et Appui pour l'Éducation à la Base (CAEB)	National	47 632,00	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
3	3,1	Association du Sahel d'Aide à la Femme et à l'Enfance (ASSAFE)	National	78 897,00	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls

Output 3.2: Des plateformes communautaires de plaidoyer sont établies ou renforcées pour promouvoir des normes, attitudes et comportements favorables à l'égalité de genre, les droits à la SSR des femmes et des filles, la masculinité positive, le renforcement de la confiance et l'estime de soi.

3	3,2	TAGNE	National	72 854	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Partenaire Existant/Un partenariat avait été établi dans le cadre du programme conjoint à Kolokani	Rural women and girls
3	3.2	Association pour la Promotion des Droits et le Bien- Être de la Famille (APSEF),	National	48 765	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
3	3.2	Mouvement pour la Paix, le Désarmement et la Liberté- (MPDL)	National	104 772	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
3	3,2	Conseils et Appui pour l'Education à la Base (CAEB)	National	54 616	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls

3	3.2	Association du Sahel d'Aide à la Femme et à l'Enfance (ASSAFE)	National	57 943	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
3	3,2	AMSOPT	National	204 338,12	UNFPA	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	TBC
3	3,2	ASDAP	National	200 000	UNFPA	Implementing Partner (IP)	WRO/ feminist CSO but not woman-led	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	TBC
Output 3.3: Les décideurs des institutions non étatiques compétentes et les leaders d'opinion clés sont mieux outillés pour plaider la mise en œuvre de la législation et des politiques visant à mettre fin aux VBG/pratiques néfastes et pour promouvoir la Santé reproductive (SR) des femmes et des filles									
3	3.3	TAGNE	National	138 620	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Partenaire Existant/Un partenariat avait été établi dans le cadre du programme conjoint à Kolokani	Rural women and girls

3	3.3	Association pour la Promotion des Droits et le Bien- Être de la Famille (APSEF),	National	118 118	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
3	3.3	Mouvement pour la Paix, le Désarmement et la Liberté- (MPDL)	National	140 332	UNICEF	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
3	3.3	Conseils et Appui pour l'Education à la Base (CAEB)	National	197 752		Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
3	3.3	Association du Sahel d'Aide à la Femme et à l'Enfance (ASSAFE)	National	163 160		Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls

Résultat 4 : Les femmes et les filles survivantes de toutes les formes de violence et de pratiques néfastes, utilisent des services essentiels de qualité disponibles, accessibles et acceptables pour leur rétablissement immédiat et à long terme									
Output 4.1 : Les autorités gouvernementales compétentes et les organisations de défense des droits des femmes aux niveaux national et local ont une meilleure connaissance et la capacité de fournir des services essentiels de qualité et coordonnés, y compris les services de SR et d'accès à la justice, aux femmes et aux filles survivantes de violence, y compris les VSBG et les pratiques néfastes, spécialement celles qui subissent des formes de discriminations multiples croisées.									
4	4,1	Croix Rouge Espagnole	International		UNFPA	Implementing Partner (IP)	Woman-led	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
				44 559					
4	4,1	AMSOPT	National		UNFPA	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
				50 697,75					
Activité 4.2: Les femmes et les filles survivantes de violences, y compris les VBG et les pratiques néfastes, et leurs familles sont informées et ont accès à des services essentiels de qualité pour leur rétablissement immédiat et à long terme, ainsi qu'à des opportunités pour leur réinsertion sociale.									
4	4,2	Croix Rouge Espagnole	International		UNFPA	Implementing Partner (IP)	Woman-led	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
				169 000,00					

4	4,2	AMSOPT	National	200 000,00	UNFPA	Implementing Partner (IP)	Woman-led and WRO/ feminist CSO	Nouveau partenaire aucun partenariat n'avait été établi avant le démarrage de la mise en œuvre du Programme Initiative Spotlight	Rural women and girls
COÛTS DE GESTION DU PROGRAMME (y compris le préfinancement)									
COÛTS DE GESTION DU PROGRAMME (y compris le préfinancement)	N/A								
			TOTAL DES RÉCOMPENSES AUX OSC	3 100 484,87 USD					
Type d'OSC	<p>FLes OSC internationales opèrent dans au moins deux pays de différentes régions.</p> <p>FLes OSC régionales opèrent dans deux ou plusieurs pays de la même région (c'est-à-dire Afrique, Amérique latine, Asie, Caraïbes, Pacifique). Dans ce cas, une OSC régionale n'est pas une OSC qui opère dans une région particulière d'un pays.</p> <p>FLes OSC nationales n'opèrent que dans un seul pays</p> <p>FLes organisations locales et de base concentrent leur travail au niveau local et communautaire et n'ont pas de portée nationale. Ils ont tendance à avoir un petit budget de fonctionnement annuel (par exemple, moins de 200 000\$ USD) ; être autoorganisé et autonome ; et avoir un faible degré de formalité.</p>								
Montant du prix	Dans ce contexte, un « prix » est une subvention financière, un contrat ou un accord de partenariat avec une OSC.								

Organisation dirigée par des femmes et / ou pour les droits des femmes (WRO) / OSC féministes	Pour être considérée comme une « OSC dirigée par des femmes », l'organisation doit être dirigée par une femme. Pour être considérée comme une « organisation de droits des femmes ou féministe », les déclarations officielles de mission / vision de l'organisation doivent refléter son engagement à lutter contre les formes multiples / croisées de discrimination et à faire progresser l'égalité des sexes et les droits des femmes. L'organisation doit viser à s'attaquer aux moteurs / systèmes / structures sous-jacents, y compris le patriarcat et les dynamiques de pouvoir sexospécifique, qui perpétuent l'EVAWG et la violence sexiste et œuvrent à les transformer.
Partenaire nouveau ou existant	(Le raisonnement derrière cette question est de comprendre dans quelle mesure les RUNO étendent leur portée aux OSC au-delà des partenaires habituels, donnant des opportunités aux nouvelles OSC) Pour être considéré comme un « nouveau partenaire », le RUNO n'a engagé l'OSC dans aucune modalité de partenariat, avant le début du programme Spotlight. Pour être considéré comme un partenaire existant, le RUNO a engagé l'OSC dans toute modalité de partenariat, avant le début du programme Spotlight.
Population primaire vulnérable / marginalisée soutenue par la Récompense	En vertu du principe de ne laisser personne de côté, les équipes de pays Spotlight ONU sont censées assurer la représentation des groupes vulnérables et marginalisés, notamment en s'engageant avec les OSC qui servent ou défendent ces groupes. Si le prix couvre plusieurs populations vulnérables ou marginalisées, sélectionnez une population qui est principalement desservie par le prix.

Annexe D

État d'une pratique : pratique bonne ou prometteuse ?

L'ensemble de critères suivant vous aidera à déterminer si la pratique est une bonne pratique :

	Innovation, expérience	Pratique prometteuse	Bonnes pratiques	Politiques, principes, normes
Niveau de preuve	Preuve objective minimale, inférences d'expériences et de contextes parallèles. Les leçons apprises doivent être tirées.	Non prouvé dans plusieurs contextes, preuves anecdotiques, témoignages, articles, rapports. Enseignements tirés existants qui doivent être approfondis.	Preuve de l'impact de plusieurs contextes, plusieurs évaluations, méta-analyse, examen d'experts, analyse coût-efficacité, critères de bonnes pratiques. Les leçons apprises intégrées.	Éprouvé dans plusieurs contextes, études de répliation, preuves quantitatives et scientifiques.
Potentiel de réplabilité	Nouvelle idée, aucune expérience antérieure, risque le plus élevé.	Risque élevé, mais potentiel pour une enquête plus approfondie.	Reproductibilité démontrée, risque limité de reproductibilité.	Toujours reproductible, largement applicable.

État d'une pratique : pratique bonne ou prometteuse ?

En tant que fonds de démonstration, l'Initiative Spotlight vise à démontrer comment un investissement significatif, concerté et complet pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles (EVAWG) et l'égalité des sexes peut faire une différence durable dans la vie des femmes et des filles et dans la réalisation de tous ODD. Il est donc essentiel que les pratiques innovantes, prometteuses et bonnes, dans le domaine de l'EVAWG et dans le contexte de la mise en œuvre d'une « nouvelle façon de travailler », aient le potentiel d'adaptabilité, de durabilité, de reproductibilité et de mise à l'échelle. C'est à la fois au sein du système des Nations Unies et avec diverses parties prenantes afin de maximiser le potentiel de transformation de l'Initiative. Il est essentiel que ces pratiques soient documentées et largement partagées pour leur adoption et leur amélioration continue afin de contribuer à la base de preuves et d'éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles.

Ce bref guide et ce modèle garantissent une compréhension commune des « pratiques innovantes, prometteuses et / ou bonnes » dans l'initiative Spotlight. Il fournit un ensemble de critères pour déterminer si une pratique est innovante, prometteuse ou bonne, ainsi qu'un modèle de documentation. Veuillez consulter les définitions ci-dessous et le diagramme pour plus de précisions.

Définition d'une pratique innovante

Une pratique innovante est une nouvelle solution (méthode / idée / produit) avec la capacité de transformation d'accélérer l'impact. L'innovation peut impliquer de meilleures façons de travailler avec des partenaires nouveaux et diversifiés ; peut être alimenté par la science et la technologie ; ou peut impliquer de nouveaux modèles sociaux et commerciaux, des connaissances comportementales ou des améliorations révolutionnaires dans la fourniture de services et de produits essentiels, entre autres solutions. Cela ne doit pas nécessairement impliquer la technologie ; le plus important est que l'innovation est une rupture avec la pratique antérieure avec le potentiel de produire un impact positif significatif.

Une pratique prometteuse a démontré un haut degré de succès dans son cadre unique, et la possibilité de réplication dans le même cadre est garantie. Il a généré des données quantitatives montrant des résultats positifs sur une période donnée. Une pratique prometteuse a le potentiel de devenir une bonne pratique, mais elle n'a pas encore suffisamment de recherche ou de réplication pour permettre une adoption plus large ou une mise à l'échelle. À ce titre, une pratique prometteuse intègre un processus d'apprentissage et d'amélioration continus.

Définition d'une bonne pratique

Une bonne pratique n'est pas seulement une bonne pratique, mais une pratique qui a fait ses preuves et qui produit de bons résultats et qui est donc recommandée comme modèle. C'est une expérience réussie qui a été testée et validée, au sens large, qui a été répétée et mérite d'être partagée, afin qu'un plus grand nombre de personnes puisse l'adopter.

Titre de la pratique innovante, prometteuse ou bonne	Caravanes mobiles d'information menées par les jeunes
<i>Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?</i>	<p>Organisation de caravanes mobiles d'information et de vulgarisation des lois et des textes d'application relatifs aux thématiques des droits des femmes (Pilier 1). Afin de s'adapter aux mesures barrières covid-19 les campagnes de sensibilisation du co-lead du pilier ont été transformées en caravanes mobiles menées par des jeunes activistes et acteurs membres des OSC sous le leadership de la direction régionale de la promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille (entité décentralisée du ministère tutelle). Ces caravanes traversent les villes en diffusant l'information sur les textes de loi et font des arrêts dans des endroits stratégiques de la ville. L'implication des jeunes activistes, en plus des structures de la société civile dans ces activités, a apporté une diversité et dynamisme qui n'étaient pas initialement prévus. La dernière caravane organisée, en changeant le format, a rencontré un plus grand succès avec la population que les 2 précédentes qui avaient des formats plus classiques. La pratique a commencé dans le 2eme semestre de l'année 2020 à la suite de la pandémie covid19. Pour les prochaines caravanes au 1er semestre 2021, au lieu d'être des grands événements, le co-lead a appuyé des mini caravanes conçues et organisées par les jeunes activistes et OSC dans leurs communautés respectives. La mise en œuvre se fera simultanément dans toutes les communautés.</p>
Objectif de la pratique	<p>L'activité contribue à améliorer l'environnement législatif à travers l'organisation de caravanes mobiles d'information et de vulgarisation des lois et des textes d'application relatifs aux thématiques des droits des femmes et VBG. Les caravanes visent les associations de défense des droits des femmes, les OSC, les défenseuses des droits des femmes mais aussi la population de façon plus large.</p>
Parties prenantes impliquées	<p>Les caravanes visent les associations de défense des droits des femmes, les OSC, les défenseuses des droits des femmes mais aussi la population de façon plus large. Mais ici l'innovation a été d'impliquer plus spécifiquement dans la mise en œuvre des jeunes femmes et hommes activistes dans leurs communautés. A travers la maison de la femme et des associations de jeunes, ils ont été identifiés.</p>
Qu'est-ce qui en fait une pratique innovante, prometteuse ou bonne ?	<p>Ce nouveau format innovant a présenté une grande capacité de transformation et d'accélérer l'impact car cela implique une meilleure façon de travailler avec des partenaires nouveaux et diversifiés. L'innovation fut une rupture avec la pratique antérieure et a le potentiel de produire un impact positif significatif. La caravane mobile déjà organisée a eu un grand succès.</p>

Quels défis ont été rencontrés et comment ont-ils été surmontés ?	Pour le moment, aucun défi rencontré dans la mise en œuvre car l'adoption de ce nouveau format (caravane mobile) était une réponse au ralentissement et annulation des activités de type grand rassemblement de sensibilisation à la suite des mesures barrières covid19.
Résultats et impact	<p>Au niveau du pilier 1, dans le respect des mesures barrières de la COVID-19, une caravane de plus de 200 personnes composées de 80 femmes et 120 jeunes, tous acteurs/actrices des organisations locales de jeunes, des organisations de défense des droits des femmes fut lancée officiellement par le maire de la ville de Koulikoro. La caravane a démarré à la Maison de la femme et a traversé toutes les places publiques de la ville pour finir son trajet au Gouvernorat pour remettre des messages forts au Chef de l'exécutif de Koulikoro.</p> <p>La caravane a touché approximativement 8000 personnes dont 2000 cibles directes sur son passage et 6000 cibles indirectes à travers la campagne en parallèle dans les médias. Ces cibles ont été informées et sensibilisées sur les VBG et textes de loi de base pour pouvoir mieux comprendre les droits, contribuer à la promotion de ces droits et la réduction des VBG. Les autorités locales (Le maire et le gouverneur) ont reçu un bandeau ORANGE autour du bras pour les investir comme « capitaine » dans le combat contre les VBG, tout en leur remettant un kit contenant les lois et textes d'application contre les VBG. Vidéo sur cette activité : https://fb.watch/2pDqS7qa2-/</p>
Adaptable (facultatif)	RAS
Répliquable / évolutif (facultatif)	RAS
Durable	Les jeunes étaient déjà des activistes qui faisaient des Initiatives dans leurs communautés mais qui manquaient une connaissance plus approfondie sur les textes de loi mais aussi certains aspects pour la réponse et la prévention des VBG. Le co-lead a renforcé leurs capacités avant de leur accorder des mini subventions afin qu'ils organisent des mini caravanes dans leurs communautés. Même après le projet, ils vont toujours continuer à être activistes dans leurs communautés mais ils auront acquis des connaissances et expériences à utiliser pour renforcer leurs actions. Ceci permet également de valoriser et de renforcer des jeunes activistes (femmes et hommes) afin de créer une base solide d'alliés dans le plaidoyer national pour améliorer le cadre législatif.
Validé (pour une bonne pratique uniquement)	
Détails supplémentaires et informations de contact	La personne contact pour cette bonne pratique est : <i>Clarisse Ntampaka</i> : ntampaka@unhcr.org ;

Titre de la pratique innovante, prometteuse ou bonne	Mise en place d'une communauté électronique d'échange baptisée « Yelenkura » mot bambara qui fait référence à « Spotlight »
<i>Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?</i>	Dans le cadre de la mise en œuvre du Pilier-2, l'ors de l'atelier d'évaluation des institutions au bénéfice des acteurs et actrices de différents ministères à Bamako, une communauté électronique d'échange baptisée « Yelenkura » mot bambara qui fait référence à « Spotlight » a été mise en place. Cette communauté électronique partage des informations à temps réel entre les points focaux sur les forces et les faibles des institutions dans le cadre des capacités-GBV. Cette initiative a été mise en place depuis le mois de février 2020 et reste un bon espace d'échange jusqu'à présent entre les différents acteurs et actrices des institutions.
Objectif de la pratique	Cette communauté électronique partage des informations à temps réel entre les points focaux sur les forces et les faibles des institutions dans le cadre des capacités intentionnelles sur les GBV. Grâce à ce partage, les acteurs et actrices ont une occasion d'attirer l'attention des décideurs sur les gaps et les insuffisances programmatiques sur le VBG, VFF.
Parties prenantes impliquées	Points focaux de différents départements ministériels impliqués dans la mise en œuvre du pilier-2
Qu'est-ce qui en fait une pratique innovante, prometteuse ou bonne ?	La plateforme offre une occasion libre où les acteurs et actrices des institutions expriment leurs points de vue sur les questions de VBG et arrêtent des stratégies.
Quels défis ont été rencontrés et comment ont-ils été surmontés ?	RAS
Résultats et impact	Long-term impact
Adaptable (facultatif)	RAS
Répliquable / évolutif (facultatif)	RAS
Durable	RAS
Validé (pour une bonne pratique uniquement)	Oui, cet espace d'échange a été validé lors l'atelier des points focaux de différents ministères en février 2020
Détails supplémentaires et informations de contact	La personne contact pour cette bonne pratique est : <i>Albert Mirindi</i> : albert.mirindi@undp.org ;

Titre de la pratique innovante prometteuse	« Ecole des maris modèles ou clubs des maris modèles ».
<p><i>Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?</i></p>	<p>Une des bonnes pratiques de 2020 portant sur le Pilier 3 du programme Spotlight, notamment la prévention et transformation sociale est la mise en œuvre de l'approche école des maris modèles ou club des maris modèles dans les zones d'intervention du programme.</p> <p>C'est une stratégie novatrice reposant sur une adhésion volontaire et une implication communautaire pour faire des hommes des acteurs de changements et responsables de la promotion des droits des enfants (filles et garçons) et des femmes. Il s'agit donc d'un espace de réflexion et de décisions pour des maris modèles désireux d'entraîner d'autres maris et hommes à favoriser l'accès des femmes aux soins, conseils et assistance professionnelle dans le domaine de la santé et améliorer la fréquentation des structures sanitaires pour elles et pour leurs enfants et surtout réduire les Violences Basées sur le Genre (VBG) et les pratiques néfastes particulièrement les MGF et mariages d'enfants.</p> <p>Elle découle d'un constat qui fait que les hommes sont les détenteurs de pouvoir de décision sur les questions relatives à la santé, l'éducation, le bien-être, le pouvoir économique des femmes dans la famille et la communauté. Le processus consiste à identifier les sites et les maris modèles selon des critères bien définis, tenir des réunions des écoles des maris, organiser des activités et stratégies d'intervention, développer des partenariats avec eux.</p> <p>Etant donné que les écoles des maris sont des espaces de discussion, de prise de décision et d'action. Les principes d'écoute, de respect et de soutien mutuels doivent être observés scrupuleusement. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de « leader » attiré du groupe, tous les membres sont égaux, ils sont des pairs. Pour permettre de gérer les discussions une personne parmi les membres, nommée animateur, est désignée pour diriger les séances. Il est désigné en amont de la réunion pour lui permettre de se préparer et de recueillir des informations complémentaires auprès des modérateurs. Il dirige les débats pendant la séance dont il a la charge.</p> <p>A l'école, l'analyse des cas de VBG rencontrés au sein de la communauté dans le domaine de la santé de la reproduction, des violences basées sur le genre incluant les pratiques néfastes sont au centre des discussions, médiation et gestion des cas.</p>

Titre de la pratique innovante prometteuse	« Ecole des maris modèles ou clubs des maris modèles ».
<p><i>Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?</i></p>	<p>Les clubs des maris modèles mis en place ont pu gérer des cas de VBG, faire la médiation dans les couples ou l'entente et la paix règnent, empêcher des cas de MGF et mariage d'enfant. Par exemple, les maris modèles (516) pour les 129 villages couverts à Diéma et Yélimané (04/villages) par MPDL ont pu sensibiliser 2064 personnes (516 filles, 450 garçons, 559 femmes et 403 hommes). Ceux mis en place à Kati et Bamako par APSEF sont au nombre de 123 composés de 1300 membres (11/villages) et 19% (246) d'entre eux ont eu à mener des actions de sensibilisation et médiations sur les VBG.</p> <p>À la suite des causeries éducatives, deux cas de mariage d'enfants ont pu être empêchés à Dinguera dans la commune VI du District de Bamako et 2 autres à Bossofala, cercle de Kati. A Senou, Commune VI de Bamako, un mari modèle a signalé à l'animatrice le cas d'une femme qui a été violentée par son mari jusqu'à ce qu'elle ait perdu l'usage d'un œil. Le mari a été interpellé et sensibilisé par un groupe de mari modèles sur les VBG et il a juré de ne plus porter main à sa femme, ni ses enfants. A Missabougou, Commune VI Bamako, un mari modèle a référé à l'animatrice du projet le cas d'une fille qui avait été précocement mariée et qui maintenant est divorcée et la fille sollicite l'aide du programme pour continuer ses études ou à défaut être renforcée dans une filière porteuse pour être autonome.</p> <p>Le club des maris modèles ne protège pas que les femmes et les enfants, ils protègent aussi les hommes. Par exemple à Bossofala un mari modèle a pu éviter à deux hommes de se faire battre par leurs femmes. Au fait ces femmes ont l'habitude de battre leurs maris et grâce aux différentes interventions d'un mari modèle, elles ont promis de ne plus porter la main sur leurs maris.</p> <p>Les témoignages ci-dessous montrent l'importance de cette approche innovante :</p> <p>F Un vieux de de Bossofala, Kati : « j'avoue que les actions de ce projet ont déjà porté des fruits car, dans notre village toutes les nuit il y a au moins une femme qui criait sous de coup de bâton de son mari il y a plus de trois mois qu'on entend plus cela »</p> <p>F Un mari modèle de Selinkegny de la commune de Siby, Kati : « nous nous rendons dans les familles où l'homme et la femme sont en conflits et nous leur demandons de faire du thé. Au tour de ce thé que nous appelons « Kèlè ban thé » (thé de réconciliation) nous les sensibilisons sur les conséquences des violences et des conflits ».</p>

<p>Objectif de la pratique</p>	<p>L'objectif de cette activité est d'assurer une forte implication et participation des détenteurs de pouvoir que sont les hommes dans la mise en œuvre des projets orientés essentiellement vers les filles et femmes pour corriger les stéréotypes considérant les MGF et mariages d'enfants comme étant une affaire de femme au point que les hommes ne s'y intéressaient guère et leur participation aux différentes actions reste faible voire insignifiante.</p> <p>Elle consistait à identifier et à impliquer les maris engagés dans les activités de prévention des MGF, mariages d'enfants, autres VBG et la promotion de la santé de la reproduction des adolescentes et jeunes femmes afin qu'ils puissent être acteurs de changements durables.</p>
<p>Parties prenantes impliquées</p>	<p>Les cibles de cette approche sont les hommes particulièrement les mariés engagés dans la promotion de l'éradication des VBG. Ils sont choisis par des autorités villageoises sur la base de critères tels que : Ils incluent des chefs de villages, des leaders traditionnels, des jeunes hommes des communautés villageoises ciblées.</p>
<p>Qu'est-ce qui en fait une pratique innovante, prometteuse ou bonne ?</p>	<p>C'est une innovation parce que ce sont les membres des communautés villageoises mêmes qui pilotent cette approche. Elle a été jugée salubre puisque certains chefs de village même sont des maris modèles et font à leur tour des séances de sensibilisation à leur pair et même aux femmes en faveur du changement des normes sociales positives. Ils sont très contents et fiers de leurs rôles/responsabilité qu'ils jouent au niveau de leurs communes.</p>
<p>Quels défis ont été rencontrés et comment ont-ils été surmontés ?</p>	<p>Pour le moment aucun défi n'a été rencontré dans la mise en œuvre de cette approche.</p>
<p>Adaptable (facultatif)</p>	<p>Il reste à multiplier cette approche à l'échelle nationale et pas seulement dans les zones d'interventions du programme. Cette approche « d'école ou clubs des maris modèles », couplée à d'autres mécanismes communautaires mis en place comme les comités d'éveils et d'alertes sur les VBG, les réseaux d'hommes et de garçons engagés en faveur de l'abandon des VBG, les clubs d'élèves, les groupements d'adolescentes déscolarisées, non scolarisées autonomisées permettent d'augmenter l'appropriation des actions du projet et la pérennisation des acquis même au retrait du programme.</p> <p>De plus les Directions Régionales de la Promotion de la Femme Enfant et Famille rapportent que cela a réduit le nombre de cas de VBG qui leur étaient soumis et dont la gestion prenait assez de leur temps. Maintenant chaque survivante qui vient vers elles est référée aux membres des clubs des maris ou comités d'éveils de son quartier/village pour la gestion dudit cas, si le problème les dépasse, la DRPFEF s'en charge. Ce qui pérennise les actions du programme.</p>

Réplicable / évolutif (facultatif)	Il est possible de répliquer cette approche à l'échelle nationale afin de mieux responsabiliser les communautés à la base dans le cadre de la prévention et des réponses aux VBG.
Durable	Pour rendre cette pratique plus soutenable, il est impérieux de renforcer davantage les compétences (+ de formations et équipements en supports de communication selon les thématiques) des membres de ces clubs des maris modèles et d'autres mécanismes communautaires sur la prévention et gestion des cas de VBG, la promotion de la santé de la reproduction, la protection des enfants et des femmes.
Validé (pour une bonne pratique uniquement)	L'approche est validée par les bénéficiaires et a été jugée très salubre car elle répond à leurs attentes en termes de prévention, gestion des cas de VBG et promotion de la santé de la reproduction des adolescentes et des jeunes femmes.
Détails supplémentaires et informations de contact	Les personnes contact pour cette bonne pratique sont : <i>Aminata Dicko Sangaré</i> adsangare@unicef.org et <i>Daniela Luciani</i> dluciani@unicef.org .

<p>Titre de la pratique innovante, prometteuse ou bonne</p>	<p>« Espaces sûrs, Clubs des maris modèles ou clubs des futurs maris modèles ».</p>
<p><i>Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?</i></p>	<p>Une des bonnes pratiques de 2020 portant sur le Pilier 3 du programme Spotlight, notamment la prévention et transformation sociale est la mise en œuvre de l'approche Espaces sûrs, Clubs des maris modèles et clubs des futurs maris dans les zones d'intervention du programme.</p> <p>Cette stratégie novatrice est axée sur :</p> <p>L'Autonomisation des filles</p> <p>Les efforts d'autonomisation des adolescentes et des jeunes filles se font à travers l'animation d'espaces sûrs créés à cet effet. Il s'agit d'espaces, au niveau communautaire, ayant pour vocation de favoriser la participation et une plus grande expression du potentiel des jeunes filles pouvant leur permettre de comprendre et d'agir pour la promotion et la protection de leurs droits reproductifs et sexuels, l'abandon des pratiques néfastes et autres VBG, catalysant ainsi, les changements sociaux et de comportement recherchés. Ces espaces sont animés par des mentores, femmes âgées de 25 à 45 ans, endogènes à la communauté, reconnues, respectées et pouvant servir comme modèle pour les adolescentes et les jeunes filles. Chaque espace sûr regroupe des adolescentes et des jeunes filles en 4 cohortes de 25, durant les 08 mois du programme de mentorat. L'autonomisation s'appuie sur :</p> <p>(i) le Soutien scolaire aux filles scolarisées et déscolarisées : les scolarisées et déscolarisées bénéficient de soutien scolaire et sont encadrées par des personnes compétentes en la matière grâce à la collaboration avec les centres d'animation pédagogique. Un des objectifs serait de faciliter la réintégration des déscolarisées au système éducatif formel, ou la possibilité de faire des formations professionnelles, (ii) la Promotion des droits socio-économiques des adolescentes et des jeunes filles et l'alphabetisation :</p> <p>Les filles bénéficient de renforcement de capacités et d'accompagnement en support au renforcement de leurs compétences de vie pour plus de participation et de capacitation en gestion financière. Un accent sera mis sur les 16 – 24 ans afin de leur faciliter l'initiative entrepreneuriale.</p> <p>Accès des adolescents et jeunes à un paquet intégré de services SR/PF de qualité :</p> <p>Pour faire face aux besoins non satisfaits en contraception et l'utilisation des services de qualité en SR/PF, les mentores, les facilitateurs CDM/CDFM et les équipes du projet sont mis à contribution pour informer et orienter les mentorées et les membres des CDM/CDFM vers les points de prestation des services SRAJ. Pour cela, une orientation du personnel des CSCOM en SRAJ est faite pour rendre les structures sanitaires « amies des jeunes ».</p>

Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?

Mise en place des Club Des Maris (CDM) et Club Des Futurs Maris (CDFM) :

Cette approche est une stratégie qui consiste à travailler avec les jeunes hommes mariés de 20 à 40 ans et les jeunes hommes célibataires de 14 et 24 ans en vue de créer un environnement propice à l'autonomisation des femmes à travers une véritable approche transformationnelle du genre et une masculinité positive pour promouvoir l'égalité de genre.

Organisée en 6 thématiques subdivisées en sessions, elles-mêmes en activités, les animations des CDM/CDFM se font dans un espace sûr qui est "un endroit où les membres des clubs se sentent physiquement et émotionnellement en sécurité pour partager des expériences personnelles et des sentiments sans crainte de ridicule, ni de honte".

Elles visent à :


- 1 Travailler avec les hommes en tant qu'alliés des femmes et des filles dans la réduction de la morbidité et mortalité maternelles, la lutte contre les pratiques néfastes pour mettre fin à toutes les formes de violence sexiste dont le mariage d'enfants, et promouvoir la SMNI et la SSR (accompagnement de sa partenaire pendant la grossesse, détection de signes de danger ..., pendant l'accouchement et les soins postnatals,)
- 2 Promouvoir des attitudes positives à l'égard de l'égalité des sexes et la compréhension de l'égalité des sexes en tant « qu'intérêt commun » des femmes, hommes, garçons et filles, en déconstruisant les masculinités et les féminités nuisibles.
- 3 Renforcer les compétences des hommes pour redéfinir pour eux-mêmes ce que signifie être un homme,
- 4 Encourager les hommes à devenir des parents actifs qui participent à la création de ménages où les filles et les garçons sont égaux.

Communication pour le Changement Social et Comportemental (CCSC)

Les actions de CCSC portent sur la Communication Interpersonnelle (Causeries éducatives, Counseling, visite à domicile), et de communication de masse. Elles ciblent les adolescentes et jeunes non enrôlés dans les espaces sûrs, les hommes et femmes au sein des communautés. Aussi, des sessions de dialogue communautaire sont réalisées dans les quartiers/villages, à l'effet de convaincre les parents réticents, les leaders traditionnels/religieux communautaires du bien-fondé de l'intervention et maintenir l'enthousiasme au sein de la population. Il s'agit d'explorer avec eux les attitudes et croyances et d'attirer leur attention sur les incohérences qui en ressortent et de suggérer des solutions alternatives visant à influencer positivement sur les déterminants des droits reproductifs et sexuels, des pratiques néfastes (mariage d'enfant, excision, ...), et du genre. Le partenariat avec les radios de proximité vent en appui à ce dispositif.

<p><i>Décrivez les pratiques innovantes, prometteuses ou bonnes. Quels sont les piliers / principes de l'initiative Spotlight abordés ?</i></p>	<p>36 espaces sûrs sont tous fonctionnels, pour 3536 mentorées qui suivent assidument les sessions hebdomadaires. Ces sessions ont pour contenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▫ La puberté, la reproduction, la menstruation et l'hygiène de la jeune fille, les infections sexuellement transmissibles y compris le VIH/Sida, la planification familiale, la nutrition, les grossesses, l'accouchement et l'avortement ; ▫ Le genre, les droits des filles et des femmes, les violences basées sur le genre, les risques liés à la mutilation génitale féminine, les risques liés au mariage et à la grossesse précoce ; ▫ L'estime de soi et la confiance en soi, les valeurs, la capacité à s'identifier et à gérer ses émotions, les relations saines et malsaines, la résolution de problèmes et de conflits, la négociation, les relations interpersonnelles et la capacité à dire « NON », les techniques de refus (pression de la part de l'entourage), les capacités de communication et d'écoute, l'aptitude à se fixer des objectifs et à travailler en équipe, à servir d'exemple et à prendre une décision motivée. ▫ L'introduction aux capacités financières et à l'argent ; l'épargne, les objectifs d'épargne, et les plans d'épargne ; les méthodes et lieux sécurisés pour garder l'argent ; les façons de dépenser de l'argent ; Emprunter prudemment et obtenir une grosse somme d'argent ; et la résolution des conflits relatifs à l'argent. ▫ Du côté des hommes, les 36 Clubs Des Maris (CDM) / Clubs des futurs Maris (CDFM) sont tous fonctionnels, pour 2014 membres des CDM/CDFM qui suivent les sessions hebdomadaires. Ces sessions couvrent les sessions suivantes elles-mêmes déclinées en activités : <ul style="list-style-type: none"> ▫ Accueil ; Genre et Pouvoir ; Répartition des Soins Non-Payés ; Participation des hommes dans la SMNI ; Relations de Couple ; Planification pour l'Avenir pour le club des maris ; ▫ Accueil ; Genre, Pouvoir et Identité ; Droits et Santé Sexuelle et Reproductive ; Violence ; Division de Soins Non-Payés ; Activisme pour le club des futurs maris. ▫ Les activités de communication ont permis de toucher : 2.171 porteurs d'obligation et 2.007 jeunes sur une prévision respectivement de 2000 et 1875.
---	---

	<p>De ces porteurs d'obligation touchés, il y a 1.227 femmes et 944 hommes. Aussi des 2.007 jeunes touchés, 1.282 sont des filles et 725 sont des garçons. « L'animation des clubs a permis une instauration de la confiance entre les membres des CDM/ CDFM, la diminution des VGB au sein des couples, le respect du genre dans la famille. Aussi une large diffusion des leçons apprises lors des sessions, leur suivi pour application dans les ménages). »</p> <div data-bbox="564 533 943 1032" data-label="Image"> </div> <div data-bbox="970 707 1342 846" data-label="Caption"> <p>Macky Touré, Artiste comédien à la troupe FÔLI de Ségou, Facilitateur CDM/CDFM de Sokalakono</p> </div>
<p>Objectif de la pratique</p>	<p>Le but est d'améliorer le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes afin de leur permettre d'accéder plus facilement aux informations voire aux services de santé reproductive, et maternelle de qualité, et de promouvoir la masculinité positive. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> Améliorer le niveau d'autonomisation des femmes et des adolescentes à travers la promotion des droits humains et socio-économiques Renforcer les capacités des adolescentes et des filles en Droits des femmes et des filles ; santé de la reproduction et faciliter l'accès aux informations et services de santé de la reproduction de qualité, notamment la planification familiale, la lutte contre les IST/VIH. Développer les compétences de vie courante, Favoriser l'apprentissage de métiers et l'autonomisation économique, y compris l'alphabétisation des adolescentes et des jeunes femmes (avec le soutien scolaire). Promouvoir la masculinité positive

Parties prenantes impliquées	<p>Bénéficiaires directs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Adolescentes et jeunes femmes de 10 à 24 ans, les « mentorées », scolarisées ou pas, célibataires ou pas, en milieu rural et urbain ciblées ; Jeunes hommes mariés de 20 à 40 ans et célibataires de 14 et 24 ans <p>Bénéficiaires indirects :</p> <ul style="list-style-type: none"> Parents, enseignants communicateurs, leaders communautaires, prestataires de services de santé reproductive des adolescents et des jeunes (SSRAJ, compétence de vie). Quartiers/villages.
Qu'est-ce qui en fait une pratique innovante, prometteuse ou bonne ?	<p>Il s'agit d'une innovation pour toucher les groupes cibles les plus marginalisés sous le leadership et la responsabilité des communautés villageoises bénéficiaires.</p>
Quels défis ont été rencontrés et comment ont-ils été surmontés ?	<p>Le défi majeur est de renforcer les actions au niveau des espaces sûrs par des activités de renforcement des capacités économiques des filles déscolarisées afin qu'elles puissent continuer dans le système.</p>
Résultats et impact	<p>À la suite des différentes interventions, les témoignages restent satisfaisants : « L'espace sûr m'a permis de connaître le sens du respect mutuel, nos valeurs et une meilleure connaissance des pathologies courantes du milieu et les mesures de prévention. Les activités des sessions m'ont donné l'envie de créer une association afin de sensibiliser les filles/femmes d'autres quartiers et villages. »</p> <div style="display: flex; align-items: center;">  <div data-bbox="853 1288 1244 1391"> <p>Ramatoulaye Keita, Elève en 9^e année, Mentorée de l'espace sûr Médine</p> </div> </div>
Adaptable (facultatif)	<p>Il s'agit en termes de perspectives de renforcer les acquis et de mettre à échelle l'initiative au niveau d'autres communautés.</p>
Répliquable / évolutif (facultatif)	<p>Il est possible de répliquer cette approche à l'échelle nationale afin de mieux responsabiliser les communautés à la base à la prévention et réponses aux VBG.</p>
Durable	<p>Pour la pérennité et la durabilité, il est nécessaire de renforcer les capacités des acteurs communautaires.</p>
Validé (pour une bonne pratique uniquement)	<p>Cette initiative salubre a bénéficié de l'implication de tous les acteurs à tous les niveaux régionaux, communautaire. Elle répond aux besoins spécifiques des groupes cibles qui restent souvent marginalisés.</p>
Détails supplémentaires et informations de contact	<p>Les personnes contact pour cette bonne pratique sont : <i>Faye Nana Mouneissa TOURE</i> ftoure@unfpa.org et <i>Caroline Muller</i> cmuller@unfpa.org.</p>



**Initiative
Spotlight**

